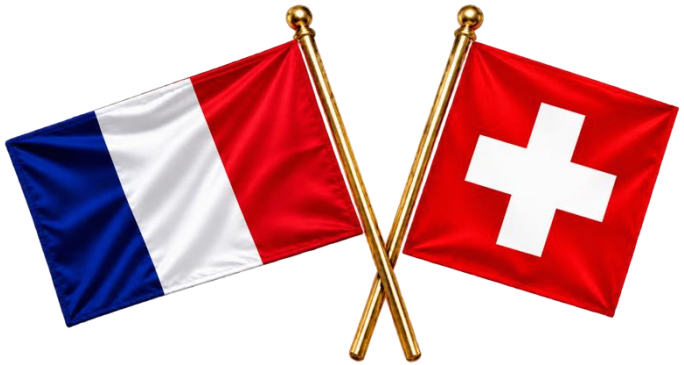


DÉMOCRATIE
EN DANGER
en France & en Suisse



Conférence de Chloé Frammery 5/11/2026

Quand vous entendez le mot

« démocratie »

Vous pensez à quoi, vous ?

À ça ?

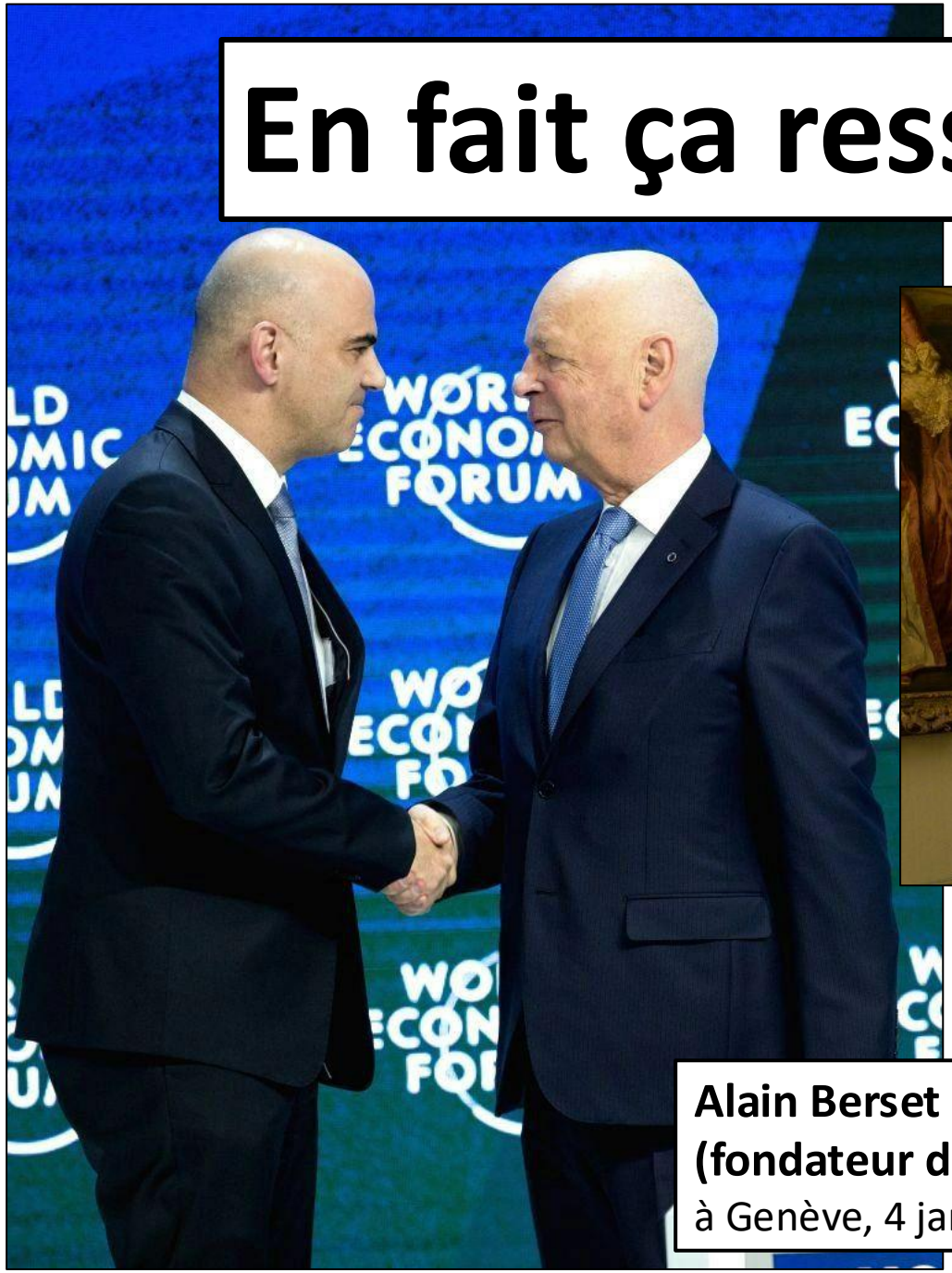


À ça ?



Landsgemeinde
à Glaris, 2021

En fait ça ressemblerait plutôt à ça.



Alain Berset & Klaus Schwab (fondateur du WEF)
à Genève, 4 janvier 2018



Déjeuner Conseil d'état & Klaus Schwab
à Genève, 4 octobre 2023

Et à ça.



Alain Berset & Tedros Adhanom Ghebreyesus (Directeur de l'OMS)
à Genève, mai 2019



Alain Berset & Emmanuel Macron (Président de la République Française)
à Paris, 22 juin 2023

Qu’est-ce que la démocratie ?

« Démocratie »

vient du grec « Dèmos Kratos »



WIKIPÉDIA
L'encyclopédie libre

Ce qui veut dire : « Pouvoir du dèmos ou « Pouvoir de la communauté civique »

Le dèmos, c'était les propriétaires fonciers, et parfois aussi les artisans et les commerçants, mais pas les femmes, pas les esclaves (à Athènes).

Par déviation : « Pouvoir du peuple »

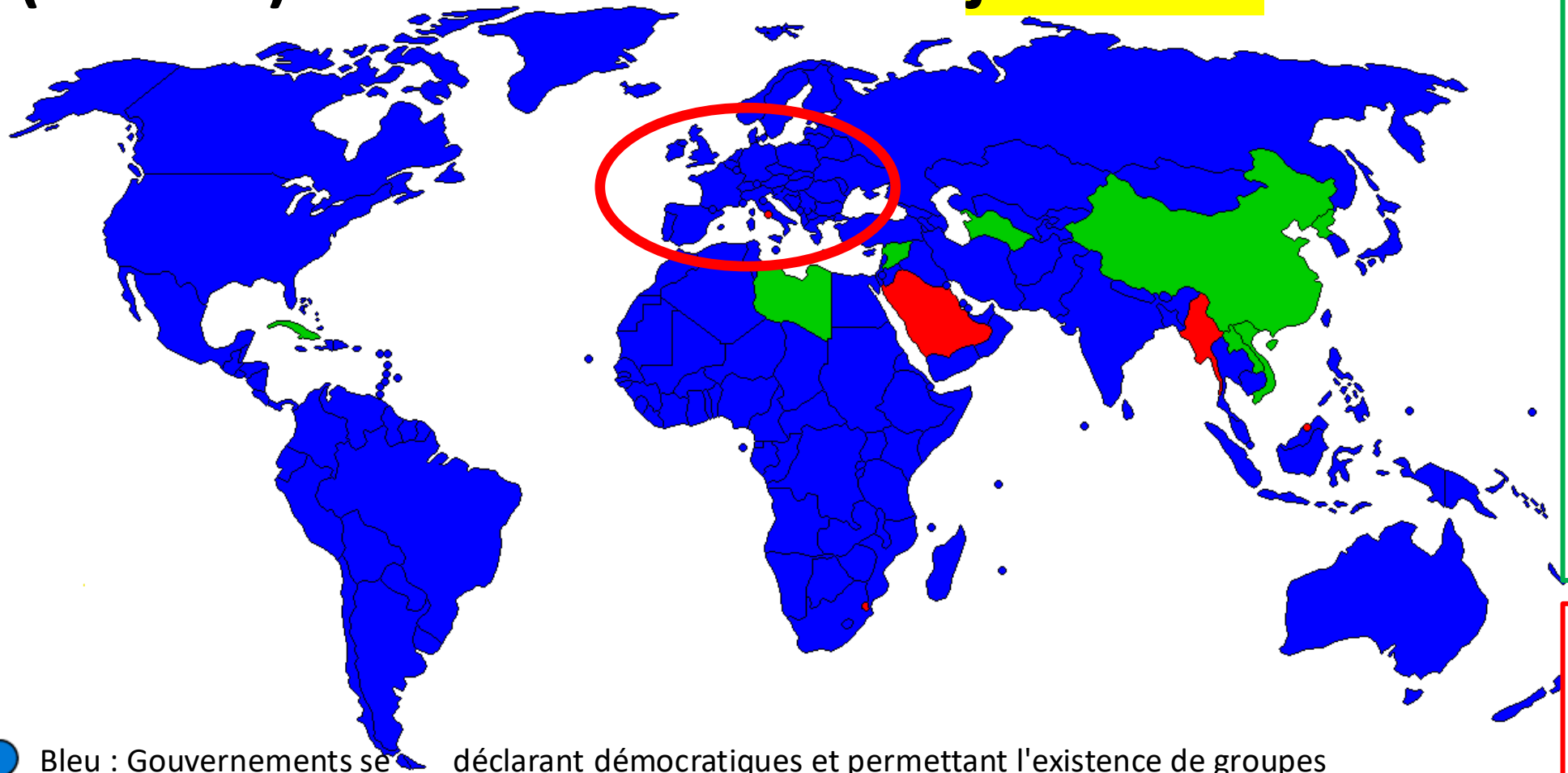
Comment dit-on « peuple » en grec ancien ?

« peuple » se dit λαός (laós)

Devrait-on parler de Laocratie plutôt que de démocratie ?

Sommes-nous en démocratie ?

Gouvernements du monde se réclamant (ou non) de la démocratie en juin 2019.



Wikipédia
L'encyclopédie libre

Démocraties mais sans groupes d'opposition

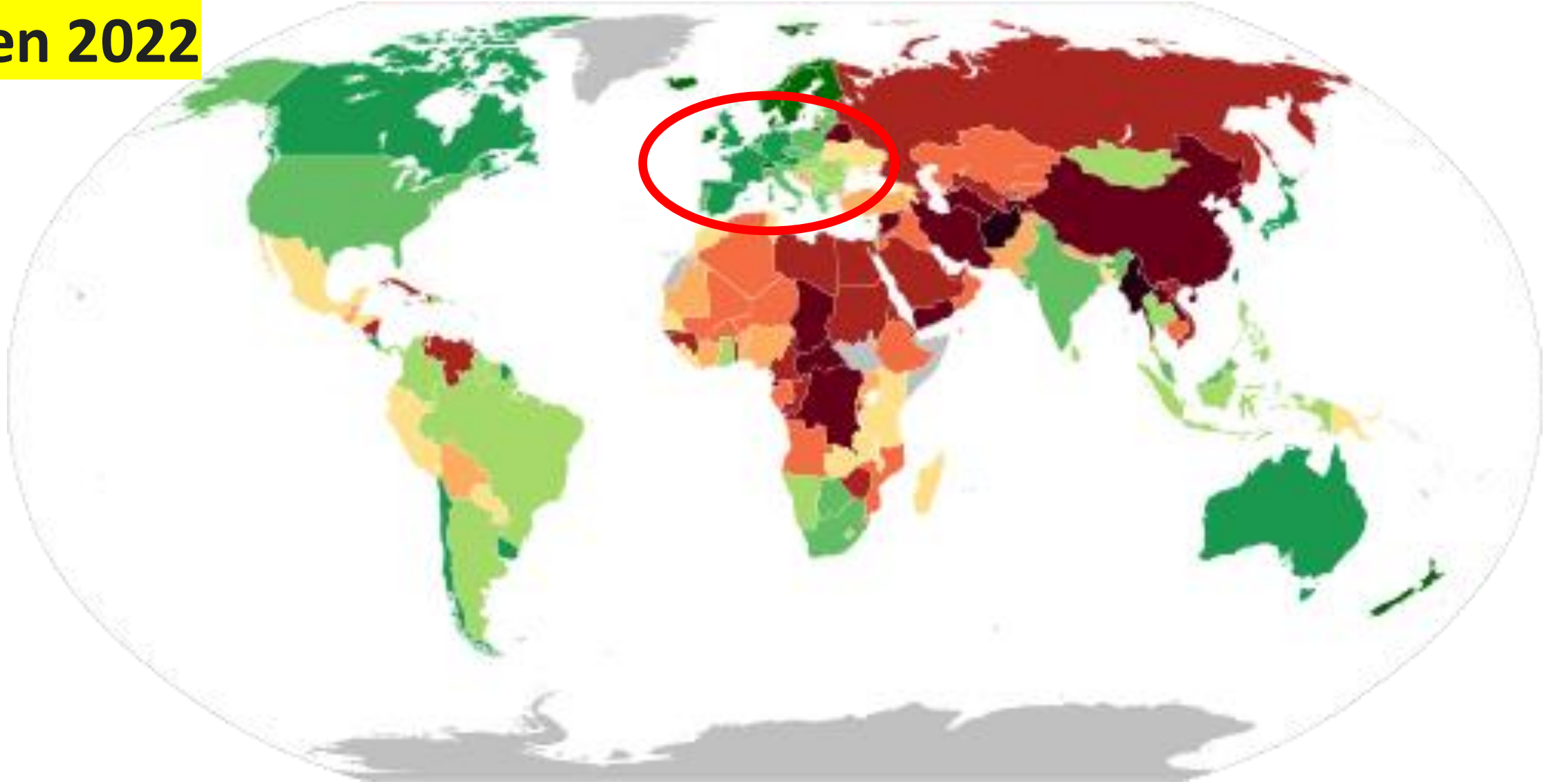
1. Cuba
2. Libye
3. Syrie
4. Turkménistan
5. Laos
6. Vietnam
7. Chine
8. Corée du Nord

Aucunement en démocratie

1. Vatican
2. Arabie saoudite
3. Myanmar
4. Brunei

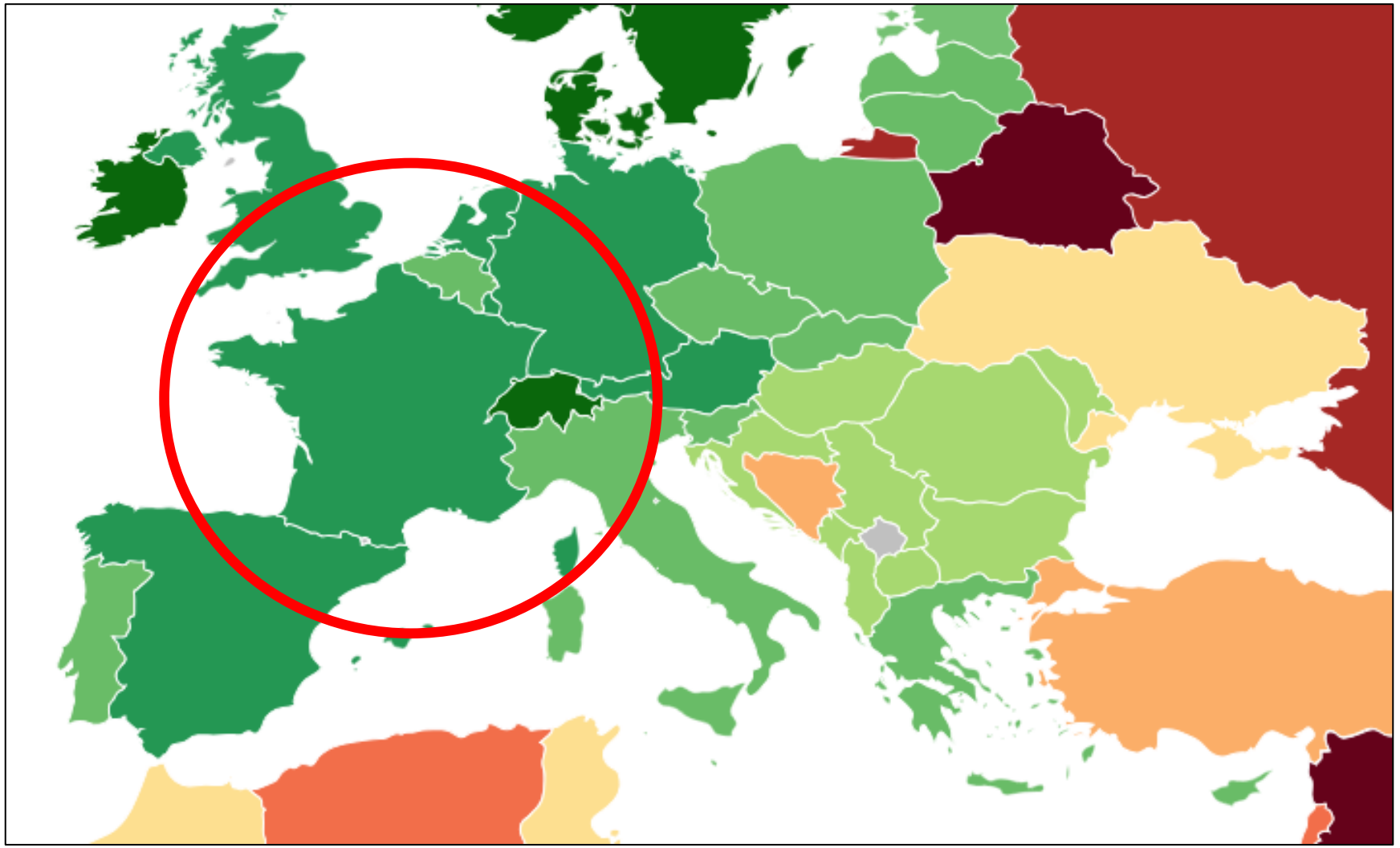
- Bleu : Gouvernements se déclarant démocratiques et permettant l'existence de groupes d'opposition, du moins en théorie.
- Vert : Gouvernements se déclarant démocratiques mais ne permettant pas l'existence de groupes d'opposition.
- Rouge : Gouvernements ne se revendiquant aucunement en tant que démocratie.

Pays en VERT = Pays considérés comme démocratiques en 2022



Carte de l'indice de démocratie publiée par The Economist Intelligence Unit en 2022

La France & la Suisse sont en vert



Carte de l'indice de démocratie publiée par The Economist Intelligence Unit en 2022 : plus le pays est en vert, plus il est considéré comme démocratique.

Quel est le modèle « démocratique » en France ?

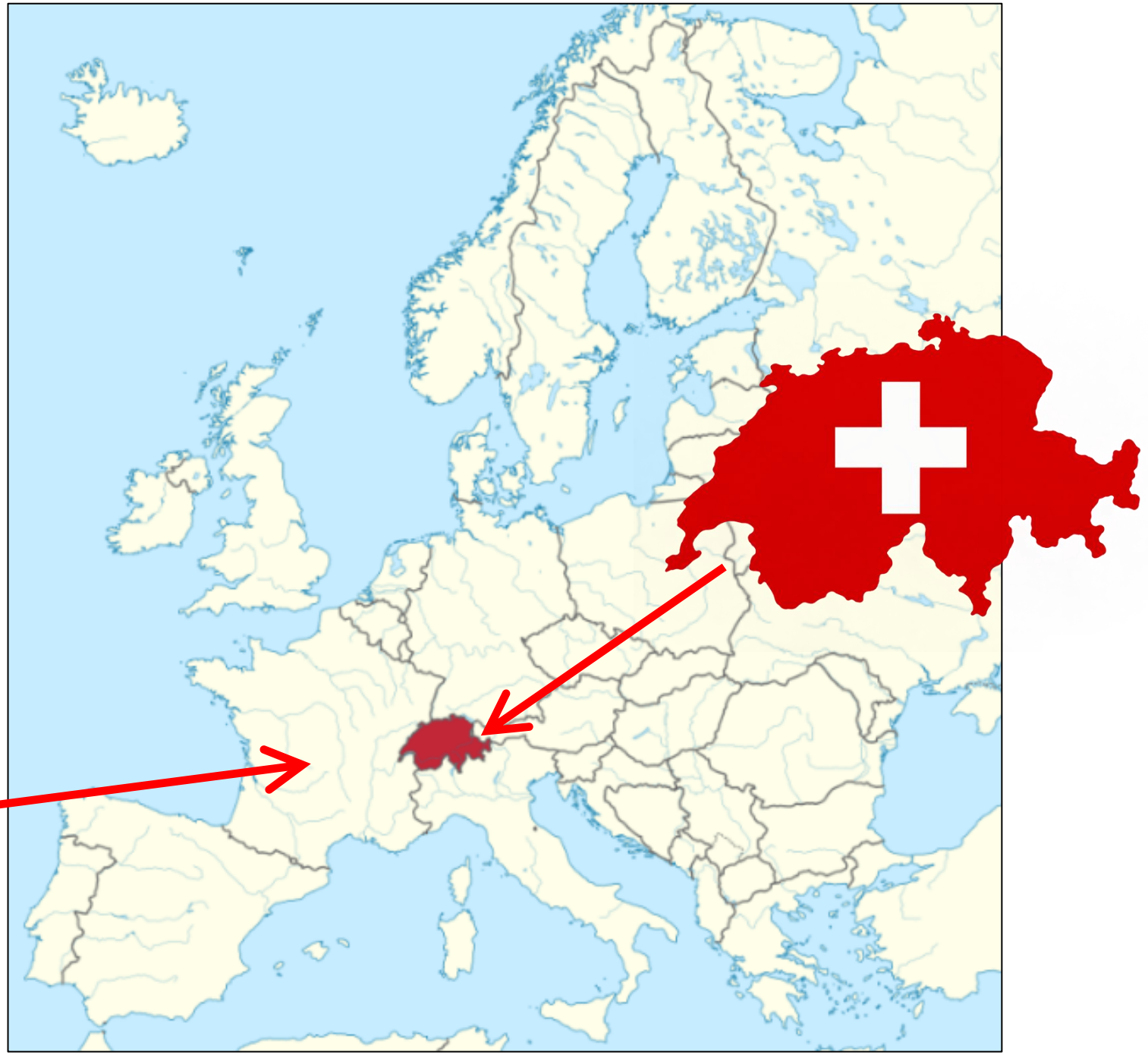


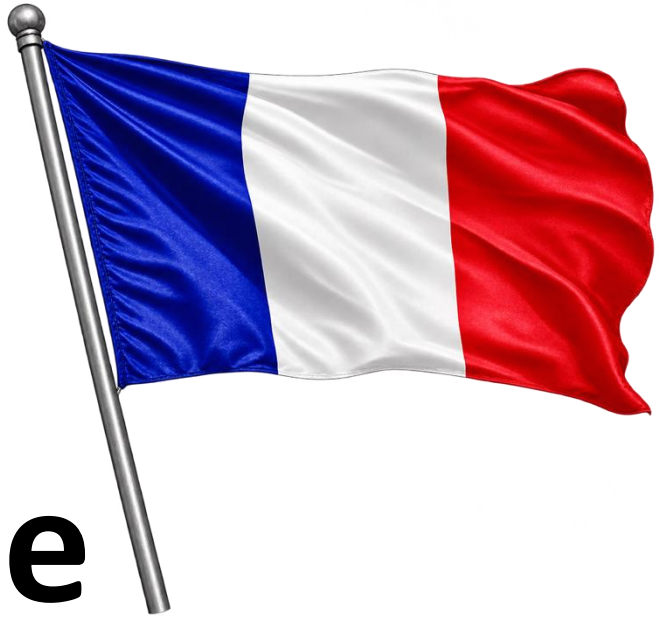
Quel est le modèle « démocratique » en Suisse ?



La France & la Suisse sont limitrophes







Comment fonctionne le régime français ?

La France est une « République démocratique à régime semi-~~présidentiel~~ »



- « La France est une République démocratique à régime semi-présidentiel, fondée sur la Constitution du 4 octobre 1958. »
- C'est le régime de la Ve République.
- Une particularité, la combinaison de deux éléments :
  - **Un président de la République, élu directement par les citoyens, qui dispose de pouvoirs importants.**
  - **Un Premier ministre et un gouvernement, qui conduisent la politique nationale et sont responsables devant le Parlement.**



Officiellement, ça se passe comme ça :

La constitution



PRÉAMBULE

Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.

En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique.



La constitution

ARTICLE PREMIER.

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion.

Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée. […]

ARTICLE 2.

La langue de la République est le français.

L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge.

L'hymne national est « La Marseillaise ».

La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

ARTICLE 3.

La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.

[…]

Les trois pouvoirs « séparés »

POUVOIR EXÉCUTIF

Président de la République

⬇

Premier ministre et gouvernement



LÉGISLATIF

Parlement :
Assemblée nationale & Sénat

JUDICIAIRE

Juridictions :
Justice judiciaire & administrative



Le président de la République



Élu au suffrage universel direct pour cinq ans, il est le chef de l'État. Il peut notamment :

- ► Nommer le Premier ministre.
- ► Dissoudre l'Assemblée nationale.
- ► Présider le Conseil des ministres.
- ► Être chef des armées.
- ► Recourir au référendum dans les conditions prévues par la Constitution.

Le gouvernement



Sébastien Lecornu
7e et 8e Premier Ministre
de l'ère Macron

Le Premier ministre dirige l'action du gouvernement.
Celui-ci détermine et conduit la politique de la nation.
Il prépare les projets de loi, dirige l'administration et met en œuvre les politiques publiques.

Le gouvernement doit pouvoir conserver la confiance de l'Assemblé nationale, qui peut le renverser par une motion de censure.







Le Parlement



Le Parlement est composé de deux chambres :

► Assemblée nationale : 577 députés (1 pour 100 000 habitants)
Élus directement (par le peuple) pour 5 ans, sauf dissolution
Peut renverser le gouvernement
A généralement le dernier mot en cas de désaccord législatif

► Sénat : 348 sénateurs (1 pour 200 000 habitants)
Élus indirectement (par les « grands électeurs » municipaux, départementaux, régionaux et parlementaires) pour 6 ans
Représente les collectivités territoriales

Le Parlement vote les lois, contrôle le gouvernement et évalue les politiques publiques.



Le Judiciaire

Les juridictions judiciaires et administratives contrôlent, dans leurs domaines respectifs, l'application du droit et l'action des autorités publiques.

En France, la justice est indépendante lorsqu'elle rend ses décisions, mais son administration [et les procureurs] dépendent en grande partie du ministère de la Justice.

Le Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel (9 membres nommés par les présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat, du président de la République + les ex-présidents de la République) vérifie la conformité des lois à la Constitution.

La « souveraineté » du peuple a ses limites

en France



L’article 3
de la constitution



ARTICLE 3.

La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.

[…]



L’article 49-3 de la constitution

Les « 49-3 » activés pour chaque présidence de la République :

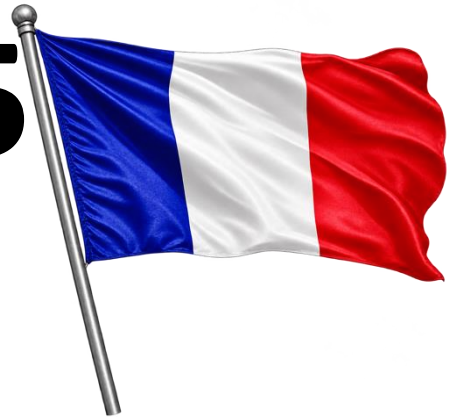
- **Emmanuel Macron (2017–2026) : 32 (en 9 ans = 3,6 par an)**
- François Hollande (2012–2017) : 6
- Nicolas Sarkozy (2007–2012) : 0
- Jacques Chirac (1995–2007) : 5
- **François Mitterrand (1981–1995) : 59 (en 14 ans = 4,2 par an)**
- Valéry Giscard d'Estaing (1974–1981) : 8
- Georges Pompidou (1969–1974) : 0
- Charles de Gaulle (1959–1969) : 10

TOTAL : 120 (en 67 ans)

Article 49, alinea 3

« **Le Premier ministre peut**, après délibération du Conseil des ministres, **engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale**. Dans ce cas, ce projet est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. **Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session.** »

Le référendum de 2005 est refusé par le peuple



Le référendum français de 2005 sur la Constitution européenne

Le 29 mai 2005, les Français ont été appelés à se prononcer par référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Ce traité visait à réorganiser le fonctionnement de l'Union européenne, notamment après son élargissement à 25 États membres.

Le référendum du 29 mai 2005 a donné les résultats suivants :

Votants : 28 988 300
Electeurs inscrits : 41 789 202
Suffrages exprimés : 28 257 778
(taux de participation : 68%)

OUI : 45,33% (12 808 270)

NON : 54,67% (15 449 508)





Mais les réformes européennes sont quand même adoptées avec le Traité de Lisbonne de 2007

Que s'est-il passé ensuite ?

Le 13 décembre 2007, les dirigeants européens ont signé le traité de Lisbonne, qui reprenait une grande partie des réformes institutionnelles du traité constitutionnel [qui a été refusé par le peuple], sans reprendre sa forme de Constitution.
En France, ce nouveau traité a été ratifié par voie parlementaire en 2008, sans nouveau référendum. Il est entré en vigueur le 1er décembre 2009.

Le traité de Lisbonne a modifié les traités existants, et abouti aux deux traités fondamentaux suivants :

- le **traité sur l'Union européenne (TUE)** qui expose les objectifs, les principes, les institutions et les modes essentiels de prise de décision de l'Union
- le **traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)** qui organise les compétences, les politiques et le fonctionnement concret de l'UE : marché intérieur, concurrence, monnaie, commerce, etc.



Référendum bafoué : Chronologie des évènements

- **29 mai 2005**
  Les Français rejettent le traité établissant une Constitution pour l'Europe, avec 54,67 % de « non ».
- **13 décembre 2007**
  Nicolas Sarkozy signe le traité de Lisbonne, qui reprend une grande partie des dispositions du traité rejeté en 2005, sous une forme juridique différente.
- **20 décembre 2007**
  Le Conseil constitutionnel juge qu'une révision de la Constitution française est nécessaire avant la ratification du traité de Lisbonne.



- **30 janvier 2008**
  Nicolas Sarkozy signe un décret convoquant le Parlement en Congrès à Versailles pour voter cette révision constitutionnelle.
- **4 février 2008**
  Le Congrès adopte la modification de la Constitution par 560 voix pour et 181 contre.
- **7 et 8 février 2008**
  Le Parlement autorise la ratification du traité de Lisbonne, sans organiser de nouveau référendum.

AVANT/APRÈS

la révision de la constitution, le 4 février 2008



Article 88-5

EN VIGUEUR DU 02 MARS 2005 AU 25 JUILLET 2008

Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne et aux Communautés européennes **est soumis au référendum** par le Président de la République.



ARTICLE 88-5.

Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un État à l'Union européenne est soumis au **référendum** par le Président de la République.

Toutefois, par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes, le Parlement peut autoriser l'adoption du projet de loi selon la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 89.

Le référendum en France ?



Le référendum d'initiative partagée (RIP), introduit par la réforme constitutionnelle de 2008 (Art. 11 de la constitution) sous Nicolas Sarkozy, est devenu applicable en 2015.

Ce mécanisme permet aux citoyens de soutenir une proposition de loi susceptible d'être soumise à référendum, mais il impose plusieurs conditions.



Le référendum en France : Comment ça fonctionne ?

1. Obtenir le **soutien de 185 parlementaires (1/5 des parlementaires)**
2. Députés et sénateurs doivent déposer une proposition de loi. **Les citoyens ne peuvent pas engager seuls la procédure.**
3. Obtenir **environ 4,9 millions de soutiens citoyens, soit 1/10 des électeurs inscrits**, à recueillir dans un **délai de 9 mois**.
4. Faire valider la procédure par le **Conseil constitutionnel**
   Celui-ci vérifie notamment la conformité de la proposition à la Constitution, puis le nombre de soutiens recueillis.
5. **Passer devant l'Assemblée nationale et le Sénat**
6. **Si les deux assemblées examinent le texte dans le délai prévu de 6 mois, le référendum n'est pas obligatoire**, même si les millions de soutiens ont été obtenus.
7. Organiser un référendum si les conditions sont réunies
8. **Si le texte n'a pas été examiné** par les deux assemblées dans le délai prévu, **le président de la République doit le soumettre au référendum**.

Le référendum en France :



Est-ce que le RIP a déjà abouti ?

Plusieurs tentatives ont eu lieu, mais aucune n'a abouti à un référendum national selon le bilan officiel du Sénat.

Le cas le plus connu concerne la privatisation d'Aéroports de Paris en 2019.
RIP sur Aéroports de Paris (2019-2020)
Soutiens obtenus : **1,09 millions**
Soutiens requis : **4,72 millions**

=> Environ 23 % du seuil nécessaire atteint. Aucun référendum n'a été organisé.

Revenons à la « souveraineté » du peuple



Constitution française

ARTICLE 3.
La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.
Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.
Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.
[…]

La réalité :

La Constitution française reconnaît au peuple l'exercice de la souveraineté par référendum (article 3), mais ne lui donne pas le pouvoir de déclencher seul un référendum national.

C'est la distinction fondamentale entre le droit de voter lors d'un référendum et le droit d'en prendre l'initiative.

Et officieusement, c’est plutôt comme ça :



La triche…

Assemblée nationale 2013 et 2019



Février 2013

Vote concernant le mariage pour tous :

148 votes alors que seulement 60 députés de la majorité sont présents dans l'hémicycle !



27 septembre 2019

Loi Bioéthique : Richard Ferrand a manifestement un problème de lunettes. **Il compte un vote à main levée en donnant le résultat inverse de celui qui est visible.**

L'amendement en question : « L'assistance médicale à la procréation est destinée à répondre à un projet parental ».

Quand les députés ne votent pas « comme il faut », on revote

La sortie de l'état d'urgence et le passe sanitaire finalement adoptés : récit d'une nuit de tension à l'Assemblée

Mardi, les députés du MoDem ont dans un premier temps voté contre le passe sanitaire, obligeant LRM à adapter son texte.

Publié le 12 mai 2021 à 10h00,

Le Monde



McKinsey donne ses conseils…

franceinfo:

Publié le 10/02/2021



Covid-19 : on vous résume la polémique autour de McKinsey, le cabinet qui conseille le gouvernement sur la stratégie vaccinale

L'influente firme de conseil américaine entretient des liens étroits avec le chef de l'Etat. Mais elle n'est pas la seule à intervenir dans la campagne de vaccination mise en place par l'exécutif.

p.7 du Rapport du Sénat du 16 mars 2022

10 cabinets de conseil privés *oeuvrent* pour le gouvernement français

L'ESSENTIEL

La **crise sanitaire** a mis en lumière l'intervention des consultants dans la conduite des politiques publiques.

Ce n'était en réalité que **la face émergée de l'iceberg** : au quotidien, des cabinets privés conseillent l'État sur sa stratégie, son organisation et ses infrastructures informatiques. Peu connus du grand public, ils s'appellent Accenture, Bain, Boston Consulting Group (BCG), Capgemini, Eurogroup, EY, McKinsey, PwC, Roland Berger ou encore Wavestone et emploient environ 40 000 consultants en France.

À l'initiative du groupe Communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE), le Sénat a investigué pendant 4 mois sur **l'influence des cabinets de conseil sur les politiques publiques**, en utilisant les moyens de contrôle renforcés des commissions d'enquête parlementaires.

Le PDG de Blackrock & co-Président du WEF

admet qu'il passe du temps avec les Premiers ministres avant qu'ils gagnent

19 août 2025



« Nous sommes très impliqués dans les régimes de retraite, que ce soit au Mexique ou au Japon, nous sommes le plus grand gestionnaire des retraites au Royaume-Uni »

« Avoir cette position, cela se construit avec le temps, c'est basé sur des années de relations et de confiance »

« J'essaie de passer du temps avec les Premiers ministres avant qu'ils gagnent [et je leur dis] qu'ils auront accès à toutes les informations dont ils auront besoin ! »

Larry Fink

PDG de Blackrock

Nouveau co-Président du WEF

Klaus Schwab

fondateur du Forum économique mondial (WEF) est fier d'avoir infiltré les gouvernements



Klaus Schwab
Fondateur du WEF
Ex-membre du comité directeur
du groupe Bilderberg

« Ce sont nous sommes très fiers maintenant c'est de la jeune génération comme le premier ministres Trudeau, le président de l'Argentine, etc. Donc nous pénétrons les cabinets. »

« La moitié de ce cabinet [du ministère de Justin Trudeau, au Canada], ou même plus, est issue de nos Young Global Leaders du Forum économique mondial. C'est vrai en Argentine et aussi en France. Le président était un Young Global Leader. »

20 sept. 2017

Les Young Global Leaders du World Economic Forum



Justin TRUDEAU

Premier Ministre du Canada

2015



Emmanuel MACRON

Président de la France

2017-... - YGL 2016



Mauricio MACRI

Président de l'Argentine

2015-2019 - GLT 1998

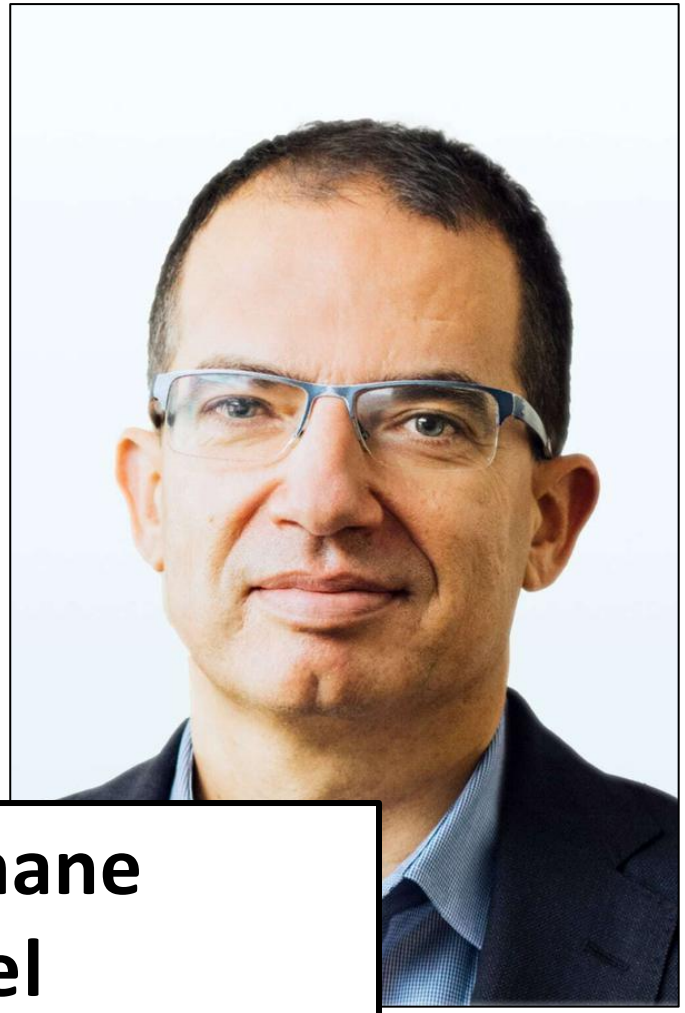
Les Young Global Leaders du World Economic Forum



WORLD ECONOMIC FORUM

Gabriel Attal

Porte-parole du gouvernement 2020-2022, Education nationale 2023-2024, Premier ministre 2024
YGL 2020



Stéphane Bancel

~~Président de Moderna~~
depuis 2011 - YGL 2009

D’autres Global Leaders du World Economic Forum



Thierry BRETON
Ministre français de l’économie
2005-2007 - GLT 1998



Alexander DE CROO
~~Premier Ministre de la~~ Belgique
2020-2025 - YGL 2015

Les Global Leaders of Tomorrow

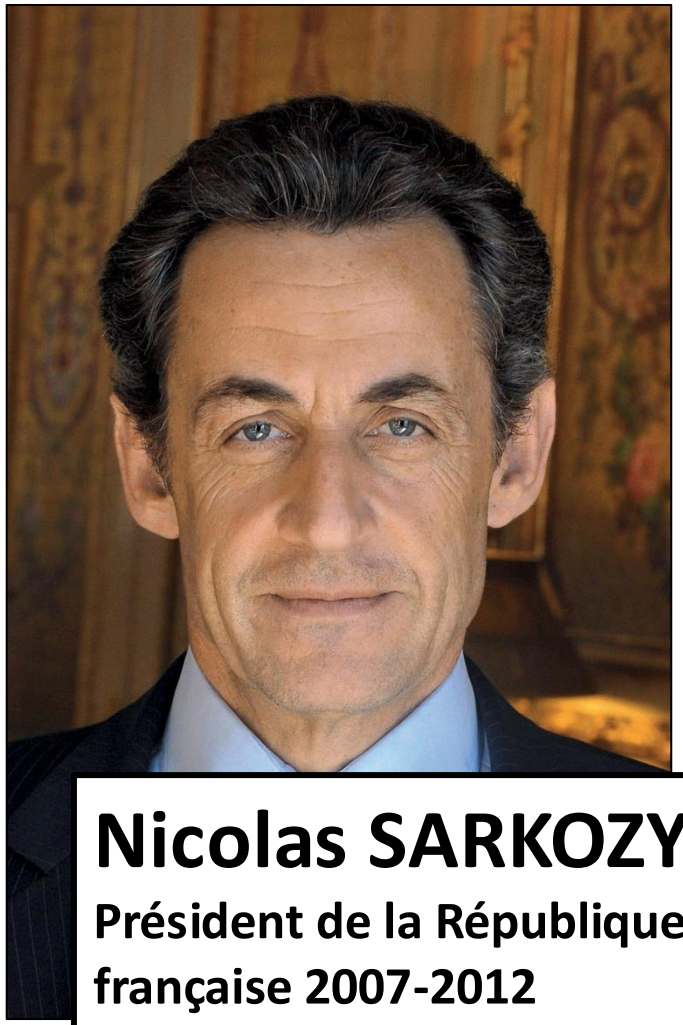
WORLD ECONOMIC FORUM



Bill Gates

Co-fondateur de Microsoft, de Gavi (Alliance vaccinale mondiale), principal financeur de l'OMS

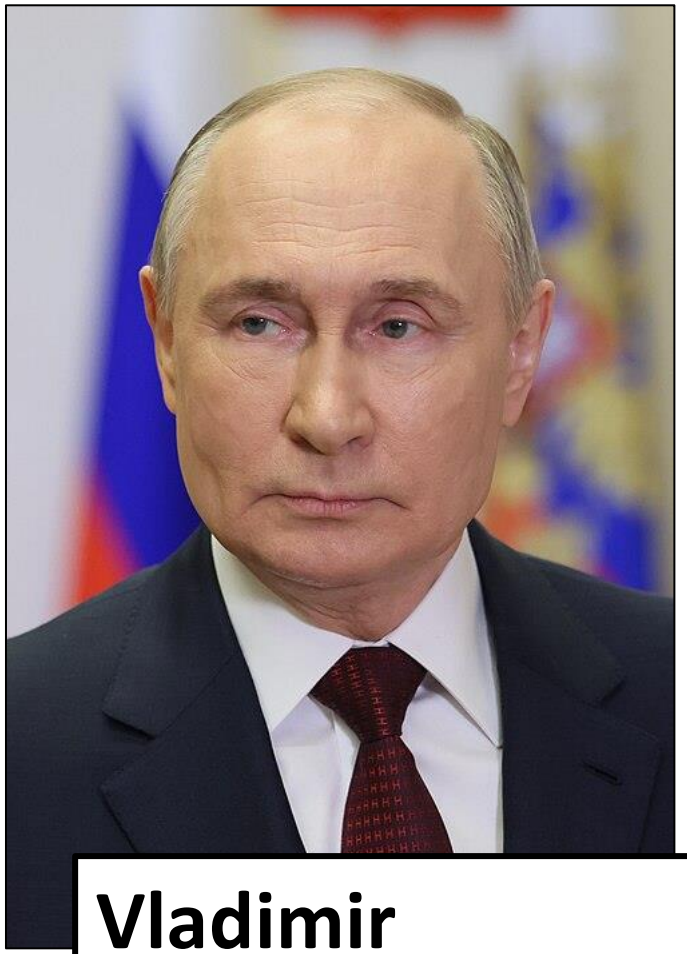
YGL 1993



Nicolas SARKOZY

Président de la République française 2007-2012

YGL 1993



Vladimir POUTINE

Président de la Fédération de Russie depuis 2012

Macron : il voudrait diriger l'Europe, voire le monde (2018)

« Macron » est cité 211 fois

From: jeffrey E. <jeevacation@gmail.com>
Sent: Thursday, August 30, 2018 7:48 PM
To: [redacted]
Subject: Re: Macron

ok

On Thu, Aug 30, 2018 at 3:44 PM, [redacted]

Need you= help
He's asking each of us to present disruptive and thoughtful ideas f=r him

On just about anything

Institutions
Policies
Science

Etc

He wants to lead Europe
Maybe the world
Have about a week

Can we discuss

Text or phone fine
Wknd?

Mail à Jeffrey Epstein - Jeudi 30 août 2018 à 15h44, ■■■■

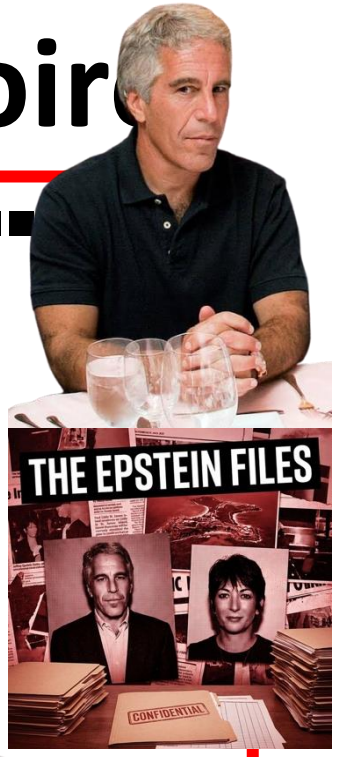
« Besoin d'aide
Il nous demande à chacun de lui soumettre des idées novatrices et pertinentes.

On est ouvert à toutes les propositions :
- Institutions
- Politiques
- Science
Etc.

Il veut diriger l'Europe, voire le monde. J'ai environ une semaine. Pouvons-nous en discuter ?
Par SMS ou par téléphone, ça me va.
Ce week-end ? »

jeffrey E.jeevacation@gmail.com
Jeudi 30 août 2018 à 19h48
Re : Macron

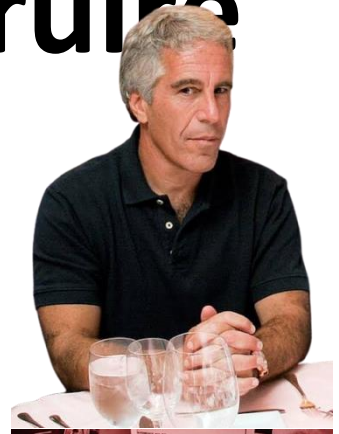
ok





2018 : Macron veut repenser, reconstruire

la gouvernance, pour un avenir plus « progressiste »







From: jeffrey E. <jeevacation@gmail.com>
Sent: Monday, September 17, 2018 5:57 PM
To: Berge Brende
Subject: your eyes only

From Macron

We believe that we ne=d to rethink, rebuild and invent (i) governance and format of internationa= institutions, (ii) commitments and relationships between public and priva=e stakeholders and (iii) socio-economic instruments to better address thes= challenges. Which socio-economic innovations would you support to promote=more "progressist" future?"



17/09/2018 – Message de Jeffrey Epstein à Borge Brende (alors président du Conseil d'administration du WEF)

« De Macron

Nous pensons qu'il est **nécessaire de repenser, reconstruire et inventer la gouvernance et le format des institutions internationales**. les engagements et les relations entre les acteurs publics et privés et les instruments socio-économiques pour mieux relever ces défis. Quelles innovations socio-économiques soutiendriez-vous pour promouvoir **un avenir plus « progressiste »**

L’influence de l’Union européenne

27 pays au 5/11/2026



Les Lobbies occupent le terrain

WIKIPÉDIA



Objectif fondamental de la Commission [européenne]

la promotion de l'intérêt général est limitée par l'influence non négligeable des groupes d'intérêt, en vue de servir les intérêts catégoriels, publics ou privés, qu'ils défendent.

Selon le Site du Parlement européen

50 000 personnes travaillent à Bruxelles pour le compte de lobbies (12 000 organisations).

toute l'europe.eu
Comprendre l'Europe

Selon *Toute l'Europe*

Les principaux lobbies dans l'UE sont : European Chemical Industry Council, Meta, Microsoft, Apple, Bayer, Google, European Fed. of Pharmaceutical Industry and Association, …

Ursula von der Leyen

membre du WEF puis…

Présidente de la Commission européenne





Membre du Conseil de Fondation du Forum économique mondial

Durant 3 années :

2017

2018

2019

Ursula von der Leyen

CV de la Présidente de la Commission européenne

- **Ministre de la Défense en Allemagne**
  17 décembre 2013 – 17 juillet 2019
- **Son fils David était responsable de l'engagement chez McKinsey**
  2016 – 2019
- **Membre du Comité d'administration du WEF**
  2017 – 2019
- **Participe à la réunion du groupe Bilderberg**
  Juin 2019 à Montreux, Suisse (Bilderberg = groupe euro-américain fondé en 1954 par David Rockefeller, Joseph Retinger, etc)
- **Présidente de la Commission européenne**
  depuis le 1er décembre 2019
- **Son mari Heiko Von Der Leyen est directeur de Orgenesis**
  Depuis décembre 2020 (Orgenesis = une société de biotechnologie, spécialisée en thérapie cellulaire et génique, qui est en lien avec Pfizer)



Le Nouvel Ordre Mondial Sanitaire de l'Union européenne



Ursula Von der Leyen (25.10.20) :

« Nous ne pouvons pas attendre la fin de la pandémie pour réparer les dommages et nous préparer pour l'avenir. **Nous poserons les bases d'une union européenne de la santé plus forte** permettant aux 27 pays de collaborer pour détecter, préparer et réagir collectivement. »

Site de l'UE

Stratégie sanitaire de l'UE adoptée en nov. 2022 :

« L'UE contribuera à façonner un NOUVEL ORDRE SANITAIRE MONDIAL grâce à :

- **une gouvernance mondiale solide dans un environnement géopolitique complexe**
- **des partenariats internationaux dans le domaine de la santé**
- **un financement plus efficace grâce à la promotion des financements innovants, à la mise en commun des ressources au niveau international »**

Commission européenne

Ursula von der Leyen

Vaccins & Agenda 2030



31 août 2020

« La collaboration mondiale est le seul moyen de surmonter une pandémie mondiale. Dans le cadre de la réponse mondiale contre le coronavirus et de la campagne Global Goal Unite, nous avons vu le monde s'unir.

Près de **16 milliards d'euros** ont été promis à ce jour et les chercheurs et organisations les plus talentueux unissent leurs efforts **pour fournir des vaccins, des tests et des traitements, qui seront notre bien commun universel**.

Aujourd'hui, la Commission annonce une contribution de **400 millions d'euros à COVAX** pour travailler ensemble à l'achat de futurs vaccins au profit des pays à revenu faible et intermédiaire.





Ursula von der Leyen
Pacte Vert (Green Deal), IA & Net Zero



16 juillet 2019 – Orientations politiques de la Commission pour 2019-2024

p. 5 : « Je proposerai un pacte vert pour l'Europe dans les 100 premiers jours de mon mandat. Ce pacte vert pour l'Europe inclura la première législation européenne sur le climat, afin d'ancrer l'objectif de **la neutralité climatique à l'horizon 2050** dans la loi. »

p.15 : « Les données et l'intelligence artificielle sont les ingrédients de l'innovation qui peuvent nous aider à trouver des solutions aux enjeux sociétaux actuels, que ce soit dans le domaine de la santé ou de l'agriculture, de la sécurité ou de l'industrie manufacturière. »



Des milliards pour l'Ukraine

European Commission

14 octobre 2026

Au total, le soutien de l'UE à l'Ukraine depuis le début de la guerre d'agression russe s'élève à 231,5 milliards €.

Près de 26,22 milliards d'euros auraient été octroyés par la France en un peu moins de quatre ans et demi, soit une moyenne de 6 milliards d'euros annuels.

6 octobre 2026

Question écrite n° 18813 :
Contribution française à l'Ukraine

Le 21 janvier 2025



Volodymyr Zelensky

(Président de l'Ukraine depuis mai 2019, toujours en poste en octobre 2026 sans avoir ré-élu en mai 2024)

Et les médias alors ?



Les médias ne veulent pas fragiliser « le consensus social »



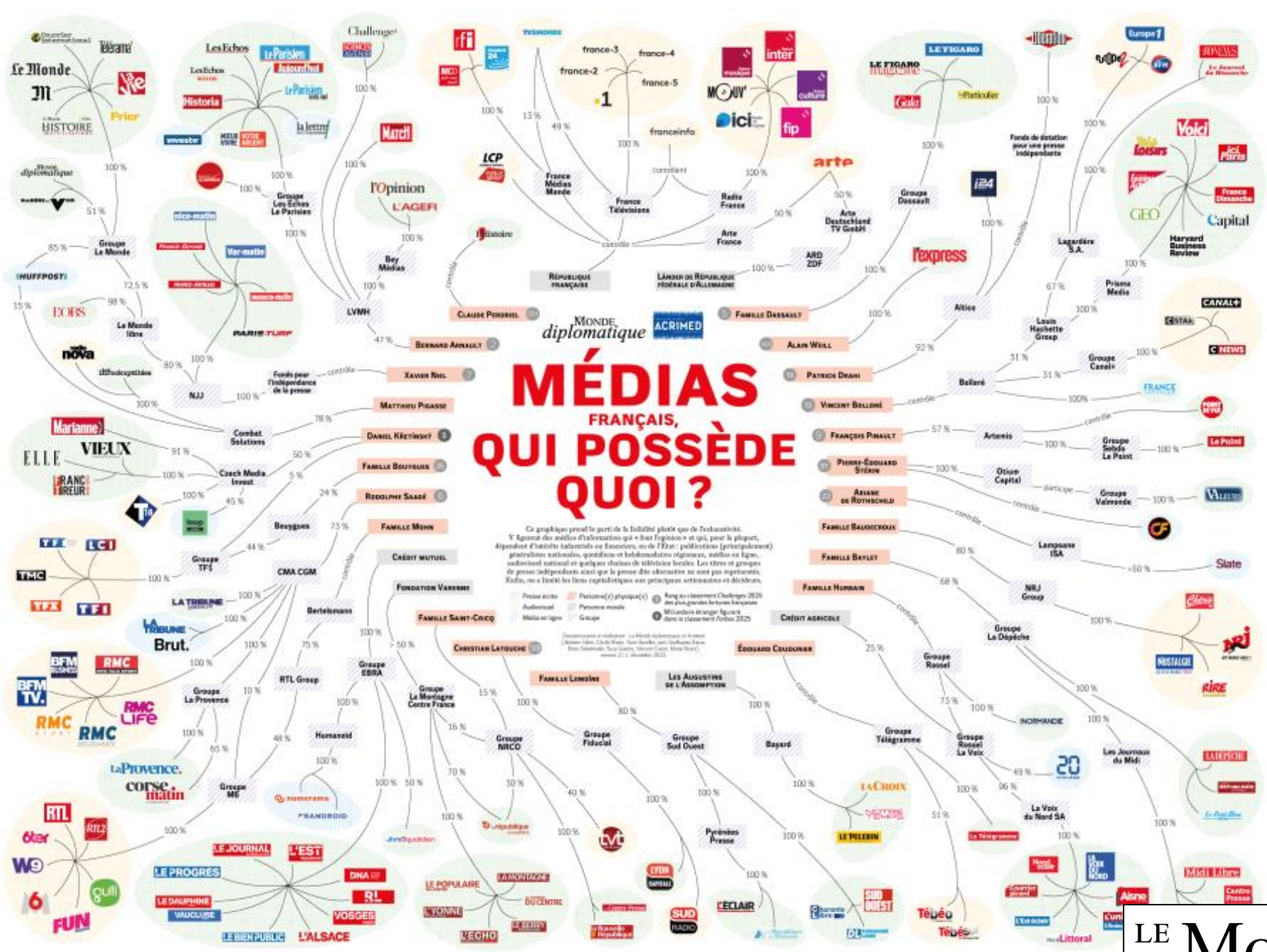
Journée « Science & Media »

Céline Pigalle. Directrice de BFM :

« Quand Sibeth Ndiaye dit on ne va pas avoir besoin de masques parce que de toute façon on ne saurait pas comment les porter. Vous voyez, on est sur quelque chose de vrai. **Mais dans un moment aussi où on vous dit qu'on est en guerre et où toute la notion de cohésion générale de la société, vous êtes rappelé au fait qu'il ne faut pas non plus trop troubler les gens**.»

« Et finalement, même si on a tenté au maximum de s'extraire de tout ça, **pas trop aller à rebours de la parole officielle puisque ça serait fragiliser un consensus social**, vous voyez, c'est vraiment des circonstances très très singulières... »

25 janvier 2022

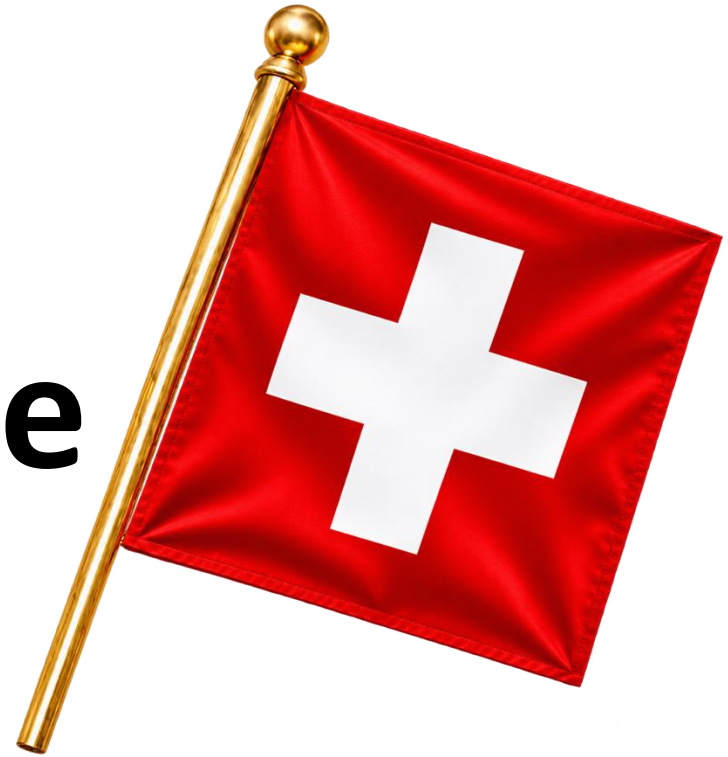


1. **Vincent Bolloré :** CNews, Canal+, Europe 1, JDD
2. **Bernard Arnault :** Les Échos, Le Parisien, Paris Match
3. **Famille Dassault :** Le Figaro
4. **Famille Saadé :** BFMTV, RMC, La Provence
5. **Xavier Niel :** Participations liées au Monde, Nice-Matin
6. **Daniel Kretínský :** Elle, Télé 7 Jours, Marianne
7. **Famille Bouygues :** TF1, LCI
8. **Famille Pinault :** Le Point

21 décembre 2025

LE MONDE *diplomatique*

Comment fonctionne le régime suisse ?



Un Etat fédéral

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

La Suisse est une fédération, un Etat fédéral

Depuis qu'elle est devenue un **État fédéral en 1848**, la Suisse a développé les possibilités de **participation de la population**.

Principe de subsidiarité

Le niveau qui leur est le plus proche, **la commune**, se voit attribuer le plus de compétences. Des compétences ne sont dévolues aux niveaux supérieurs, soit aux **cantons** et à la **Confédération**, que là où c'est nécessaire.

Ce que dit le site de la Confédération

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Système politique

La Suisse est gouvernée selon un **système fédéral** aux niveaux de la **Confédération**, des 26 **cantons** et des 2172 **communes**.

La **démocratie directe** permet à la **population de participer directement aux décisions** à tous les échelons politiques.



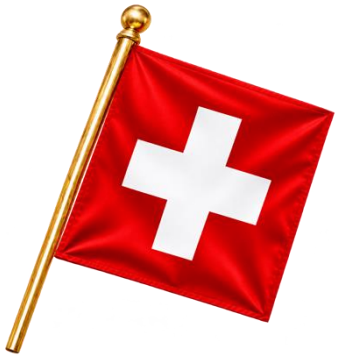
WIKIPÉDIA
L'encyclopédie libre

La Suisse est une « démocratie » semi-directe



Officiellement, ça se passe comme ça :

La constitution fédérale de la Confédération suisse



~~du 18 avril 1999 (État le 3 mars 2024)~~

Préambule

Au nom de Dieu Tout-Puissant!

Le peuple et les cantons suisses,

conscients de leur responsabilité envers la Création,

résolus à renouveler leur alliance

pour renforcer la liberté, la démocratie, l'indépendance et la paix

dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde,

déterminés à vivre ensemble leurs diversités

dans le respect de l'autre et l'équité,

conscients des acquis communs et de leur devoir d'assumer leurs responsabilités envers les générations futures,

sachant que seul est libre qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres, …

La constitution fédérale (de 1999)

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Art. 1 Confédération suisse

Le peuple suisse et les cantons de Zurich, de Berne, de Lucerne, d'Uri, de Schwyz, d'Obwald et de Nidwald, de Glaris, de Zoug, de Fribourg, de Soleure, de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, de Schaffhouse, d'Appenzell Rhodes-Extérieures et d'Appenzell Rhodes-Intérieures, de Saint-Gall, des Grisons, d'Argovie, de Thurgovie, du Tessin, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève et du Jura **forment la Confédération suisse.**

Art. 2 But

1 **La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple** et **elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.**
2 Elle favorise la prospérité commune, le **développement durable**, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays.
3 Elle veille à garantir une **égalité des chances** aussi grande que possible.
4 Elle s'engage en faveur de la conservation durable des ressources naturelles et **en faveur d'un ordre international juste et pacifique**.

La souveraineté… des cantons et la subsidiarité

Art. 3 Cantons

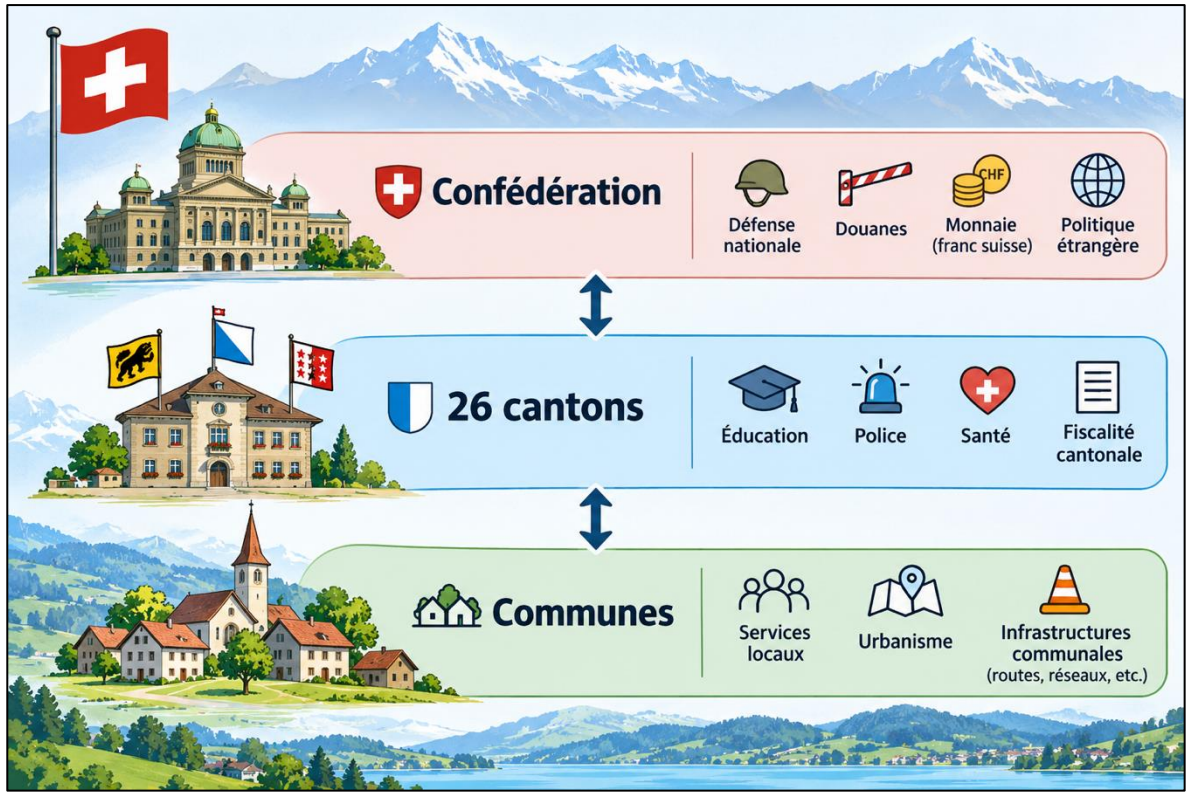
Les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués à la Confédération.

Art. 5*a* Subsidiarité

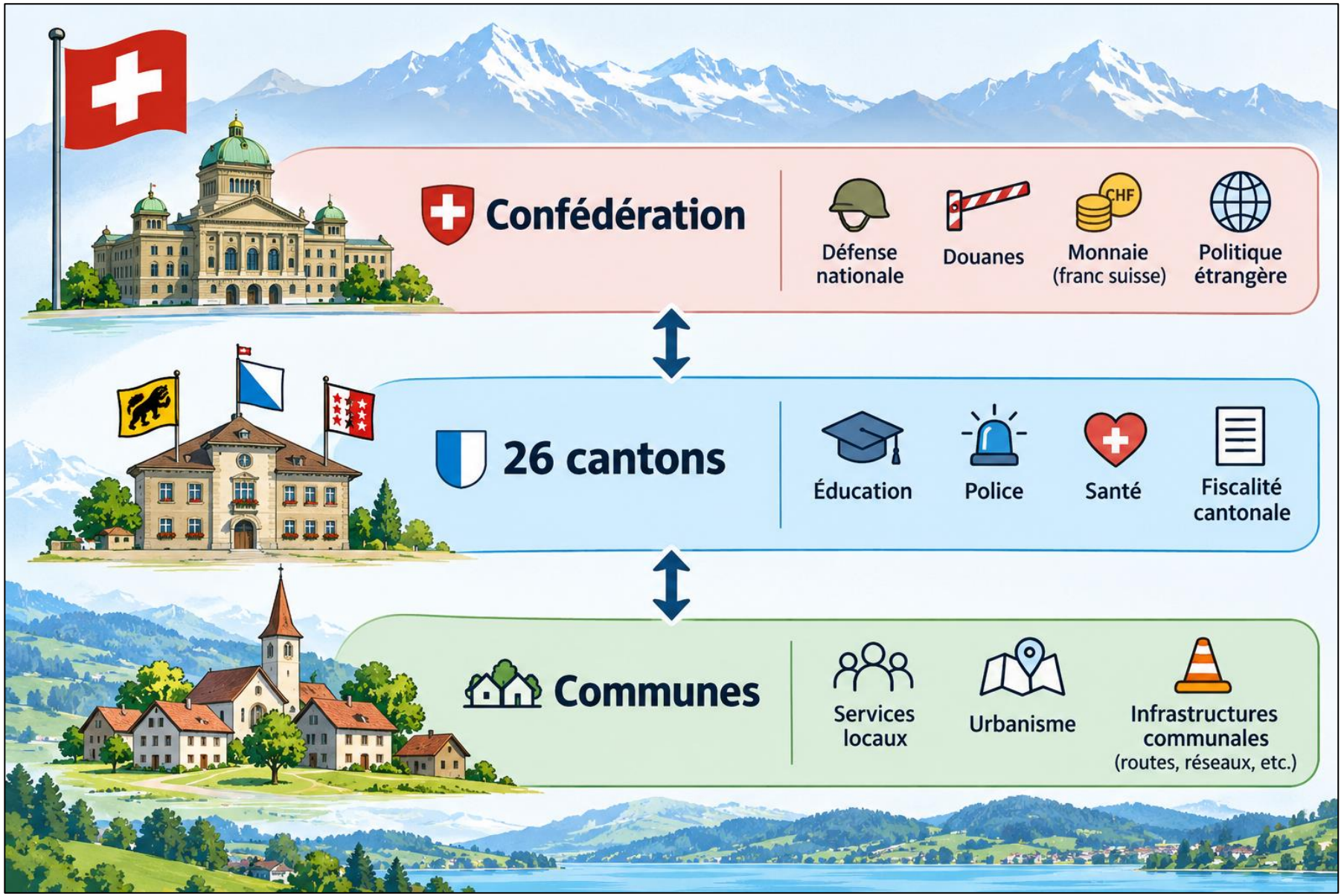
L'attribution et l'accomplissement des tâches étatiques se fondent sur le **principe de subsidiarité**.

Subsidiarité : Tout ce qui peut être géré efficacement au niveau local doit, autant que possible, rester au niveau local.

Contrairement à la France, où l'État est historiquement centralisé, la Suisse s'est construite à partir de cantons qui ont progressivement confié certaines compétences à un pouvoir fédéral.



La subsidiarité suisse



Système représentatif & démocratie direct

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Système représentatif

- **Le Gouvernement = le Conseil fédéral**
  (un collège de 7 membres, élus par l'Assemblée fédérale, qui prend ses décisions par consensus)
- **Le Parlement (Assemblée fédérale)**
  - **Le Conseil national** (200 représentants du peuple = 1 pour 45 000 habitants)
  - **Le Conseil des États** (46 représentants des 26 cantons = 1 pour 200 000 habitants)

« Démocratie directe »

La Suisse est une **démocratie directe**.
5,5 millions de Suisses et de Suissesses disposent non seulement du droit de vote, normal en démocratie, mais aussi du droit de voter sur des questions concrètes.

Le Gouvernement Suisse

= Le Conseil fédéral



Ignazio Cassis
depuis 2017
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Guy Parmelin
depuis 2015
Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

7 conseillers fédéraux (+ un chancelier) élus par l'Assemblée fédérale (le Parlement) pour 4 ans renouvelables

Le Président Suisse
est choisi pour 1 an

Après onze ans au Conseil fédéral et après avoir signé l'accord avec le Mercosur [qui va faire mal à nos paysans et notre agriculture], Guy Parmelin a constaté qu'il n'avait plus le feu sacré. "Honnête et sincère", **il a donc annoncé sa démission pour la fin de l'année**.

Source : Le Temps (2/10/26)



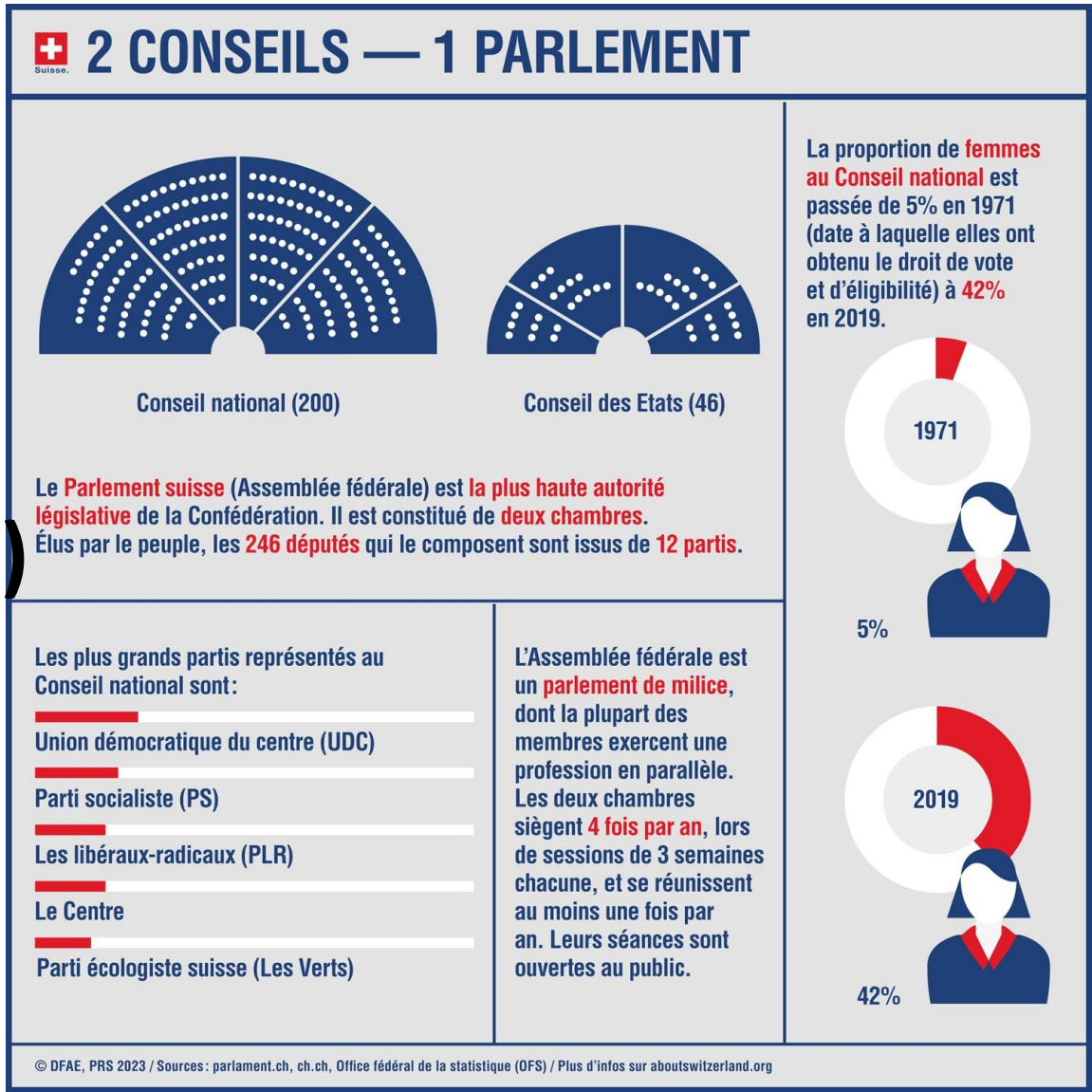
Guy Parmelin
conseiller fédéral depuis 2015

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Le Parlement (Assemblée fédérale)

2 chambres :

- Le **Conseil national**
  élu pour 4 ans (200 personnes)
- Le **Conseil des Etats**
  élu pour 4 ans (46 personnes)



Le Peuple



Le peuple suisse peut agir
« démocratiquement » de 3 façons :

- Il peut élire ses représentants (mais pas tous…)
- Il peut voter lors de référendums obligatoires (dans lesquels sont inclus les initiatives populaires)
- Il peut lancer des référendums facultatifs (pour abroger les lois fédérales) et ensuite voter sur ces référendums

Élire des représentants

Mais pas tous…

~~Le peuple suisse peut élire ses :~~

- exécutifs communaux (Conseil administratif)
- exécutifs cantonaux (Conseil cantonal)
- exécutifs fédéraux (Conseil fédéral)
- ~~parlementaires communaux (Con~~seil communal/municipal)
- parlementaires cantonaux (Grand Conseil ou Parlement)
- parlementaires fédéraux (Conseil national & Conseil ~~des états)~~
- ~~juges cantonaux~~
- juges fédéraux

SWI swissinfo.ch
10 octobre 2017

Dans certains pays, les juges ne peuvent pas être membres d'une formation politique.
En Suisse, c'est le contraire : adhérer à un parti est pour ainsi dire une condition pour le devenir.
Et une fois élu, le juge cède une part de son revenu à son parti.

En Suisse, la séparation des pouvoirs entre juges et parlementaires n'est pas toujours absolue.

Voter lors d'un référendum

Il y a 2 sortes de référendums !



- **Le référendum obligatoire :**

  (révision de constitution, adhésion à communautés supranationales, initiative populaire)

  est une procédure qui soumet obligatoirement au scrutin populaire un objet, après son adoption par l'Assemblée fédérale. Le référendum obligatoire nécessite la majorité du peuple et des cantons.

- **Le référendum facultatif :**

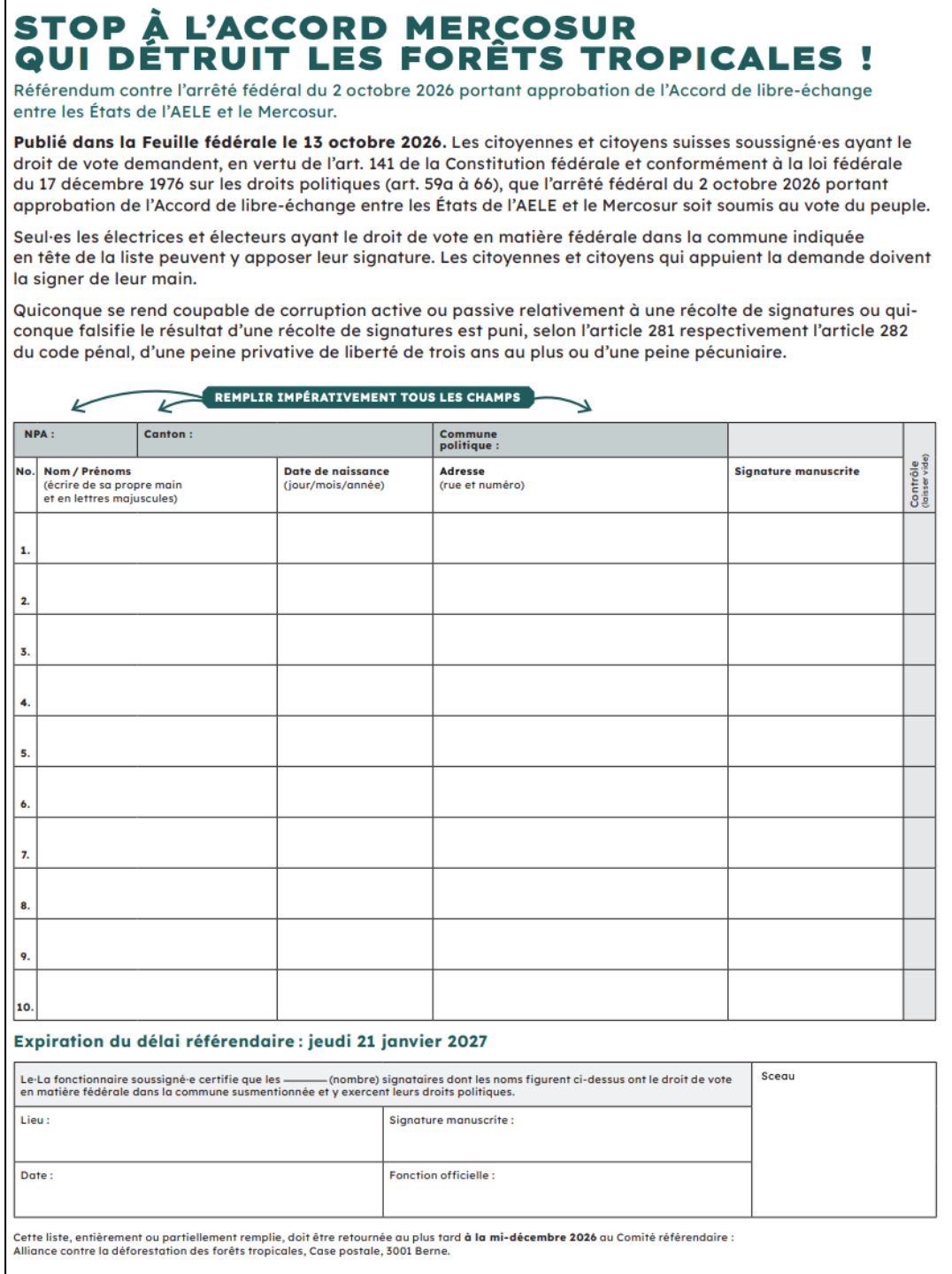
  (lois fédérales, traités internationaux, adhésion à des organisations internationales)

  est une procédure qui déclenche un scrutin seulement si un certain nombre de citoyens ou de cantons le demande. Le référendum facultatif nécessite uniquement la majorité du peuple.

(Depuis 1874)

Un exemple de référendum Sur l'accord avec le Mercosur

- **2 juillet 2025 — Fin des négociations**
  Les pays de l'AELE (Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein) et du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay) concluent les négociations.
- **16 septembre 2025 — Signature de l'accord**
  L'accord de libre-échange est officiellement signé.
- **25 février 2026 — Approbation par le Conseil fédéral**
  Le gouvernement suisse transmet l'accord au Parlement.
- **2 octobre 2026 — Approbation parlementaire définitive**
  Les deux chambres acceptent l'accord lors du vote final.
- **13 octobre 2026 — des citoyens lancent un référendum facultatif**
- **21 janvier 2027 — Fin du délai référendaire**



STOP À L'ACCORD MERCOSUR QUI DÉTRUIT LES FORÊTS TROPICALES !

Référendum contre l'arrêté fédéral du 2 octobre 2026 portant approbation de l'Accord de libre-échange entre les États de l'AELE et le Mercosur.

Publié dans la Feuille fédérale le 13 octobre 2026. Les citoyennes et citoyens suisses soussigné·es ayant le droit de vote demandent, en vertu de l'art. 141 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 59a à 66), que l'arrêté fédéral du 2 octobre 2026 portant approbation de l'Accord de libre-échange entre les États de l'AELE et le Mercosur soit soumis au vote du peuple.

Seul·es les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main.

Quiconque se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou quiconque falsifie le résultat d'une récolte de signatures est puni, selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal, d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

REMPLIR IMPÉRATIVEMENT TOUS LES CHAMPS

NPA :	Canton :	Commune politique :		

No.	Nom / Prénoms (écrire de sa propre main et en lettres majuscules)	Date de naissance (jour/mois/année)	Adresse (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser vide)
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					

Expiration du délai référendaire : jeudi 21 janvier 2027

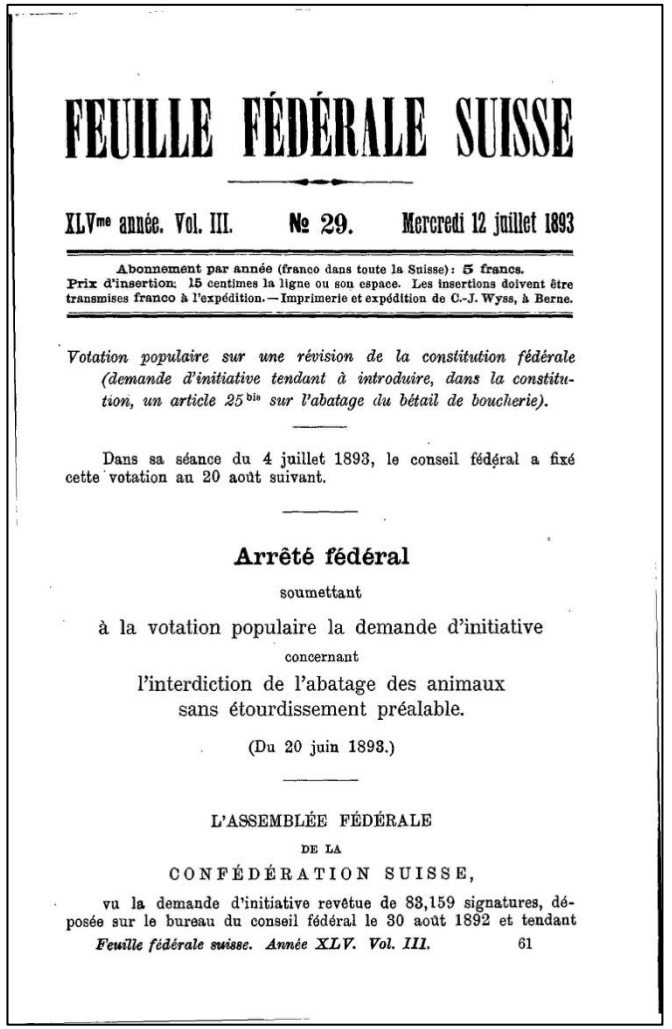
Le·La fonctionnaire soussigné·e certifie que les ——— (nombre) signataires dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.		Sceau
Lieu :	Signature manuscrite :	
Date :	Fonction officielle :	

Cette liste, entièrement ou partiellement remplie, doit être retournée au plus tard **à la mi-décembre 2026** au Comité référendaire : Alliance contre la déforestation des forêts tropicales, Case postale, 3001 Berne.

La première initiative populaire
(Le « RIC » en Suisse)

La 1ère initiative populaire de 1893 (déposée en 1892)a été acceptée ! Elle a été lancée par le « peuple » suisse (c'est-à-dire les hommes de nationalité suisse) :

« interdiction de l'abattage des animaux sans étourdissement préalable »



FEUILLE FÉDÉRALE SUISSE

XLVme année. Vol. III. № 29. Mercredi 12 juillet 1893

Abonnement par année (franco dans toute la Suisse): 5 francs.
Prix d'insertion: 15 centimes la ligne ou son espace. Les insertions doivent être transmises franco à l'expédition. — Imprimerie et expédition de C.-J. Wyss, à Berne.

Votation populaire sur une révision de la constitution fédérale (demande d'initiative tendant à introduire, dans la constitution, un article 25bis sur l'abatage du bétail de boucherie).

Dans sa séance du 4 juillet 1893, le conseil fédéral a fixé cette votation au 20 août suivant.

Arrêté fédéral

soumettant

à la votation populaire la demande d'initiative

concernant

l'interdiction de l'abatage des animaux sans étourdissement préalable.

(Du 20 juin 1893.)

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

DE LA

CONFÉDÉRATION SUISSE,

vu la demande d'initiative revêtue de 83,159 signatures, déposée sur le bureau du conseil fédéral le 30 août 1892 et tendant

Un exemple d'initiative populaire sur l'argent liquide

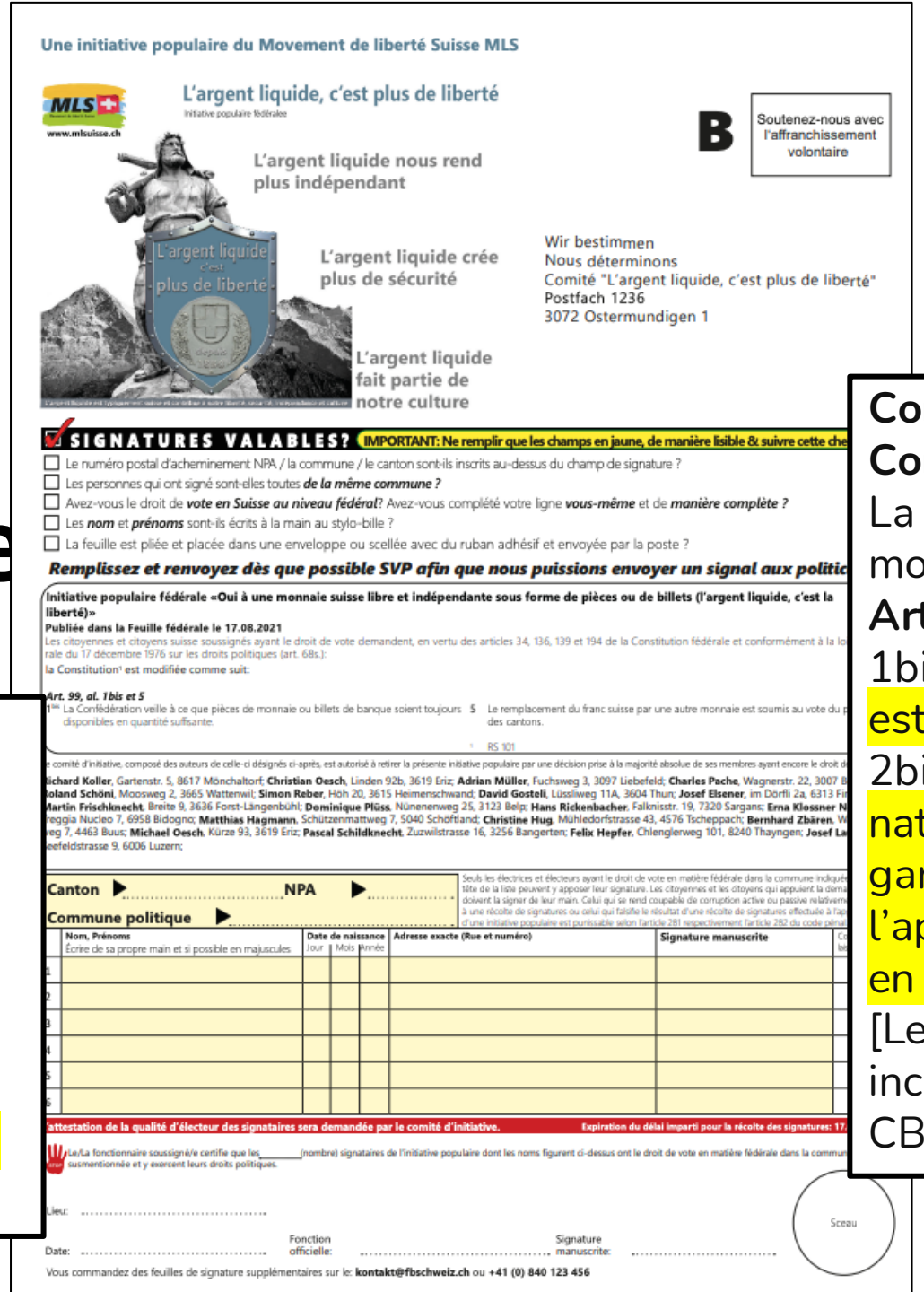
Texte de l'initiative « l'argent liquide, c'est la liberté »

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 99

1bis La Confédération veille à ce que pièces de monnaie ou billets de banque soient toujours disponibles en quantité suffisante.

5 Le remplacement du franc suisse par une autre monnaie est soumis au vote du peuple et des cantons.



Une initiative populaire du Movement de liberté Suisse MLS

www.mlsuisse.ch

L'argent liquide, c'est plus de liberté

Initiative populaire fédérale

B

Soutenez-nous avec l'affranchissement volontaire

L'argent liquide nous rend plus indépendant

L'argent liquide crée plus de sécurité

L'argent liquide fait partie de notre culture

Wir bestimmen
Nous déterminons
Comité "L'argent liquide, c'est plus de liberté"
Postfach 1236
3072 Ostermundigen 1

SIGNATURES VALABLES? IMPORTANT: Ne remplir que les champs en jaune, de manière lisible & suivre cette che

- Le numéro postal d'acheminement NPA / la commune / le canton sont-ils inscrits au-dessus du champ de signature ?
- Les personnes qui ont signé sont-elles toutes ***de la même commune ?***
- Avez-vous le droit de ***vote en Suisse au niveau fédéral***? Avez-vous complété votre ligne ***vous-même*** et de ***manière complète ?***
- Les ***nom*** et ***prénoms*** sont-ils écrits à la main au stylo-bille ?
- La feuille est pliée et placée dans une enveloppe ou scellée avec du ruban adhésif et envoyée par la poste ?

Remplissez et renvoyez dès que possible SVP afin que nous puissions envoyer un signal aux politic

Initiative populaire fédérale «Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté)»

Publiée dans la Feuille fédérale le 17.08.2021

Les citoyennes et citoyens suisse soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la Constitution fédérale et conformément à la lo rale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.):

la Constitution[1] est modifiée comme suit:

Art. 99, al. 1bis et 5

1bis La Confédération veille à ce que pièces de monnaie ou billets de banque soient toujours disponibles en quantité suffisante.

5 Le remplacement du franc suisse par une autre monnaie est soumis au vote du p des cantons.

[1] RS 101

e comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit d

ichard Koller, Gartenstr. 5, 8617 Mönchaltorf; **Christian Oesch**, Linden 92b, 3619 Eriz; **Adrian Müller**, Fuchsweg 3, 3097 Liebefeld; **Charles Pache**, Wagnerstr. 22, 3007 B **oland Schöni**, Moosweg 2, 3665 Wattenwil; **Simon Reber**, Höh 20, 3615 Heimenschwand; **David Gosteli**, Lüssliweg 11A, 3604 Thun; **Josef Elsener**, im Dörfli 2a, 6313 Fl **Martin Frischknecht**, Breite 9, 3636 Forst-Längenbühl; **Dominique Plüss**, Nünenenweg 25, 3123 Belp; **Hans Rickenbacher**, Falknisstr. 19, 7320 Sargans; **Erna Klossner N eggia Nucleo 7, 6958 Bidogno; Matthias Hagmann**, Schützenmattweg 7, 5040 Schöftland; **Christine Hug**, Mühledorfstrasse 43, 4576 Tscheppach; **Bernhard Zbären**, W eg 7, 4463 Buus; **Michael Oesch**, Kürze 93, 3619 Eriz; **Pascal Schildknecht**, Zuzwilstrasse 16, 3256 Bangerten; **Felix Hepfer**, Chlenglerweg 101, 8240 Thayngen; **Josef La eefeldstrasse 9, 6006 Luzern;**

Canton ▶ NPA ▶

Commune politique ▶

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demi doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativem à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'ap d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pén

	Nom, Prénoms (Écrire de sa propre main et si possible en majuscules)	Date de naissance (Jour / Mois / Année)	Adresse exacte (Rue et numéro)	Signature manuscrite	C
1					
2					
3					
4					
5					
6					

attestation de la qualité d'électeur des signataires sera demandée par le comité d'initiative. Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures: 17.

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les _____ (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commu susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Lieu: .....

Date: ..... Fonction officielle: ..... Signature manuscrite: .....

Sceau

Vous commandez des feuilles de signature supplémentaires sur le: **kontakt@fbschweiz.ch** ou **+41 (0) 840 123 456**

Contre-projet du Conseil fédéral

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 99

1bis La monnaie suisse est le franc.

2bis La Banque nationale suisse garantit l'approvisionnement en numéraire.

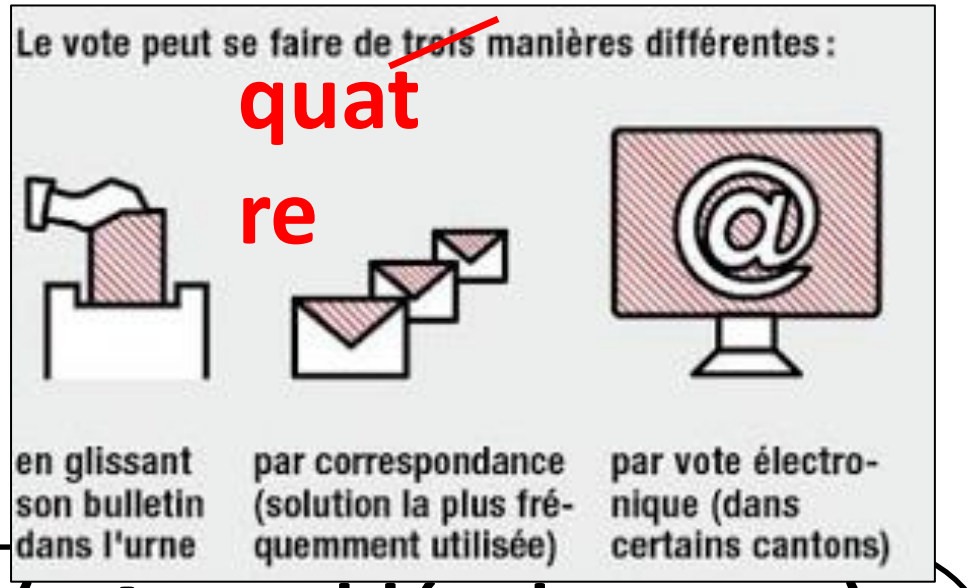
[Le numéraire peut inclure la MNBC ou CBDC]

Combien de signatures sont nécessaires ?



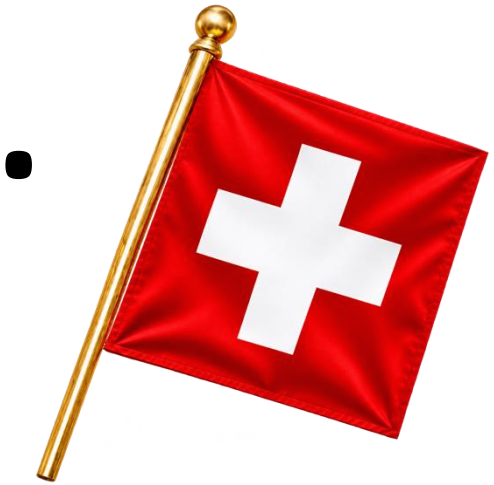
- **Pour lancer un référendum fédéral facultatif :**
  il faut 50 000 signatures valables (~ 1% des électeurs)
  ou alors 8 cantons qui valident.
- **Pour lancer une initiative populaire fédérale :**
  il faut 100 000 signatures valables (~ 2% des électeurs)

Comment le peuple vote/élit ?

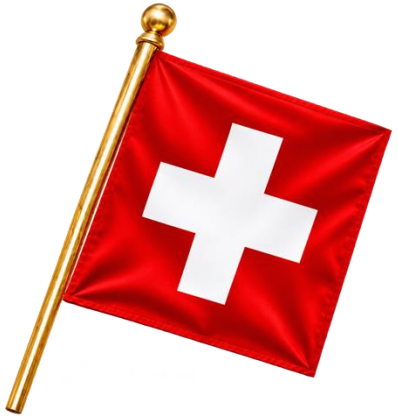


1. **À main levée : « Landsgemeinde » (« Assemblée du pays »)**
   dans 2 cantons : Appenzel Rhodes-Intérieurs & Glaris
2. **Par vote électronique jusqu'à juillet 2019…**
   Mais le vote électronique est de retour depuis 22 octobre 2023 dans plusieurs cantons.
3. **Par correspondance (par la Poste) [95% des votes]**
4. **À l'urne (le dimanche de la votation) [5% des votes]**

Mais il y a quelques <u>limites</u> à la démocratie « directe » …



Les délais

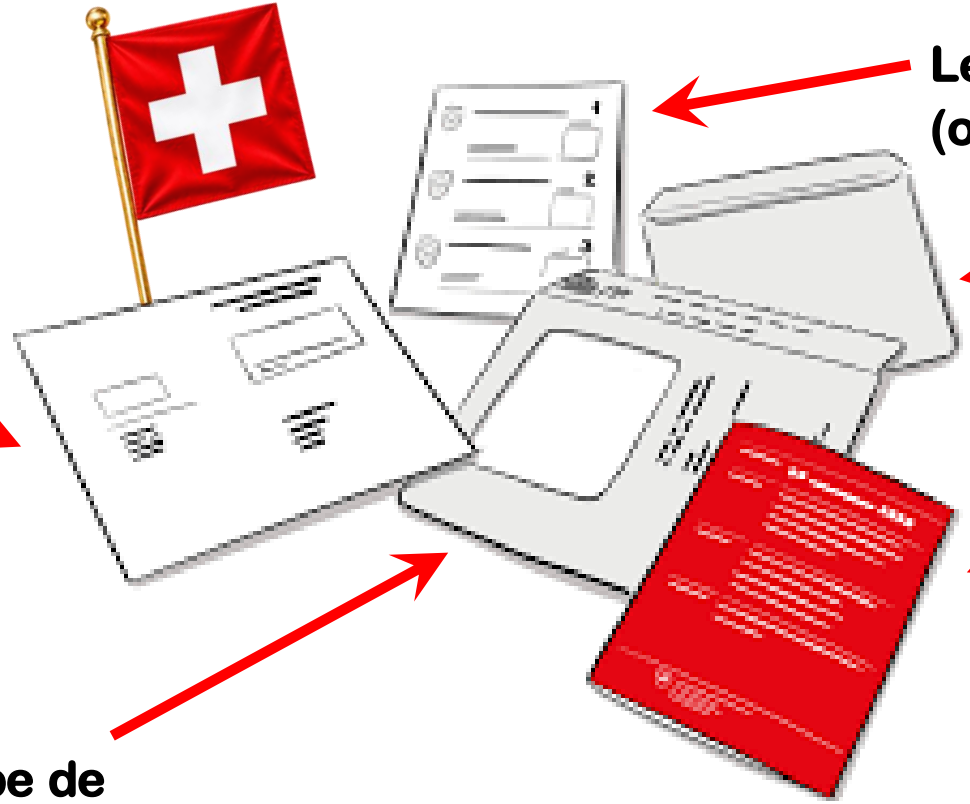




- **Référendum fédéral : 100 jours (à peine plus de 3 mois) pour récolter 50 000 signatures.**
- **Initiative populaire fédérale : 18 mois (1 an ½) pour récolter 100 000 signatures.**

Le livret de vote dans lequel le gouvernement nous dit quoi voter…

Voici le matériel de vote qui est envoyé aux votants 4 semaines avant la votation.



La carte de vote (qu'il faut remplir et signer)

Le bulletin de vote (où il faut cocher nos choix)

L'enveloppe de vote

Le livret de vote
(information sur les objets qui sont au vote)

L'enveloppe de transmission

Le gouvernement influence le peuple



Le Gouvernement fait des recommandations de vote dans le livret de vote.
Le gouvernement suisse a recommandé de voter NON à de nombreuses initiatives
pourtant en faveur du peuple. Ces initiatives ont été ensuite refusées aux urnes.

Exemples :

- Une semaine supplémentaire de **vacances** (2012)
- Pour que le **Conseil fédéral soit élu** par le peuple (2013)
- Un **salaire minimum** (2014)
- **Augmentation** des **primes AVS** [retraite] (2016)
- Pour la **souveraineté alimentaire** (2018)
- **Monnaie pleine** – retirer aux banques le pouvoir de créer des francs suisses (2018)
- Pour que les **primes** d'assurance maladie soient **plus basses** (2020)
- Pour des **multinationales responsables** (2020)
- Pour une **Suisse sans pesticide** de synthèse (2021)
- **Interdiction de l'expérimentation** animale et humaine (2022)
- Pour inscrire **l'argent liquide** dans notre Constitution fédérale (2026)
- Sur **la neutralité** (2026), pour inscrire une définition claire de la neutralité suisse

Peu d'initiatives populaires aboutissent



Moins de 11% des initiatives populaires suisses ont été acceptées par le peuple et les cantons depuis 1891, soit 26 sur les 242 initiatives déposées.

Les arguments habituellement servis par le Conseil fédéral, et par les médias qui les suivent à la trace, sont au choix :

- **« l'initiative est trop coûteuse »**
- **« l'initiative est inutile »**
- **« l'initiative est dangereuse »**

Le peuple ne vote pas sur tout.

- **Les ordonnances**
  ne passent pas au vote du peuple, et ne peuvent pas être attaquées par le peuple.
- **La plupart des traités internationaux NON PLUS !**
- **Et … Le peuple ne peut pas lancer une initiative sur une loi fédérale (nationale)**

Peut-on révoquer nos représentants ?

Réponse : NON.

Pas de Cour constitutionnelle fédérale



Donc les lois qui ne respectent pas la constitution fédérale sont possibles !

04.12.2012

Le Parlement a tranché : il n'y aura pas de contrôle de constitutionnalité des lois

Le [Conseil] National a rejeté massivement le 3 décembre 2012 l'introduction d'une juridiction constitutionnelle pour les lois votées par le Parlement.
Ce vote règle, pour l'instant en tout cas, la question de la conformité des lois fédérales : les deux chambres pourront continuer à adopter des textes même
Constitution.

humanrights.ch



Et officieusement, c’est plutôt comme ça :

Les Lobbies occupent le terrain

RTS

Les lobbyistes reçoivent moins de cartes d'accès au Palais fédéral

le 30 décembre 2016

« **Chaque conseiller national peut distribuer une carte d'accès à deux personnes de son choix**, un sésame pour lesquels les lobbyistes sont prêts à se battre car il leur donne accès à la salle des pas perdus lors des sessions parlementaires. »



Un exemple :
La Task Force Scientifique

SWISS NATIONAL COVID-19 SCIENCE TASK FORCE



Christian Münz
Immunologie

Travaille pour
Moderna,
Roche, Novartis



Alexandra Calmy
Traitement clinique

Membre de l'OMS



Suzanne Suggs
Communication

Travaille pour
Merck
et pour l'Imperial College de



Volker Thiel
Virologie

Membre de l'OMS

La Task Force Scientifique



SWISS NATIONAL COVID-19 SCIENCE TASK FORCE



Béatrice Weder
Groupe d'experts
Economics

Travaille pour l'OMS



Marcel Tanner
Membre du comité consultatif
Travaille pour l'OMS, Novartis FIND (Alliance mondiale pour les diagnostics), le Conseil européen en développement pour les essais cliniques



Claire-Anne Siegrist
Membre du comité consultatif
Travaille pour l'OMS, le Wellcome Trust, Sanofi Pasteur, les Hôpitaux de Genève

McKinsey donne ses conseils aussi au gouvernement suisse



La plateforme pour la transparence dans l'administration

Loitransparence.CH

Blog | Requête | Offices | Législation | Cantons | Presse & TV | FAQ | Café Transparence

Nos objectifs
Qui sommes-nous?
Nous soutenir
Prix Transparence
Regio
Secrétariat

Service:
Conseils juridiques
Bonnes pratiques
Documents obtenus
Les experts et les études
Nos cours
Lancer une alerte
Liens
Manuel GEVER

Newsletter

25.06.2020

Contrats de conseil sur le vaccin Corona entre l'OFSP et McKinsey

Deux sociétés de conseil ont aidé l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) à choisir puis à acheter les vaccins Corona : McKinsey & Company et KPMG. Grâce à la loi sur la transparence, RSI a réussi à obtenir les contrats suivants avec les sociétés de conseil :
25.06.2020 Contrat de conseil entre McKinsey Zurich et l'OFSP
06.05.2020 Contrats de conseil entre KPMG et l'OFSP
18.12.2018 Contrats de conseil entre McKinsex et la Commission européenne.

Le rapport de la RSI sur les documents est disponible *ici*

PDF 2020-06-25-EDI-BAG-beratervbertraege-corona-impfstoff.pdf

Tous les documents

Texte soumis au vote

Loi fédérale
sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19) du 25 septembre 2020

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu les art. 68, al. 1, 69, al. 2, 92, 93, 101, al. 2, 102, 113, 114, al. 1, 117, al. 1, 118, al. 2, let. b, 121, al. 1, 122, 123 et 133 de la Constitution (Cst.)[1],
vu le message du Conseil fédéral du 12 août 2020[2],

arrête:

Art. 1 Objet et principes

[1] La présente loi règle des compétences particulières du Conseil fédéral visant à lutter contre l'épidémie de COVID-19 et à surmonter les conséquences des mesures de lutte sur la société, l'économie et les autorités.

[2] Le Conseil fédéral n'use de ces compétences que dans la mesure nécessaire pour surmonter l'épidémie de COVID-19. En particulier, il n'use pas de ces compétences si l'objectif visé peut également être atteint en temps utile dans le cadre de la procédure législative ordinaire ou urgente.

[3] Il associe les cantons et les associations faîtières des partenaires sociaux à l'élaboration des mesures qui touchent leurs compétences.

[4] Il informe régulièrement le Parlement, en temps utile et de manière exhaustive, de la mise en oeuvre de la présente loi. Il consulte au préalable les commissions compétentes au sujet des ordonnances et des modifications d'ordonnances prévues.

[5] En cas d'urgence, le Conseil fédéral informe les présidents des commissions compétentes. Ceux-ci informent immédiatement leurs commissions respectives.

[6] Lorsqu'ils ordonnent des mesures, le Conseil fédéral et les cantons se fondent sur les données disponibles, comparables dans le temps et au niveau régional, qui indiquent un risque de surcharge du système de santé, de mortalité accrue ou de complications graves.

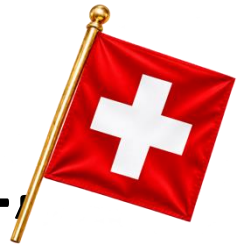
Art. 2 Mesures dans le domaine des droits politiques

[1] Afin de promouvoir l'exercice des droits politiques, le Conseil fédéral peut prévoir que les demandes de référendum munies du nombre de signatures requis doivent être déposées auprès de la Chancellerie fédérale avant l'expiration du délai référendaire, qu'elles soient munies ou non des attestations de la qualité d'électeur.

1 RS **101**
2 FF **2020** 6363

Loi COVID-19 :

Dans le livret de vote du 13 juin 2021,



le texte de loi n'était pas le bon.

Texte appliqué (version du 1er avril 2021)

Art. 1*a*[6] Critères et valeurs de référence

Le Conseil fédéral définit les critères et les valeurs de référence relatifs aux restrictions et aux assouplissements concernant la vie économique et sociale. Il tient compte non seulement de la situation épidémiologique, mais aussi des conséquences économiques et sociales.

6 Introduit par le ch. I de la LF du 19 mars 2021 (Cas de rigueur, assurance-chômage, accueil extra-familial pour enfants, acteurs culturels, manifestations), en vigueur du 20 mars au 31 déc. 2021 (RO **2021** 153; FF **2021** 285).

Texte du livret de vote (version du 25 sept. 2020)

Jeu des 41 erreurs

Où est le certificat sanitaire ?



Texte du livret de vote

Art. 6 Mesures en cas de fermeture des frontières

En cas de fermeture des frontières, le Conseil fédéral prend les mesures nécessaires pour assurer au mieux le droit à la circulation des travailleurs frontaliers et des habitants qui ont des liens particuliers dans la zone frontalière.

Où est l'Art. 6a "certificat sanitaire" ??

3 RS **822.11**
4 RS **832.20**
5 RS **142.20**
6 RS **142.31**

Art. 7 Mesures dans le domaine de la justice et du droit procédural

Texte appliqué

Art. 6 Mesures en cas de fermeture des frontières

En cas de fermeture des frontières, le Conseil fédéral prend les mesures nécessaires pour assurer au mieux le droit à la circulation des travailleurs frontaliers et des habitants qui ont des liens particuliers dans la zone frontalière.

Art. 6a[21] Certificat sanitaire

[1] Le Conseil fédéral définit les exigences applicables au document prouvant que son titulaire a été vacciné contre le COVID-19, qu'il en est guéri ou qu'il dispose d'un résultat de test du dépistage du COVID-19.

[2] Ce document doit être délivré sur demande.

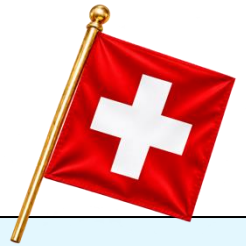
[3] Il doit être personnel, infalsifiable et, dans le respect de la protection des données, vérifiable; il doit être conçu de manière que seule une vérification décentralisée ou locale de son authenticité et de sa validité soit possible et qu'il puisse, dans la mesure du possible, être utilisé par son détenteur pour entrer dans d'autres pays et en sortir.

[4] Le Conseil fédéral peut régler la prise en charge des coûts du document.

19 RS **142.20**
20 RS **142.31**
21 Introduit par le ch. I de la LF du 19 mars 2021 (Cas de rigueur, assurance-chômage, accueil extra-familial pour enfants, acteurs culturels, manifestations), en vigueur du 20 mars 2021 au 31 déc. 2022 (RO **2021** 153; FF **2021** 285).

Jeu des 41 erreurs

Où est l'aide aux médias privés ?



Texte du livret de vote

Art. 14 Mesures dans le domaine des médias

[1] Le Conseil fédéral prend les mesures suivantes dans le domaine des médias:

a. la Confédération prend entièrement en charge les coûts de la distribution régulière par La Poste Suisse des quotidiens et hebdomadaires en abonnement de la presse locale et régionale (art. 16, al. 4, let. a, de la loi du 17 décembre 2010 sur la poste[12]) aux tarifs en vigueur le 1er juin 2020;

b. elle participe aux coûts pour la distribution régulière par La Poste Suisse des quotidiens et hebdomadaires en abonnement de la presse suprarégionale et nationale à hauteur de 27 centimes par exemplaire;

c. les coûts d'abonnement des services de base textes de l'agence de presse Keystone-ATS, s'agissant des droits d'utilisation pour les médias électroniques, sont financés aux tarifs en vigueur le 1er juin 2020 au moyen du produit non utilisé de la redevance de radio-télévision; un plafond de 10 millions de francs doit être respecté.

[2] Il abroge les mesures au plus tard à l'entrée en vigueur d'une loi fédérale prévoyant des mesures en faveur des médias.

Pas d'alinea d "paiement radio et TV" ??

Texte appliqué

Art. 14 Mesures dans le domaine des médias

[1] Le Conseil fédéral prend les mesures suivantes dans le domaine des médias:

a. la Confédération prend entièrement en charge les coûts de la distribution régulière par La Poste Suisse des quotidiens et hebdomadaires en abonnement de la presse locale et régionale (art. 16, al. 4, let. a, de la loi du 17 décembre 2010 sur la poste[64]) aux tarifs en vigueur le 1er juin 2020;

b. elle participe aux coûts pour la distribution régulière par La Poste Suisse des quotidiens et hebdomadaires en abonnement de la presse suprarégionale et nationale à hauteur de 27 centimes par exemplaire;

c. les coûts d'abonnement des services de base textes de l'agence de presse Keystone-ATS, s'agissant des droits d'utilisation pour les médias électroniques, sont financés aux tarifs en vigueur le 1er juin 2020 au moyen du produit non utilisé de la redevance de radio-télévision; un plafond de 10 millions de francs doit être respecté;

d.[65] sur demande, l'Office fédéral de la communication peut effectuer des paiements issus de la redevance radio-télévision aux entreprises privées de radio et de télévision suivantes:

1. les stations de radio commerciales avec une concessions FM valable,
2. les stations de radio complémentaires avec une concession,
3. les télévisions régionales concessionnées.

[1bis] Les paiements visés à l'al. 1, let. d sont basés sur les pertes prouvées de revenu de la publicité et du sponsoring entre 2019 et 2021; un plafond de 20 millions de francs doit être respecté. L'octroi du soutien est subordonné à l'engagement écrit des bénéficiaires envers l'Office fédéral de la communication de rembourser l'argent reçu si un dividende est versé pour l'année 2021.[66]

64 RS **783.0**

65 Introduite par le ch. I de la LF du 19 mars 2021 (Cas de rigueur, assurance-chômage, accueil extra-familial pour enfants, acteurs culturels, manifestations), en vigueur du 20 mars au 31 déc. 2021 (RO **2021** 153; FF **2021** 285).

Le cas de l'identité numérique « acceptée » de façon suspecte en Suisse

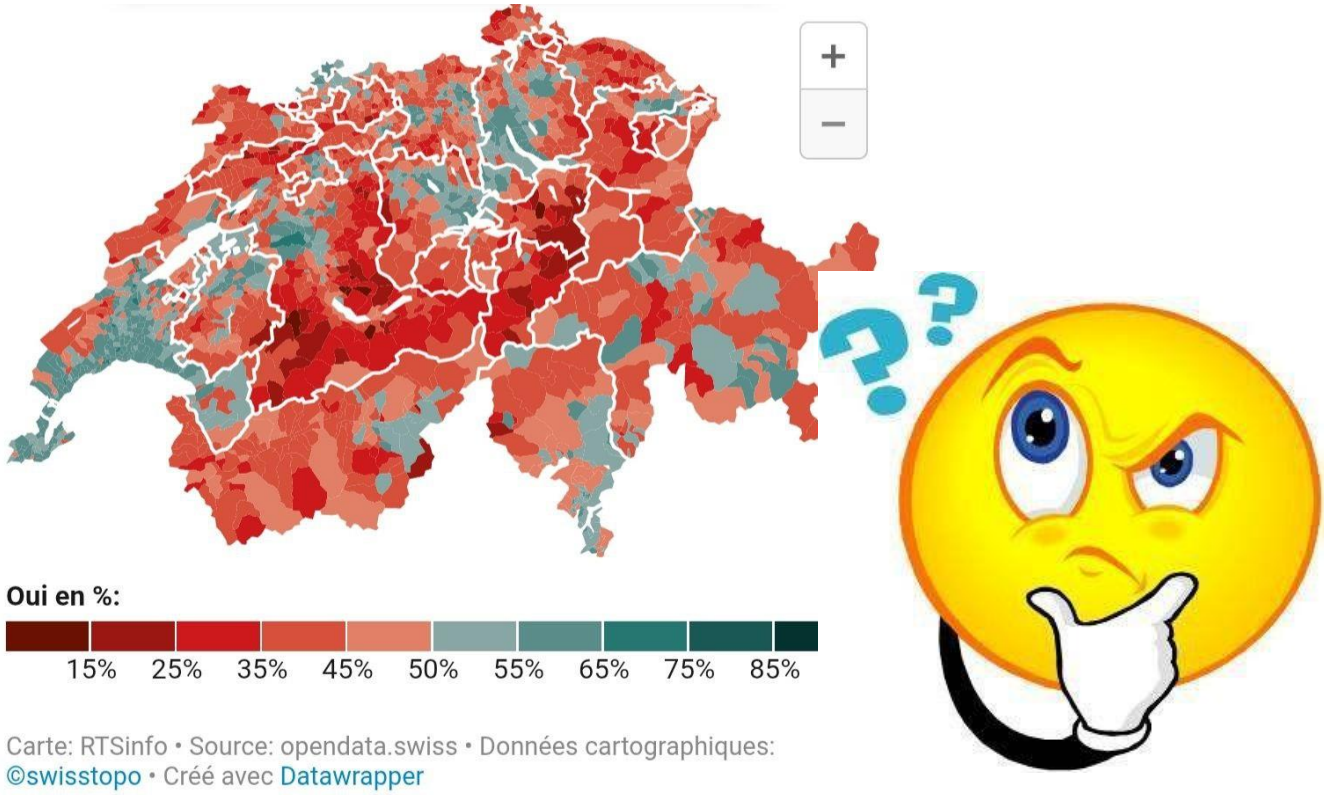


Refusée le 7 mars 2021, elle est repassée au vote le 28 septembre 2025 !

À 15h36 :
Taux de participation = 49,74%
À 16h16 :
Taux de participation = 49,55%



Résultats finaux :
NON à 49,61%
OUI à 50,39%



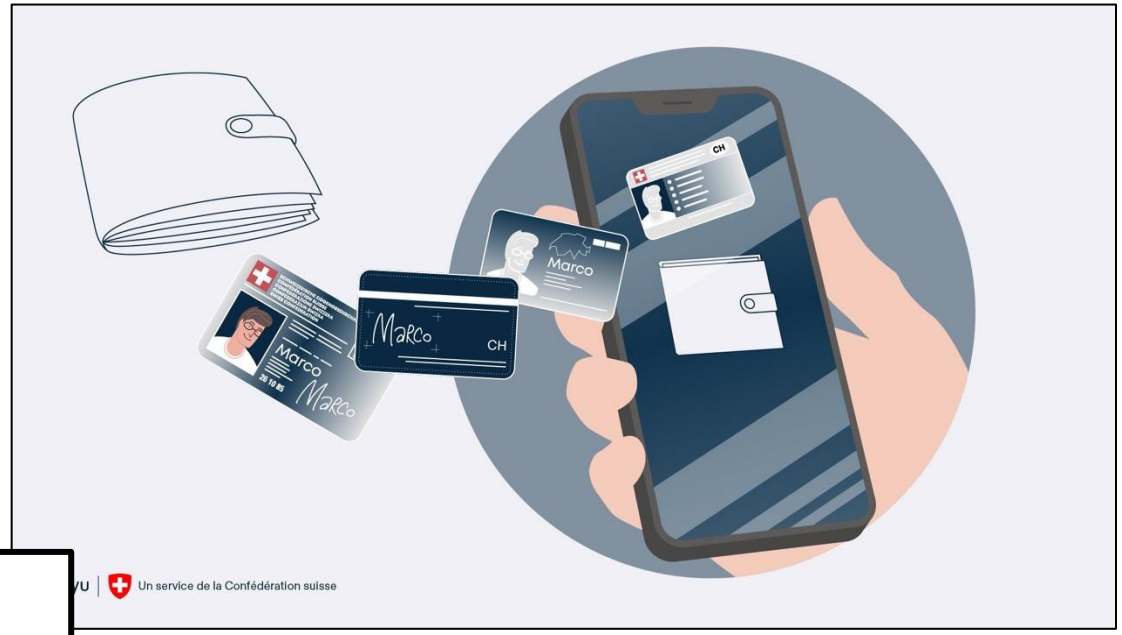
- En rouge : **NON** à l'e-ID
- En vert : **OUI** à l'e-ID

L’identité numérique est attribuée à ELCA

… 8 mois avant la votation

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Le 15 janvier 2025



Attribution définitive du marché à l’entreprise ELCA pour le système de vérification en ligne de l’e-ID : Accès aux documents



L’identité numérique est prévue à l’avance

par la société qui gère

p.19

Le 18 juin 2025







Le camp du « OUI » à l'identité numérique

est alimenté par les dons de Swisscom
& les principaux groupes de presse suisse



le 29 septembre 2025

RTS

Le comité référendaire veut faire annuler le vote sur l'e-ID pour cause d'ingérence de Swisscom

Libéralités monétaires de personnes morales et de sociétés de personnes

Nom du/de la donateur/trice	Siège social	Valeur (en CHF)	Date d'octroi
economiesuisse	Zürich	203'300.00	08.08.2025
Schweizerischer Versicherungsverband SVV	Zürich	50'000.00	11.09.2025
Swisscom	Bern	30'000.00	10.07.2025



Libéralités non-monétaires de personnes morales ou de sociétés de personnes

Nom du/de la donateur/trice	Siège social	Type de prestation	Description de la prestation	Valeur (en CHF)	Date d'octroi
Ringier AG	Zofingen	Livraison de biens	Media Space	85'000.00	24.09.2025
TX Group AG	Zürich	Livraison de biens	Media Space	78'000.00	26.09.2025
digitalswitzerland	Zürich	Prestation de services	Arbeitsstunden Sekretariat	28'800.00	24.06.2025

Nos milliards pour l'Ukraine

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Depuis le 24 février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025, la Confédération a soutenu les populations touchées par la guerre en Ukraine, en Suisse ou à l'étranger, pour un montant total d'environ **6,08 milliards de francs depuis le début du conflit.**

Le programme s'inscrit dans le cadre d'un engagement de 12 ans visant à investir 5 milliards de francs dans la reconstruction de l'Ukraine (2025-2036), dont 1,5 milliard durant la période 2025-2028.



15.04.2025,

Ignazio Cassis
Président Suisse 2022
Conseiller fédéral des affaires étrangères

Le cas de la neutralité coopérative de la Suisse



Le 23 mai 2022
A Davos (WEF)

Ignazio Cassis
(Président 2022 de la Suisse)

« **La position sans équivoque de la Suisse** a surpris beaucoup de monde. Ici comme à l'étranger, **certains se sont demandé dans quelle mesure cela est compatible avec la fameuse neutralité helvétique**.
Face à la violation brutale de valeurs fondamentales qui sont aussi les nôtres, aucune neutralité ne saurait être de mise car ces valeurs représentent la liberté par excellence.
Rester passif, c'est tolérer que le droit soit violé, ce qui peut faire le jeu de l'agresseur. C'est pourquoi la Suisse reste aux côtés des pays qui ne restent pas les bras croisés quand les fondements-mêmes de la démocratie sont pris d'assaut.
C'est bien cette neutralité coopérative qu'incarne la Suisse. »

Initiative populaire sur la neutralité



au vote le 27 sept. 2026

TEXTE DE L'INITIATIVE POPULAIRE « SAUVEGARDER LA NEUTRALITÉ SUISSE » :

La Constitution fédérale serait modifiée comme suit :
Art. 54a — Neutralité suisse

1. La Suisse est **neutre**. Sa neutralité est **perpétuelle** et **armée**.

2. La Suisse n'adhère à aucune alliance militaire ou défensive. Une coopération avec une telle alliance n'est possible **qu'en cas d'attaque militaire directe** contre la Suisse ou d'actes préparatoires à une telle attaque.

3. La Suisse **ne participe pas aux conflits militaires entre États tiers** et ne prend **pas non plus de mesures coercitives non militaires** contre un État belligérant. Les obligations envers l'ONU et les mesures destinées à empêcher le contournement de sanctions prises par d'autres États restent réservées.

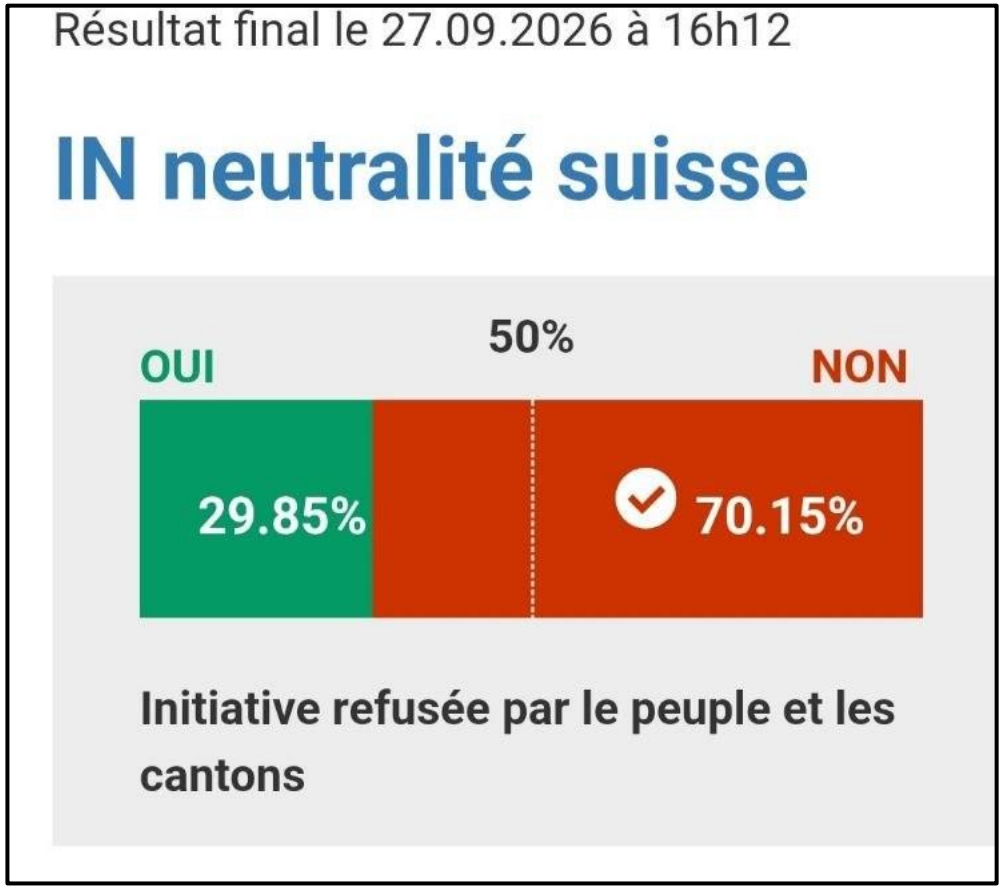
4. La Suisse utilise sa neutralité perpétuelle pour prévenir et résoudre les conflits et met ses services à disposition comme **médiatrice**.

L’initiative pour la neutralité a été **refusée** le 27 sept. 2026



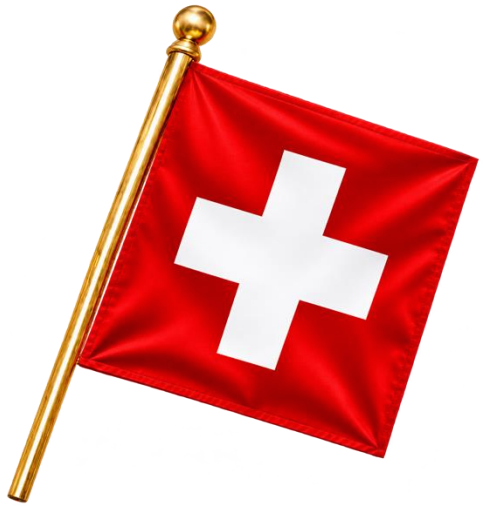
OUI : 29,85%

NON : 70,15%



(taux de participation : 47%)

Et les médias alors ?



Des médias pas vraiment neutres

Un reportage de la RTS sur le Covid a violé le principe de pluralité des opinions, selon le Tribunal fédéral

Publié le 20 septembre 2023



Mise au point

« La haine avant la votation sur la loi COVID »

14.11.21

Un reportage de l'émission "Mise au Point" de la RTS avant la votation sur la loi Covid fin 2021 a violé le principe de pluralité des opinions, selon le Tribunal fédéral (TF).

En donnant la parole principalement aux partisans des mesures, le sujet a donné une impression unilatérale des responsables de la dégradation de l'ambiance politique, estime le TF.

Le reportage, intitulé "La haine avant la votation sur la loi Covid", avait été diffusé deux semaines avant le scrutin du 28 novembre 2021.

Des médias « en soutien »



Alain Berset

- **Secrétaire général du Conseil de l'Europe depuis sept. 2024**
- **Président suisse 2018 et 2023**
- **Conseiller fédéral de la Santé 2012-2024**

Marc Walder

Directeur du groupe Ringier (2e groupe de presse suisse)

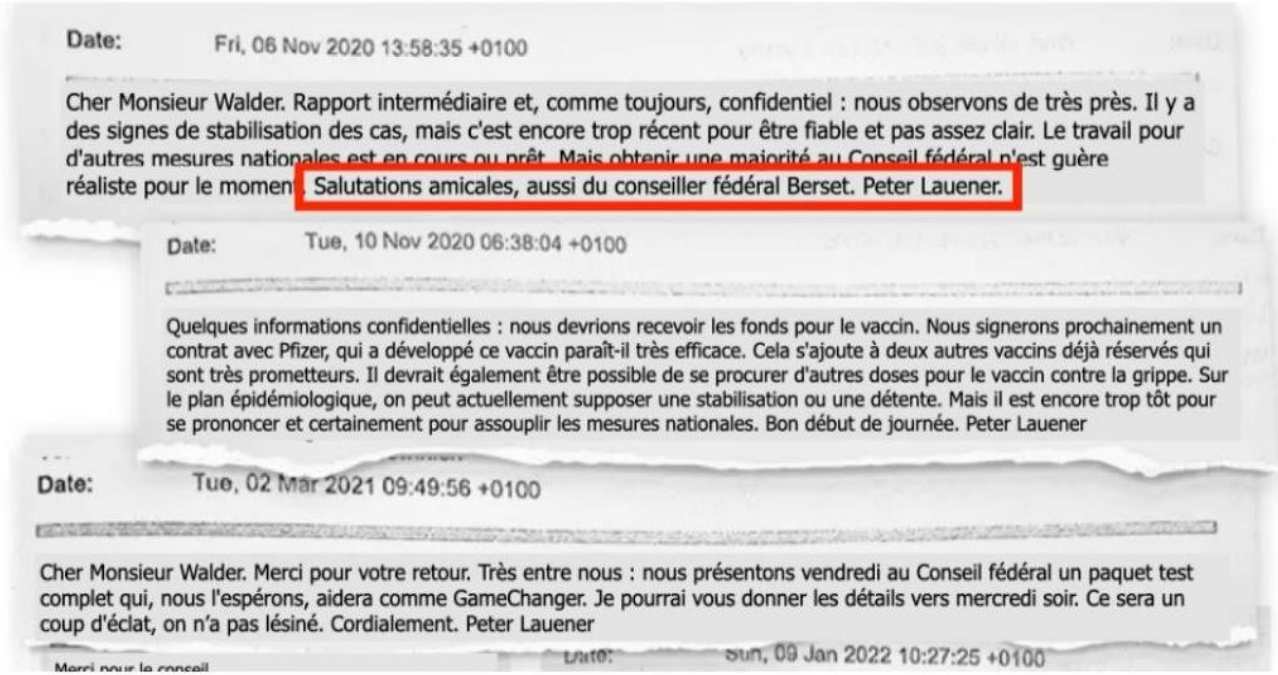
3 février 2021 :

« Les médias ne doivent **pas creuser un fossé** entre la société et le gouvernement »

« Dans cette crise historique, les médias ont une dimension de responsabilité supplémentaire en **soutenant les gouvernements** »

Des médias qui influencent les décisions politiques

Une enquête parlementaire ouverte sur les fuites au sein du département d'Alain Berset



Date: Fri, 06 Nov 2020 13:58:35 +0100

Cher Monsieur Walder. Rapport intermédiaire et, comme toujours, confidentiel : nous observons de très près. Il y a des signes de stabilisation des cas, mais c'est encore trop récent pour être fiable et pas assez clair. Le travail pour d'autres mesures nationales est en cours ou prêt. Mais obtenir une majorité au Conseil fédéral n'est guère réaliste pour le momen[illegible]. Salutations amicales, aussi du conseiller fédéral Berset. Peter Lauener.

Date: Tue, 10 Nov 2020 06:38:04 +0100

Quelques informations confidentielles : nous devrions recevoir les fonds pour le vaccin. Nous signerons prochainement un contrat avec Pfizer, qui a développé ce vaccin paraît-il très efficace. Cela s'ajoute à deux autres vaccins déjà réservés qui sont très prometteurs. Il devrait également être possible de se procurer d'autres doses pour le vaccin contre la grippe. Sur le plan épidémiologique, on peut actuellement supposer une stabilisation ou une détente. Mais il est encore trop tôt pour se prononcer et certainement pour assouplir les mesures nationales. Bon début de journée. Peter Lauener

Date: Tue, 02 Mar 2021 09:49:56 +0100

Cher Monsieur Walder. Merci pour votre retour. Très entre nous : nous présentons vendredi au Conseil fédéral un paquet test complet qui, nous l'espérons, aidera comme GameChanger. Je pourrai vous donner les détails vers mercredi soir. Ce sera un coup d'éclat, on n'a pas lésiné. Cordialement. Peter Lauener

Merci pour le conseil [illegible] Date: Sun, 09 Jan 2022 10:27:25 +0100

Blick

Publié le 24 janvier 2023

Le 21 janvier 2023, le journal alémanique *Tagblatt* a publié une série **d'échanges mails entre Peter Lauener (conseiller en communication d'Alain Berset) et Marc Walder (Directeur du groupe Ringier, invité à Davos 2023), de mars à novembre 2020.**

Les fuites permettaient d'annoncer en avant-première dans Blick (journal boulevard de Ringier) les restrictions envisagées par Berset, de manière à influencer favorablement l'opinion publique et faire pression sur les autres ministres pour leur adoption.

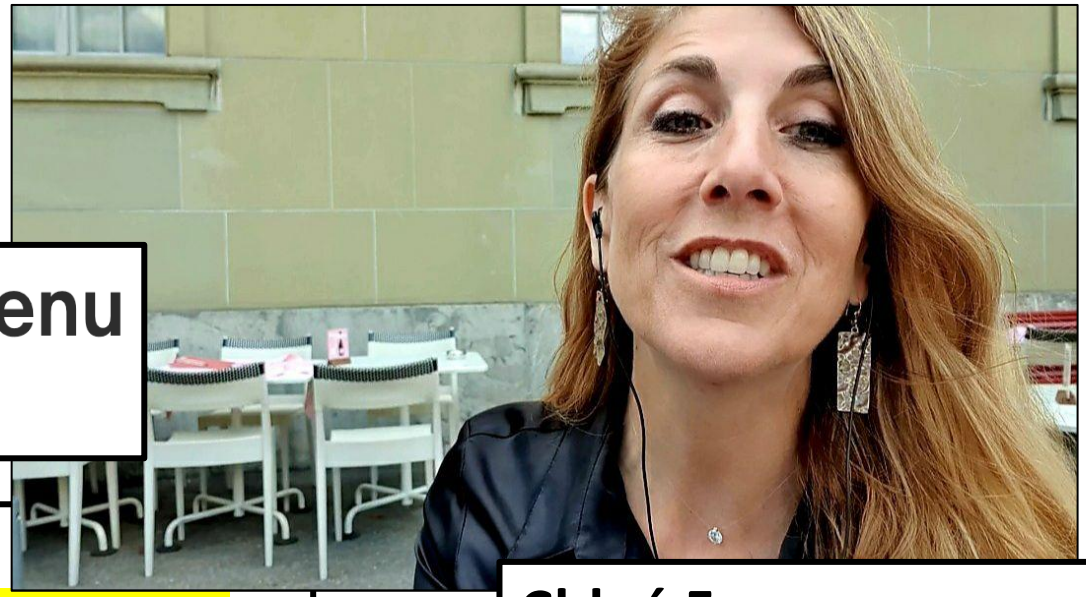
La RTS reconnue coupable.

La télévision suisse censure ma candidature au Conseil des Etats

RTS 11 mars 2025

L'AIEP épingle la RTS pour un débat tenu lors d'élections à Genève

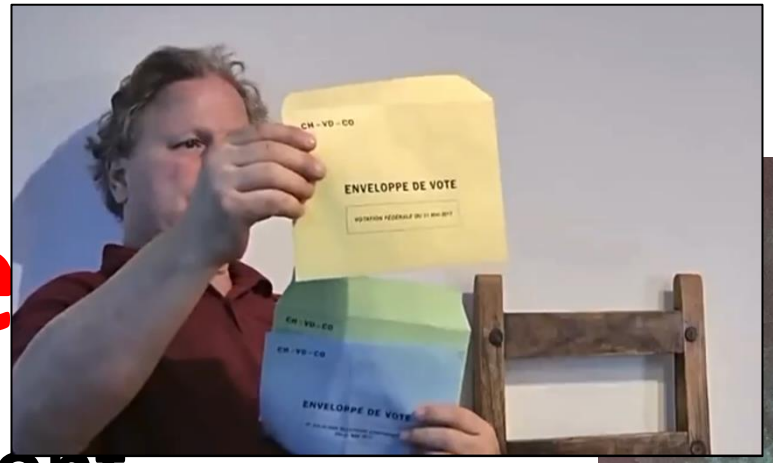
L'Autorité indépendante d'examen des plaintes a condamné la RTS (Radio Télévision Suisse romande) pour violation du principe de présentation fidèle des évènements durant la période électorale de nov. 2023.



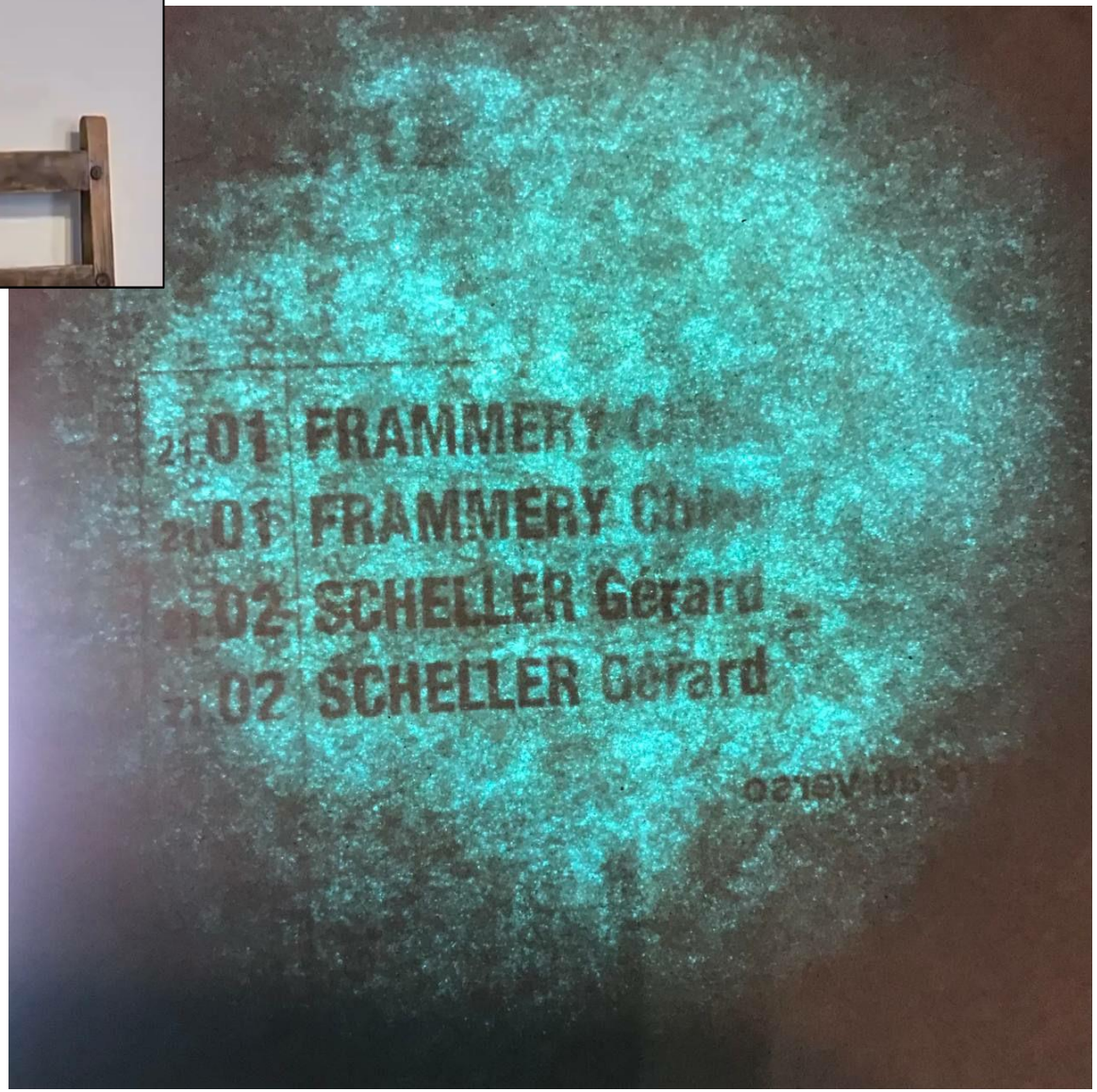
Chloé Frammery

Candidate au Conseil national et au Conseil des Etats (Parlement suisse)
Oct-nov. 2023

La fraude électorale



François de Siebenthal
dénonçait les enveloppes translucides (2017)



Les enveloppes sont translucides



Avec une bonne lampe, on voit à travers

...

La fraude électorale

22 boîtes pleines d'enveloppes laissées sans surveillance 3 jours devant le service des votations… pour la votation du 13 juin 2021 sur la Loi Covid-19

Des caisses remplies de bulletins de vote pour le scrutin du 13 juin ont été abandonnées durant tout le week-end de Pentecôte au pied de l'immeuble du Service des votations et élections, a appris la RTS. La Poste reconnaît une "**erreur malheureuse**". La Chancellerie fédérale est avertie.

« En l'état », indique la Chancellerie genevoise, **« nous n'avons constaté aucune manipulation directe sur les caisses ou les enveloppes ».**



Publié le 31 mai 2021

La fraude électorale bis

Des bulletins détruits ou ajoutés pendant au moins 8 ans à Genève



Les deux lanceuses d'alerte qui ont dénoncé des dysfonctionnements au sein du Service des votations ont été licenciées

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
POUVOIR JUDICIAIRE

09/05/19

Le Ministère public a reçu en février dernier [2019] une communication de la Cour des comptes.
Cette dernière avait entendu à leur demande deux collaborateurs du service des votations et élections, lesquels ont notamment fait état du comportement **d'un de leurs collègues, qui aurait, lors de plusieurs opérations électorales, détruit ou ajouté des bulletins de vote.** Entendus par la police, les collaborateurs ont confirmé leurs dénonciations.
Le Ministère public a ouvert une procédure du chef notamment de fraude électorale (art. 282 CP)… [puis a classé l'affaire]

Un suspect accusé d'avoir manipulé au moins quatre scrutins à Genève [depuis 2011]

RTS Publié le 9 mai 2019

La Chancellerie d'Etat assure, dans un communiqué, "qu'aucun élément porté à sa connaissance, en l'état, ne remet en cause l'intégrité et le bon déroulement du scrutin" du 19 mai. Selon une information de la RTS, cette votation pourrait pourtant être faussée.

La fraude électorale

ter

mars 2025 : 9 personnes ont rempli 278 bulletins !

La chambre constitutionnelle [cantonale] de la Cour de justice, statuant ce jour sur les deux recours [...] contre **l'élection du conseil municipal de la commune de Vernier du 23 mars 2025**, les a admis et **a annulé ladite élection**.

Elle s'est en particulier fondée sur l'expertise en écritures rendue dans le cadre de la procédure pénale, dont il ressort que **neuf personnes ont rempli 278 bulletins.**

Une telle fraude ne permet pas de retenir que le résultat tel que constaté par le Conseil d'État reflète la volonté fidèle et sûre des électrices et des électeurs de la commune et elle a pu avoir une **influence sur l'issue du scrutin**.

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
POUVOIR JUDICIAIRE



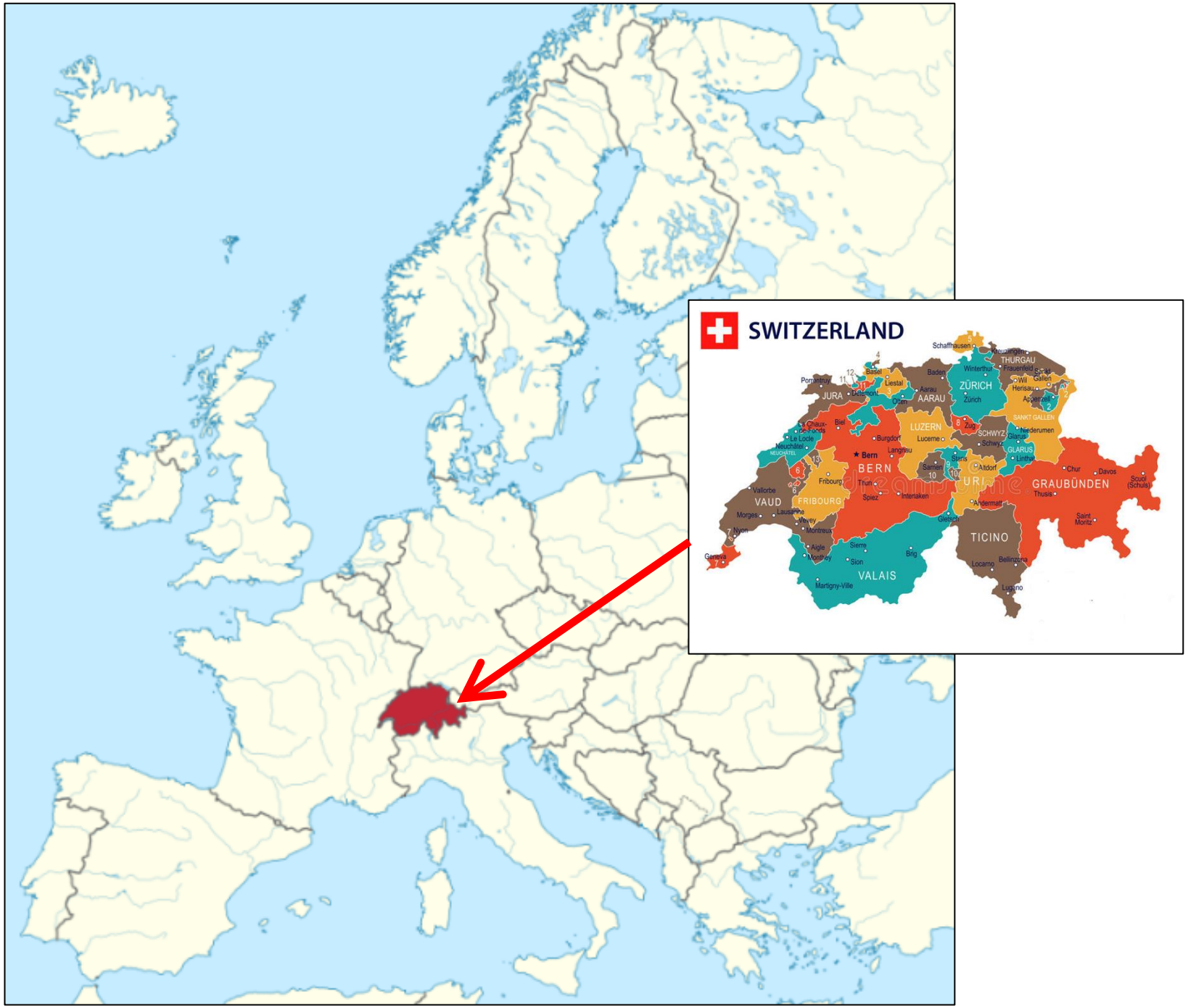
19/06/25 Communiqué de presse - Cour de justice



Le rôle des organisations internationales

La Suisse au cœur…





La Suisse est au cœur …

Bâle

Berne
(capitale)

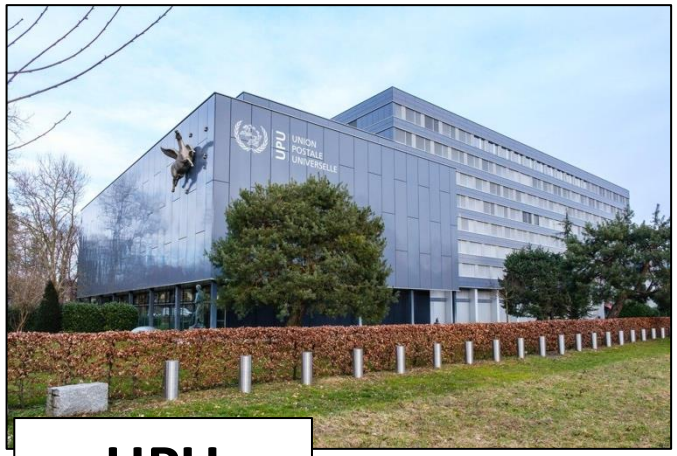


Genève

L'Union postale universelle

Berne et l'OTIF sont à Berne

Berne (capitale)



UPU
(Union postale universelle)





Banque Nationale Suisse



Palais Fédéral

OTIF
(Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires)

La Banque des règlements internationaux est à Bâle [Bahl]

BRI/BIS

Banque des Règlements internationaux





Bâle

Mais la majorité des organisations internationales sont à …



(Gesda)



OTAN

GIEC
Groupe de militants intergouvernement
l'évolution du climat

GIEC

ITU

UIT



Gavi
L'Alliance du Vaccin

Gavi

OM



C

WORLD ECONOMIC FORUM

WEF



CERN



OMS



Genève

EBU·UER

UER



ONU

AGENDA 2030

L'UER

Union européenne de Radio-Télévision

L'UER)

ou EBU (European Broadcasting Union)

a été créée le 12 février 1950 et est la première alliance mondiale de médias de service public.

Elle compte 113 médias, appartenant à 68 membres, dans 54 pays et 30 associés en Asie, en Afrique, en Australie et dans les Amériques.
Nos membres exploitent près de 2 000 chaînes et services de télévision, de radio et en ligne, et proposent une multitude de contenus sur d'autres plateformes.

Ensemble, ils touchent un public de plus d'un milliard de personnes dans le monde, en diffusant dans 153 langues.
« Nous exploitons les services Eurovision et Euroradio. »

L'UER veille à la parole « juste »

(Union européenne de Radio-Télévision)

EBU·UER

france·tv BBC

Rai SRG SSR



arte rtbf

ARD rtve

Israeli Public Broadcasting Corporation



[113 médias publics en tout, 54 pays]

Qui est à la tête de l'UER ?

La présidente de france•tv FR

EBU•UER

« **MOI JE CRAINS L'ÉVÉNEMENT QUI CRÉE UN MOUVEMENT DE FOULE. C'EST LA MENACE MONDIALE.** »

(5.04.2024, matinées du SNPTV)



Delphine Ernotte

Présidente de France Télévision & Présidente de l'UER

L'UER et ses amies participent à la

« lutte contre la désinformation sur le Covid-19 »via la TNI (Trusted News Initiative)

> Les partenaires de la Trusted News Initiative continueront de travailler ensemble pour garantir que les préoccupations légitimes concernant les futures vaccinations soient entendues tandis que les mythes de désinformation néfastes soient stoppés dans leur élan — Tim Davie, directeur général de la BBC

10 décembre 2020

Les partenaires au sein de la TNI sont :

AFP ; BBC, CBC/Radio-Canada, **Union européenne de radiodiffusion (UER),** Facebook, Financial Times, First Draft [Projet contre la désinformation en ligne 2015-2022, incluant Google, Facebook, Twitter, les Open Society Foundations et des organisations philanthropiques], Google/YouTube, Microsoft, Reuters, Reuters Institute for the Study of Journalism, Twitter, The Washington Post.

Et où se situe l'UER ?

Au Grand-Saconnex, canton de Genève

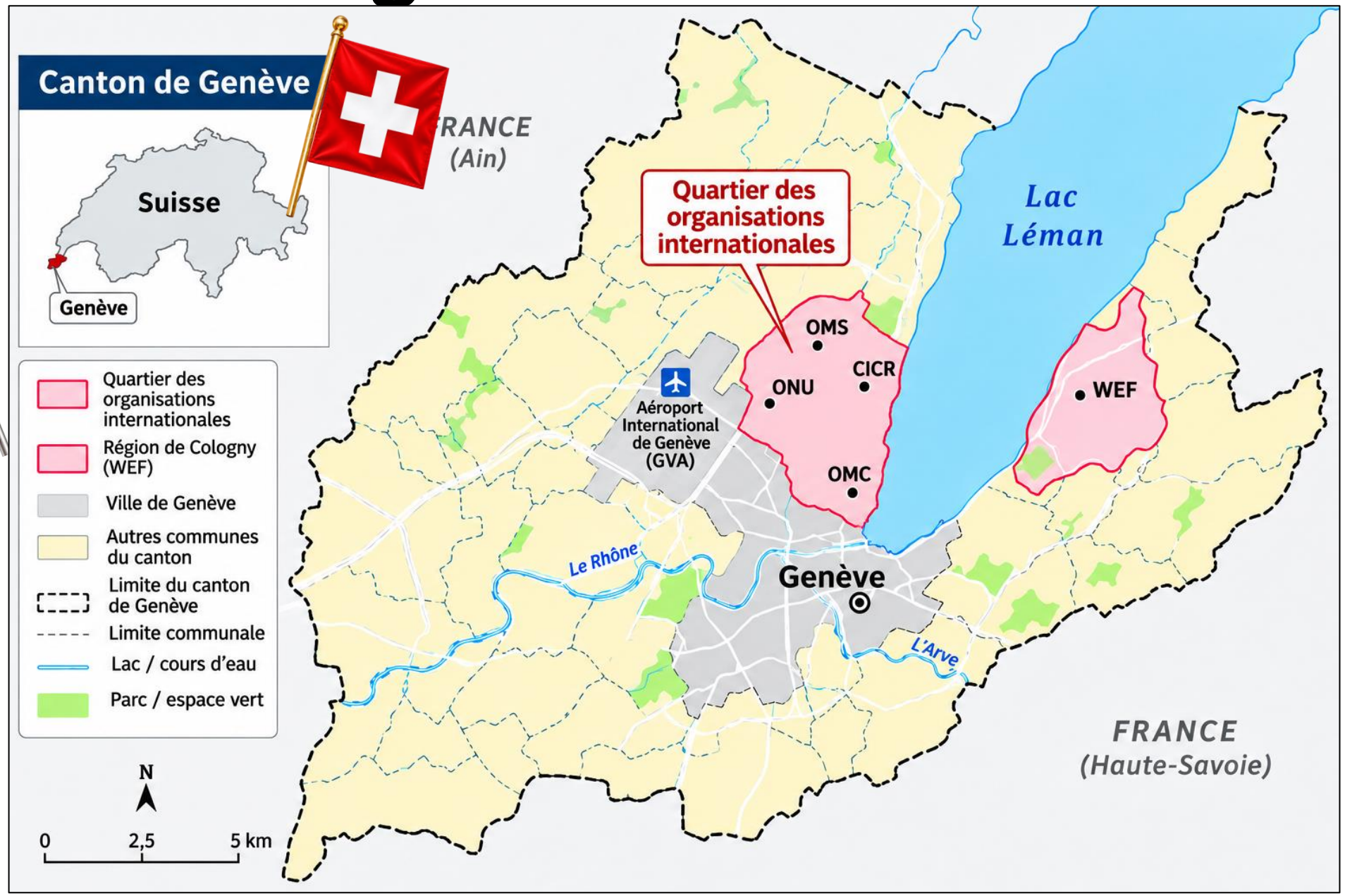
… juste en face de Gavi et à deux pas de l'OMS.



L'Ancienne Route 17A
1218 Le Grand-Saconnex
Genève - SUISSE

Où sont les organisations internationales du





Quels sont les privilèges des organisations internationales ?

1. Immunité de juridiction
   (L'organisation ne peut généralement pas être poursuivie devant les tribunaux nationaux sans que son immunité soit levée.)
2. Immunité d'exécution
   (Ses biens et avoirs sont protégés contre certaines saisies et mesures d'exécution forcée.)
3. Inviolabilité des locaux
   (La police ne peut normalement pas entrer dans les bâtiments sans autorisation de l'organisation.)
4. Inviolabilité des archives
   (Ses documents, dossiers et communications officiels bénéficient d'une protection particulière.)
5. Exonérations fiscales
   (L'organisation est généralement exonérée des impôts directs et bénéficie de certaines exemptions de TVA.)
6. Exemptions douanières
   (Elle peut importer du matériel destiné à ses activités officielles sans payer certains droits de douane.)
7. Liberté financière
   (Elle bénéficie de facilités pour détenir, transférer et utiliser ses fonds dans différentes monnaies.)

CICR

(Comité international de la Croix-Rouge)

Date de création : 1863 à Genève

Mission officielle :

Protéger la vie et la dignité des personnes touchées par les conflits armés et leur apporter une assistance humanitaire.



CICR

(Comité international de la Croix-Rouge)

Date de création : 1863 à Genève



Peter Maurer

Président du CICR 2012-2022

Membre du Conseil d'administration du WEF 2014-août 2022

BRI

(Banque des règlements internationaux, BIS en anglais)

Date de création : 1930 à Bâle

Mission officielle :

Favoriser la coopération entre les banques centrales afin de renforcer la stabilité monétaire et financière mondiale.

Qui a fondé la BRI ?

- ► Banque de France
- ► Banque d'Angleterre
- ► Reichsbank
- ► Banque d'Italie
- ► Banque nationale de Belgique
- ► Banque du Japon
- ► Consortium de 3 banques privées US :
  - J. P. Morgan & Co., New York ;
  - First National Bank of New York ;
  - First National Bank of Chicago.



La BRI compte actuellement 63 banques centrales et autorités monétaires membres, représentant des économies qui totalisent environ 95 % du PIB mondial.

BRI

(Banque des règlements internationaux, BIS en anglais)

Date de création : 1930 à Bâle

L’Or des nazis

► **L'affaire tchécoslovaque de mars 1939 :**
Environ 23 tonnes d'or appartenant à la banque centrale tchécoslovaque ont été transférées au bénéfice de la Reichsbank après l'occupation allemande.

► **Les opérations sur l'or de 1939 à 1945 :**
La BRI a reçu au moins 3,7 tonnes d'or de la Reichsbank dont une partie provenait de réserves pillées dans d'autres pays occupés, notamment la Belgique et les Pays-Bas.

ONU

(Organisation des Nations Unies)

Date de création : 1945 à Genève

Antonio Guterres
Secrétaire général de l'ONU depuis 2017
Premier ministre du Portugal (1995-2002)
[juste avant Jose Manuel Bar



Mission officielle :

Maintenir la paix et la sécurité internationales, défendre les droits humains et promouvoir la coopération entre les États.



AGENDA 2030 de l'ONU

= 17 Objectifs du développement durable de l'ONU (ODD/SDG)



1 PAS DE PAUVRETÉ — Pas de pauvreté

2 FAIM «ZÉRO» — Faim zéro

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE — Bonne santé et bien-être

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ — Education de qualité

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES — Égalité entre les sexes

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT — Eau propre et assainissement

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE — Énergie propre et d'un coût abordable

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE — Travail décent et croissance

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE — Industrie, innovation et infrastructure

10 INÉGALITÉS RÉDUITES — Inégalités réduites

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES — Villes et communautés durables

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES — Consommation et production responsables

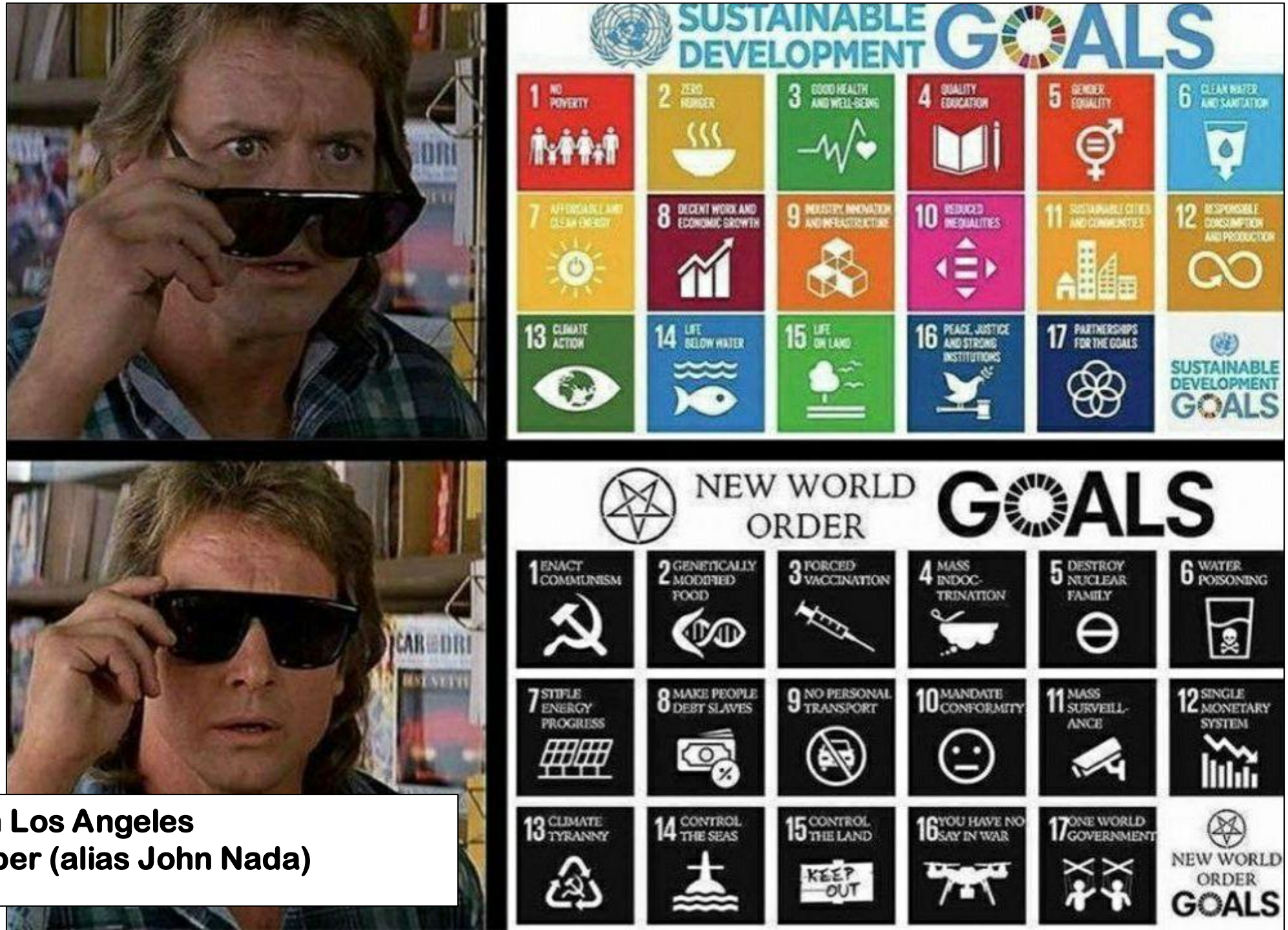
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES — Lutte contre les changements climatiques

14 VIE AQUATIQUE — Vie aquatique

15 VIE TERRESTRE — Vie terrestre

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES — Paix, justice et institutions efficaces

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS — Partenariats pour les objectifs mondiaux



Invasion Los Angeles
Rody Piper (alias John Nada)
1988

AGENDA 2030 de l'ONU

= 17 Objectifs du contrôle digital de l'ONU ?



Contrôle des pauvres, surveillance à la chinoise



OGM, viande synthétique, insectes, ...



Vaccins géniques, santé digitale, transhumanisme



Endoctrinement de masse, éducation sexuelle



Destruction de la famille



Nouvelles normes et rationnement de l'Eau



Destruction de la nature, éoliennes, panneaux partout



Revenu universel CONDITIONNEL



Voiture autonome, internet des choses, gouvernance digitale



Conformité obligatoire, gommage des différences, standardisation de l'humain



Surveillance de masse (Smart-cities, 6G, connectées, villes de 15 minutes)



Compteurs Linky, gazpar, rationnement de l'énergie, ZFE, pass carbone, CBDC conditionnelle, fin du cash



Mesures liberticides au prétexte du changement climatique



Contrôle de la vie aquatique



Contrôle de la vie terrestre





Interdiction de s'opposer au gouvernement



Nouvel Ordre Mondial

OMS

(Organisation mondiale de la santé)

Date de création : 1948 à Genève



Mission officielle :

Améliorer la santé des populations, coordonner la réponse aux urgences sanitaires et lutter contre les maladies.



Tedros Adhanom Ghebreyesus

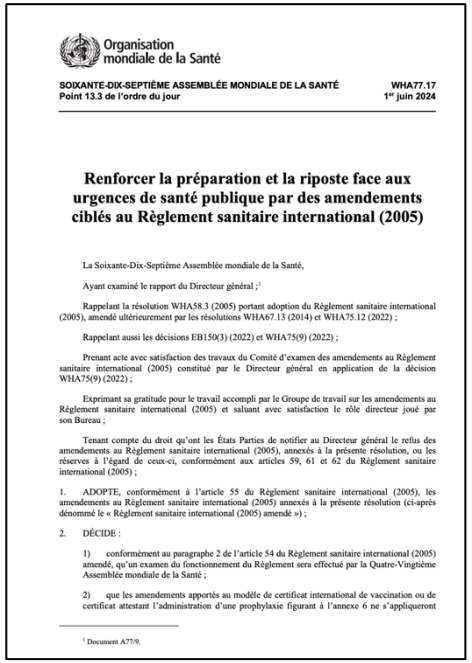
Directeur général de l'OMS depuis 2017

Président du Global Fund (2009-2011)

Deux textes adoptés discrètement par l'OM

Traité pandémie & révision du RSI (Règlement sanitaire international)

1. **Révision du RSI (1er juin 2024)**
2. **L'Accord sur les pandémies (20 mai 2025)**



Organisation mondiale de la Santé

SOIXANTE-DIX-SEPTIÈME ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ — WHA77.17
Point 13.3 de l'ordre du jour — 1er juin 2024

Renforcer la préparation et la riposte face aux urgences de santé publique par des amendements ciblés au Règlement sanitaire international (2005)

La Soixante-Dix-Septième Assemblée mondiale de la Santé,

Ayant examiné le rapport du Directeur général ;[1]

Rappelant la résolution WHA58.3 (2005) portant adoption du Règlement sanitaire international (2005), amendé ultérieurement par les résolutions WHA67.13 (2014) et WHA75.12 (2022) ;

Rappelant aussi les décisions EB150(3) (2022) et WHA75(9) (2022) ;

Prenant acte avec satisfaction des travaux du Comité d'examen des amendements au Règlement sanitaire international (2005) constitué par le Directeur général en application de la décision WHA75(9) (2022) ;

Exprimant sa gratitude pour le travail accompli par le Groupe de travail sur les amendements au Règlement sanitaire international (2005) et saluant avec satisfaction le rôle directeur joué par son Bureau ;

Tenant compte du droit qu'ont les États Parties de notifier au Directeur général le refus des amendements au Règlement sanitaire international (2005), annexés à la présente résolution, ou les réserves à l'égard de ceux-ci, conformément aux articles 59, 61 et 62 du Règlement sanitaire international (2005) ;

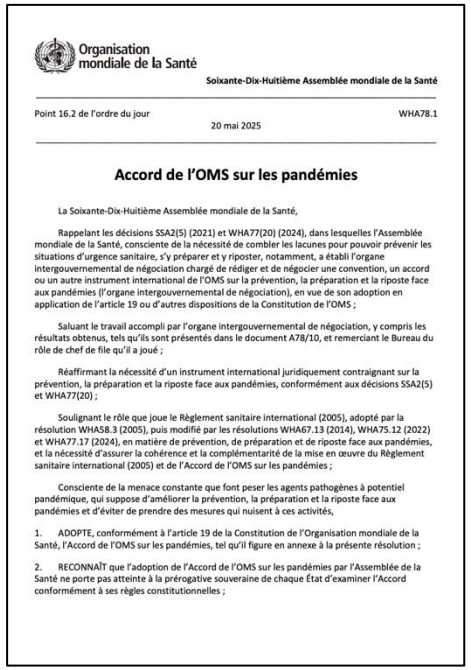
1. ADOPTE, conformément à l'article 55 du Règlement sanitaire international (2005), les amendements au Règlement sanitaire international (2005) annexés à la présente résolution (ci-après dénommé le « Règlement sanitaire international (2005) amendé ») ;

2. DÉCIDE :

1) conformément au paragraphe 2 de l'article 54 du Règlement sanitaire international (2005) amendé, qu'un examen du fonctionnement du Règlement sera effectué par la Quatre-Vingtième Assemblée mondiale de la Santé ;

2) que les amendements apportés au modèle de certificat international de vaccination ou de certificat attestant l'administration d'une prophylaxie figurant à l'annexe 6 ne s'appliqueront

[1] Document A77/9.



Organisation mondiale de la Santé

Soixante-Dix-Huitième Assemblée mondiale de la Santé

Point 16.2 de l'ordre du jour — WHA78.1
20 mai 2025

Accord de l'OMS sur les pandémies

La Soixante-Dix-Huitième Assemblée mondiale de la Santé,

Rappelant les décisions SSA2(5) (2021) et WHA77(20) (2024), dans lesquelles l'Assemblée mondiale de la Santé, consciente de la nécessité de combler les lacunes pour pouvoir prévenir les situations d'urgence sanitaire, s'y préparer et y riposter, notamment, a établi l'organe intergouvernemental de négociation chargé de rédiger et de négocier une convention, un accord ou un autre instrument international de l'OMS sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies (l'organe intergouvernemental de négociation), en vue de son adoption en application de l'article 19 ou d'autres dispositions de la Constitution de l'OMS ;

Saluant le travail accompli par l'organe intergouvernemental de négociation, y compris les résultats obtenus, tels qu'ils sont présentés dans le document A78/10, et remerciant le Bureau du rôle de chef de file qu'il a joué ;

Réaffirmant la nécessité d'un instrument international juridiquement contraignant sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, conformément aux décisions SSA2(5) et WHA77(20) ;

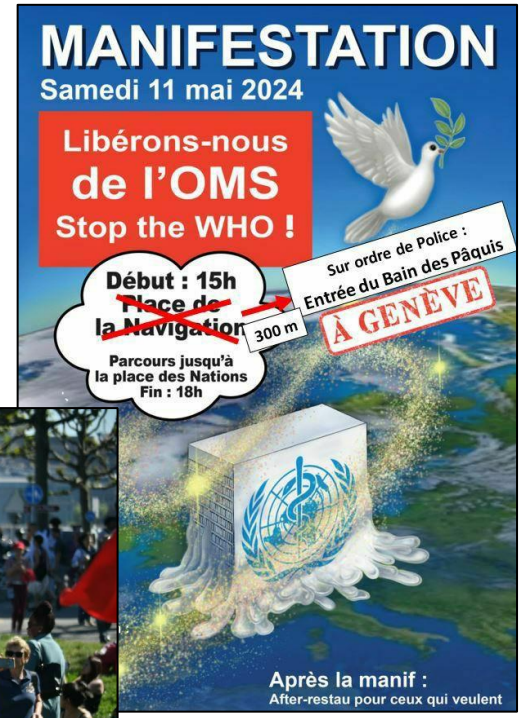
Soulignant le rôle que joue le Règlement sanitaire international (2005), adopté par la résolution WHA58.3 (2005), puis modifié par les résolutions WHA67.13 (2014), WHA75.12 (2022) et WHA77.17 (2024), en matière de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies, et la nécessité d'assurer la cohérence et la complémentarité de la mise en œuvre du Règlement sanitaire international (2005) et de l'Accord de l'OMS sur les pandémies ;

Consciente de la menace constante que font peser les agents pathogènes à potentiel pandémique, qui suppose d'améliorer la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies et d'éviter de prendre des mesures qui nuisent à ces activités,

1. ADOPTE, conformément à l'article 19 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, l'Accord de l'OMS sur les pandémies, tel qu'il figure en annexe à la présente résolution ;

2. RECONNAÎT que l'adoption de l'Accord de l'OMS sur les pandémies par l'Assemblée de la Santé ne porte pas atteinte à la prérogative souveraine de chaque État d'examiner l'Accord conformément à ses règles constitutionnelles ;





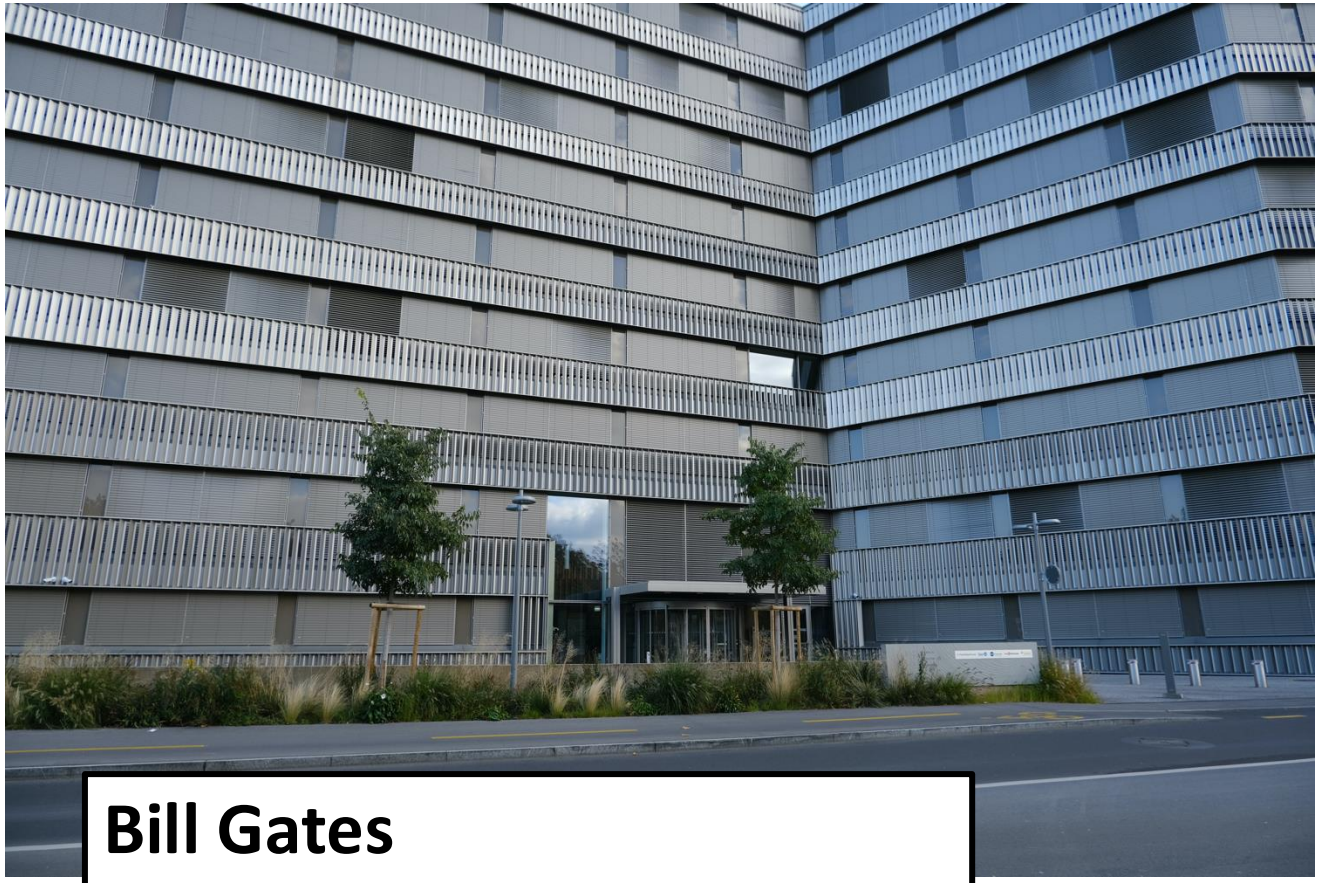
Gavi

(Global Alliance for Vaccines and Immunization)



WORLD ECONOMIC FORUM

Date de création : 2000 à Genève



Mission officielle :

Améliorer l'accès équitable à la vaccination, notamment dans les pays à faible revenu, afin de sauver des vies.



Bill Gates

Fondateur de l'Alliance vaccinale mondiale Gavi

Principal financeur de l'OMS

Gavi

WORLD ECONOMIC FORUM

Gates Foundation

Organisation mondiale de la Santé

LA BANQUE MONDIALE

unicef

Google

Accord entre le Conseil fédéral suisse et GAVI Alliance (Global Alliance for Vaccines and Immunization) en vue de déterminer le statut juridique de GAVI Alliance en Suisse

Conclu le 23 juin 2009

Entré en vigueur avec effet dès le 1er janvier 2009

(Etat le 1er janvier 2009)

Le Conseil fédéral suisse,
d'une part,
et
GAVI Alliance (Global Alliance for Vaccin
d'autre part,



Gavi est en partenariat avec :



The ROCKEFELLER FOUNDATION

MasterCard

VISA

Coca-Cola

Programmes COVAX & ACT

(Access to Covid Tools Accelerator)

COVAX

CEPI Gavi

OPS unicef World Health Organization

ACTaccelerator
ACCESS TO COVID-19 TOOLS



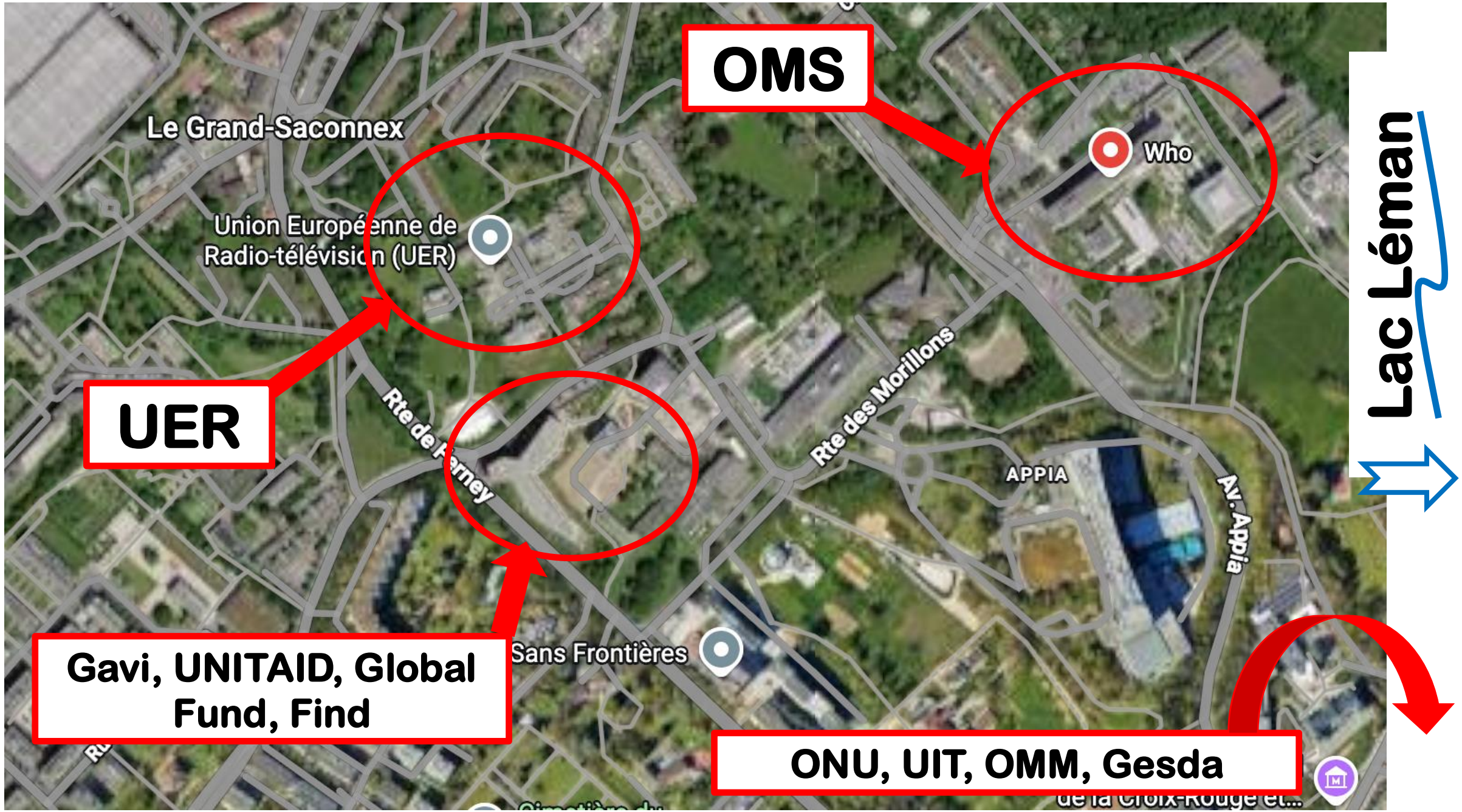


24 avril 2020

Lancé fin avril 2020, le dispositif [Accélérateur ACT] pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 est **une nouvelle collaboration mondiale novatrice visant à accélérer la mise au point et la production de produits de diagnostic, de traitements et de vaccins contre la COVID-19 et à en assurer un accès équitable… lors d'un événement coorganisé par le Directeur général de l'OMS, le Président français, la Présidente de la Commission européenne, et la Fondation Bill & et Melinda Gates.**



Organisation mondiale de la Santé


OMS
Le Grand-Saconnex
Union Européenne de Radio-télévision (UER)
Who
UER
Rte de Pierney
Rte des Morillons
APPIA
Av. Appia
Lac Léman
Sans Frontières
Gavi, UNITAID, Global Fund, Find
ONU, UIT, OMM, Gesda

UIT

(Union internationale des télécommunications)

Date de création : 1948 à Genève

succède à l'Union internationale télégraphique, qui a été construite à Berne en 1865

Mission officielle :

Favoriser la coopération internationale dans les télécommunications, développer les réseaux et les normes de communication et réduire la fracture numérique.



Formée de 3 bâtiments, l'UIT a été construite face à l'ONU.

L’UIT est chargée de réglementer et planifier les télécommunications mondiales

L’UIT est chargée de la réglementation et de la planification des télécommunications dans le monde, elle coordonne l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques au niveau mondial, elle établit les normes de ce secteur et diffuse toutes les informations techniques nécessaires pour permettre l'exploitation des services mondiaux de télécommunications (radio, télévision, téléphone, internet).

Son domaine de compétence s'étend aussi :

- à **l'Internet** haut débit
- aux dernières technologies de **communications sans fil**
- à la navigation **maritime** et **aéronautique**
- à la **météorologie** par satellite
- à la convergence **fixe-mobile**
- à **l'accès** à Internet
- aux **données**
- à la **voix**
- à la **télédiffusion**
- aux réseaux mobiles de **nouvelle génération**



WIKIPÉDIA
L’encyclopédie libre

Qui dirige l'UIT ?



Tomas Lamanauskas, Vice-secrétaire générale de l'UIT

Il a contribué à l'élaboration de rapports et d'études publiés par la Commission **UIT/UNESCO** "Le large bande au service du développement durable", par le **Forum économique mondial** et par d'autres organisations internationales et groupes de recherche.

Doreen Bogdan-Martin, Secrétaire générale de l'UIT

Membre du Centre pour l'internet et la société Berkman-Klein de l'Université Harvard et **membre du Conseil mondial du Futur du Forum économique mondial sur les réalités virtuelles / réalité augmentée.**

Elle est une championne de l'Alliance *EDISON* (santé, finance, éducation numérique) dirigée par le Forum Économique Mondial et Directrice exécutive de la Commission du Développement Durable des Nations Unies pour le Haut Débit, et dirige la collaboration de l'UIT avec l'UNICEF et d'autres sur le projet *GIGA* pour connecter les écoles du monde entier à internet.

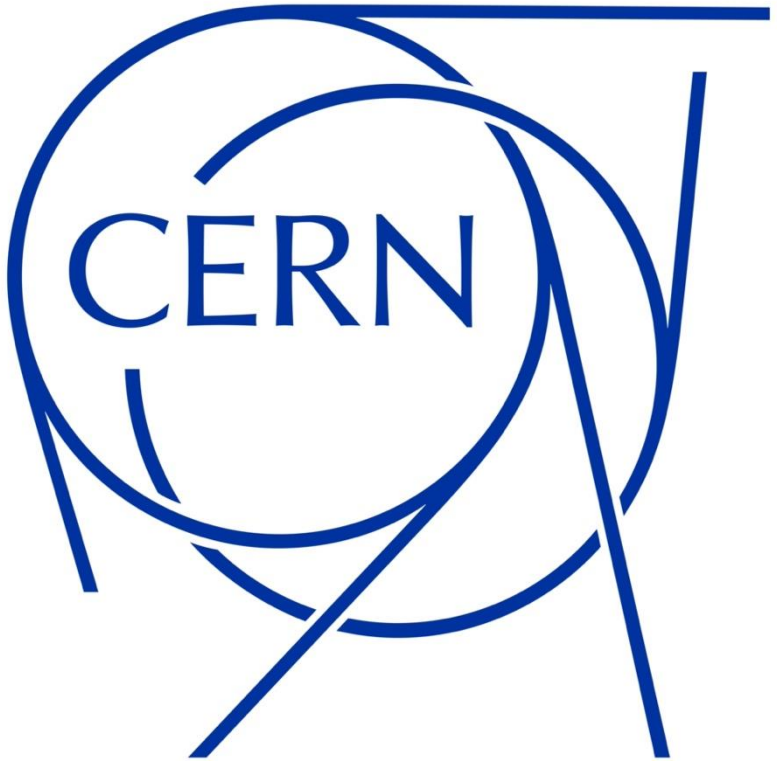
WORLD ECONOMIC FORUM



CERN

(Conseil européen pour la recherche nucléaire)

Date de création : 1954 à Genève



Mission officielle :

Étudier les constituants fondamentaux de la matière et les lois de l'Univers grâce à la recherche en physique des particules.

CERN

(Conseil européen pour la recherche nucléaire)

Date de création : 1954 à Genève





Fabiola Gianotti

Directrice générale du CERN depuis 2019

Membre du Conseil d'administration du WEF depuis 2019

Août 2016 – Site suisse du CERN

WEF

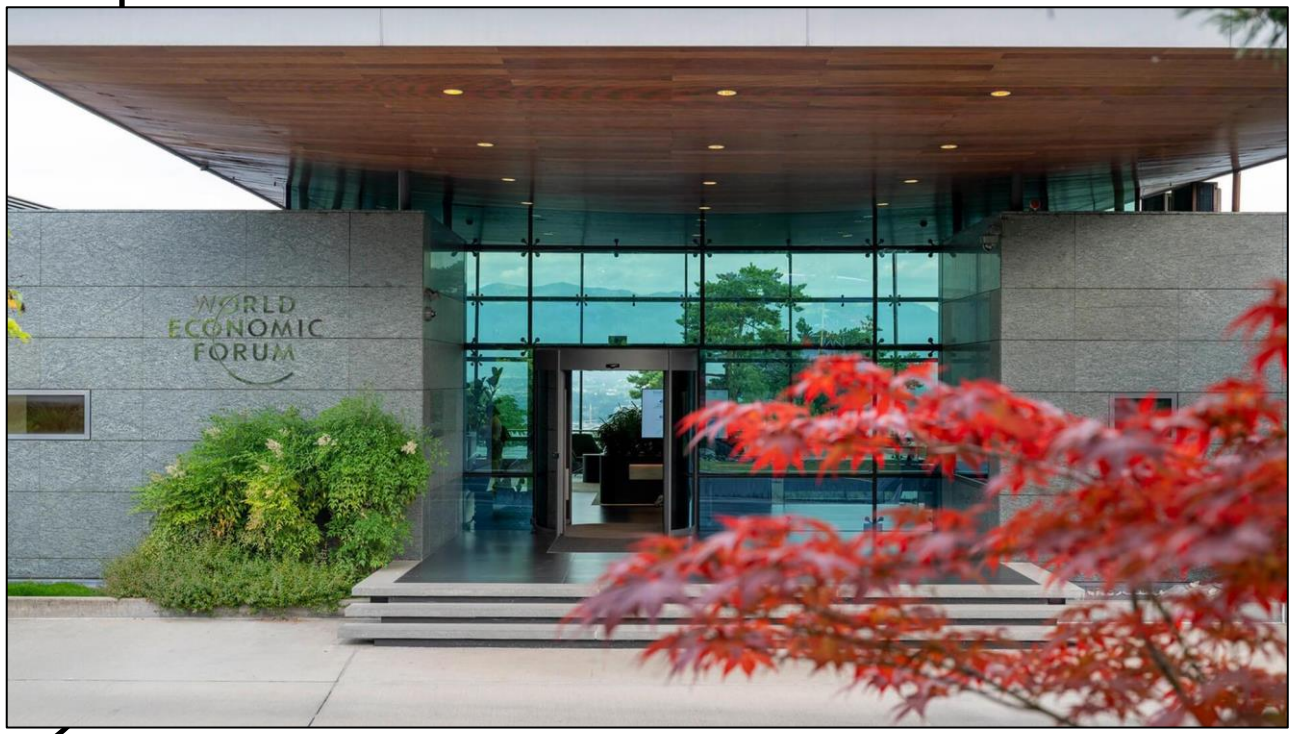
(World Economic Forum, Forum économique mondial)

Date de création : 1971 à Genève

Mission officielle :

Réunir les dirigeants politiques, économiques et de la société civile pour favoriser la coopération et relever les grands défis mondiaux.

« Le Forum économique mondial est une fondation à but non lucratif. Il ne défend aucun intérêt politique, partisan, ou national et s'est donné pour mission d'améliorer l'état du monde »



Epstein à Borge Brende, le n°2 du WEF :

« Davos pourrait remp

Subject: Re:
Date: Mon, 17 Sep 2018 00:26:33 +0000

global architects first

On Sun, Sep 16, 2018 at 8:16 PM, Borge Brende <[redacted]> wrote:
Exactly - we need a new global architecture. World Economic Forum (Davos) is uniquely private. Best, Borge

Sent from my iPad

On 16 Sep 2018, at 21:19, jeffrey E. <jeevacation@gmail.com> wrote:

davos can really replace the UN. cyber, crypto . genetics. . . intl coordination. like trilateral. issues now need to deal with the distributed trust. and internet fallout .

On Sat, Sep 15, 2018 at 8:23 AM, Borge Brende <[redacted]> wrote:
Likewise.

Sent from my iPhone

On 15 Sep 2018, at 18:21, jeffrey E. <jeevacation@gmail.com> wrote:

Hooe to see you during your stay;)



16/09/2018 :

Jeffrey Epstein à Borge Brende :

« **Davos peut remplacer l'ONU**. Cybersécurité, cryptographie, génétique… coordination internationale. Comme mon passage à la Trilatérale. »

Il faut maintenant s'attaquer à la confiance donnée et aux conséquences d'Internet.

Borge Brende à Jeffrey Epstein :

« Exactement. Il nous faut une nouvelle architecture mondiale. Le Forum économique mondial (Davos) occupe une position unique, alliant public et privé. Cordialement, Borge. »

Jeffrey Epstein à Borge Brende :

« **Des architectes mondiaux d'abord**. »

WORLD ECONOMIC FORUM

L’accord de coopération avec le gouvernement suisse

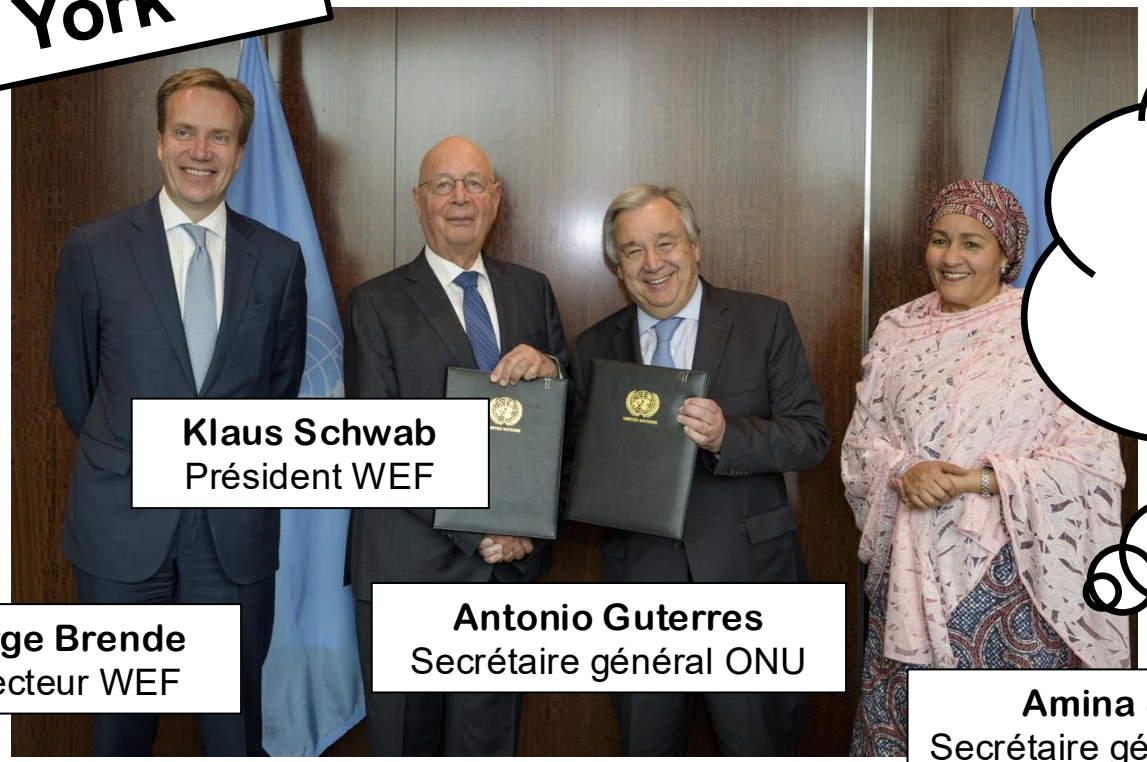
(WEF – conseil fédéral 2020)



Le Partenariat WEF-ONU pour accélérer l'Agenda 2030

Signé le 13 juin 2019 à New York

WORLD ECONOMIC FORUM + ONU = LES 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Klaus Schwab
Président WEF

Borge Brende
Directeur WEF

Antonio Guterres
Secrétaire général ONU

Amina J. Mohammed
Secrétaire générale adjointe ONU

Pour accélérer l'Agenda 2030

OMM puis GIEC

(Organisation météorologique mondiale & Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)

Date de création : 1950 à Genève

Mission officielle de l'OMM :

Coordonner la coopération internationale en matière de météorologie, de climat et de ressources en eau.



OMM puis GIEC

(Organisation météorologique mondiale & Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)

Date de création : 1988 à Genève

Mission officielle du GIEC :

Évaluer les connaissances scientifiques sur le changement climatique, ses conséquences et les solutions possibles pour éclairer les décisions publiques.

OMM puis GIEC

(Organisation météorologique mondiale & Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)

Maurice Strong, mentor de Klaus Schwab, actionnaire de BlackRock, membre du comité exécutif de la fondation Rockefeller en 1972, est l'un des membres fondateurs du GIEC, créé en novembre 1988 à la demande du G7 par deux organismes de l'ONU :

- **l'Organisation météorologique mondiale** (OMM, à Genève)
- **le Programme des Nations unies pour l'environnement** (PNUE, à Genève), mis en place en 1972 au Sommet de la Terre de Rio

Le GIEC est l'autorité mondiale qui définit l'agenda environnemental.



Klaus Schwab
Fondateur du WEF



Maurice Strong
1929 - 2015

OMC

(Organisation mondiale du Commerce)

Date de création : 1995 à Genève



Mission officielle :

« L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est l'organisation internationale qui a pour objectif d'assurer l'ouverture du commerce dans l'intérêt de tous. »

OMC

(Organisation mondiale du Commerce)

Date de création : 1995 à Genève

Drapeaux « STOP TiSA » sur le pont du Mont-Blanc
Avril 2017



1er panneau « Carouge, zone hors TiSA », août 2017



WORLD ECONOMIC FORUM



Ngozi Okonjo-Iweala

Directrice générale de l'OMC depuis 2021
Membre du Conseil d'administration du WEF depuis 2021
Présidente du conseil d'administration de Gavi 2016-2020
Directrice générale de la Banque mondiale 2007-



GESDA

(Geneva Science and Diplomacy Anticipator)

Peter Brabeck

Président de Gesda

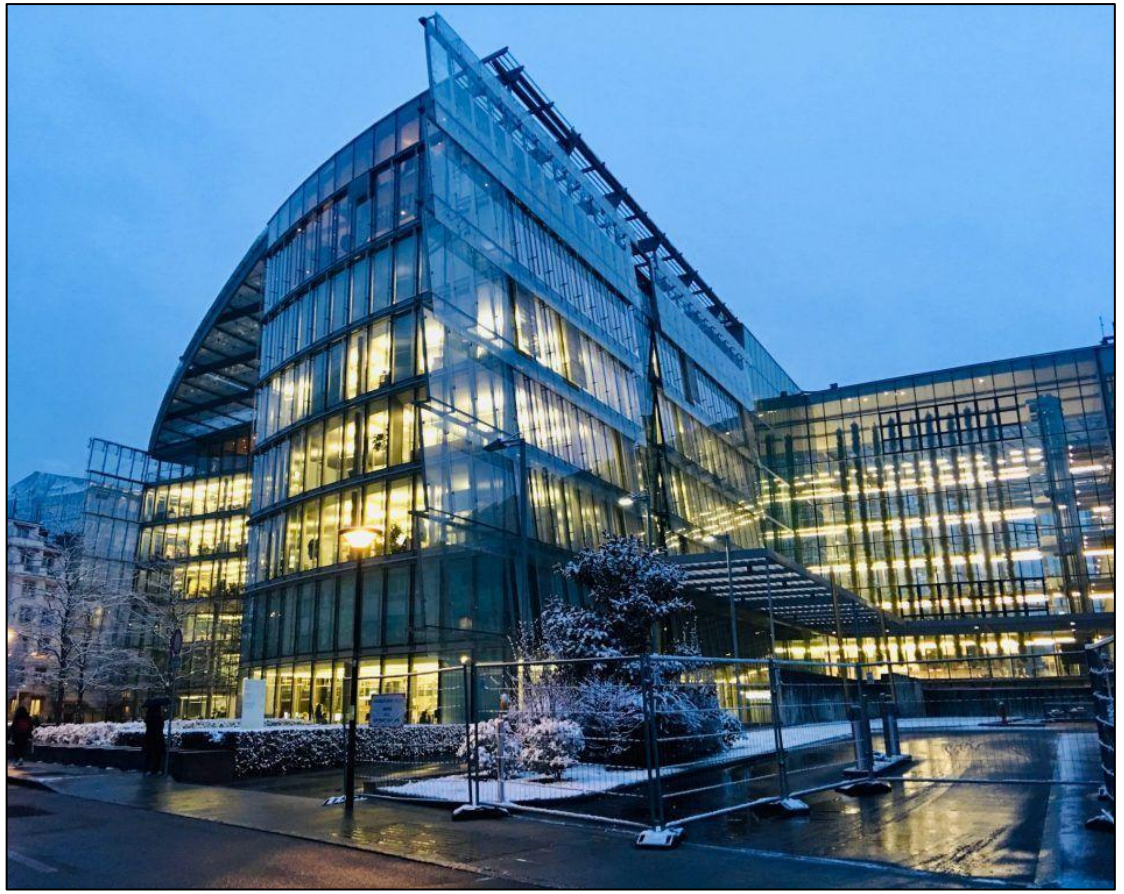
Ex-président ad interim, ex vice-président et membre du Conseil d'administration du WEF jusqu'à 2025

~~Directeur et président de Nestlé 1997-2017~~

Date de création : 2019 à Genève

Mission officielle :

Anticiper les avancées scientifiques et technologiques et favoriser leur utilisation au service de l'humanité grâce au dialogue entre science et diplomatie.



Campus Biotech à Genève

GESDA

(Geneva Science and Diplomacy Anticipator)

Date de création : 2019 à Genève



SES 4 DOMAINES D'ACTION :



Révolution quantique & IA avancée

Protection & contrôle de l'identité individuelle, mécanismes de contrôle, inclusivité



Humain augmenté

Longévité, édition de gènes, Interface cerveau-machine



Éco-régénération & Géo-ingénierie

Biologie synthétique, décarbonation, agriculture régénératrice



Science & Diplomatie

Modélisation des conflits, prévisions & prévention

Bureau de liaison de l'OTAN

(Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)



Maison de la Paix

Date de création de l'OTAN : 1949 à Bruxelles Bureau de liaison à Genève depuis 2024

Mission officielle de l'OTAN :

Garantir la liberté et la sécurité de ses pays membres par des moyens politiques et militaires, notamment en assurant leur défense collective face aux menaces et aux agressions.

Bureau de liaison de l'OTAN

(Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)

Date de création : 1949 à Bruxelles

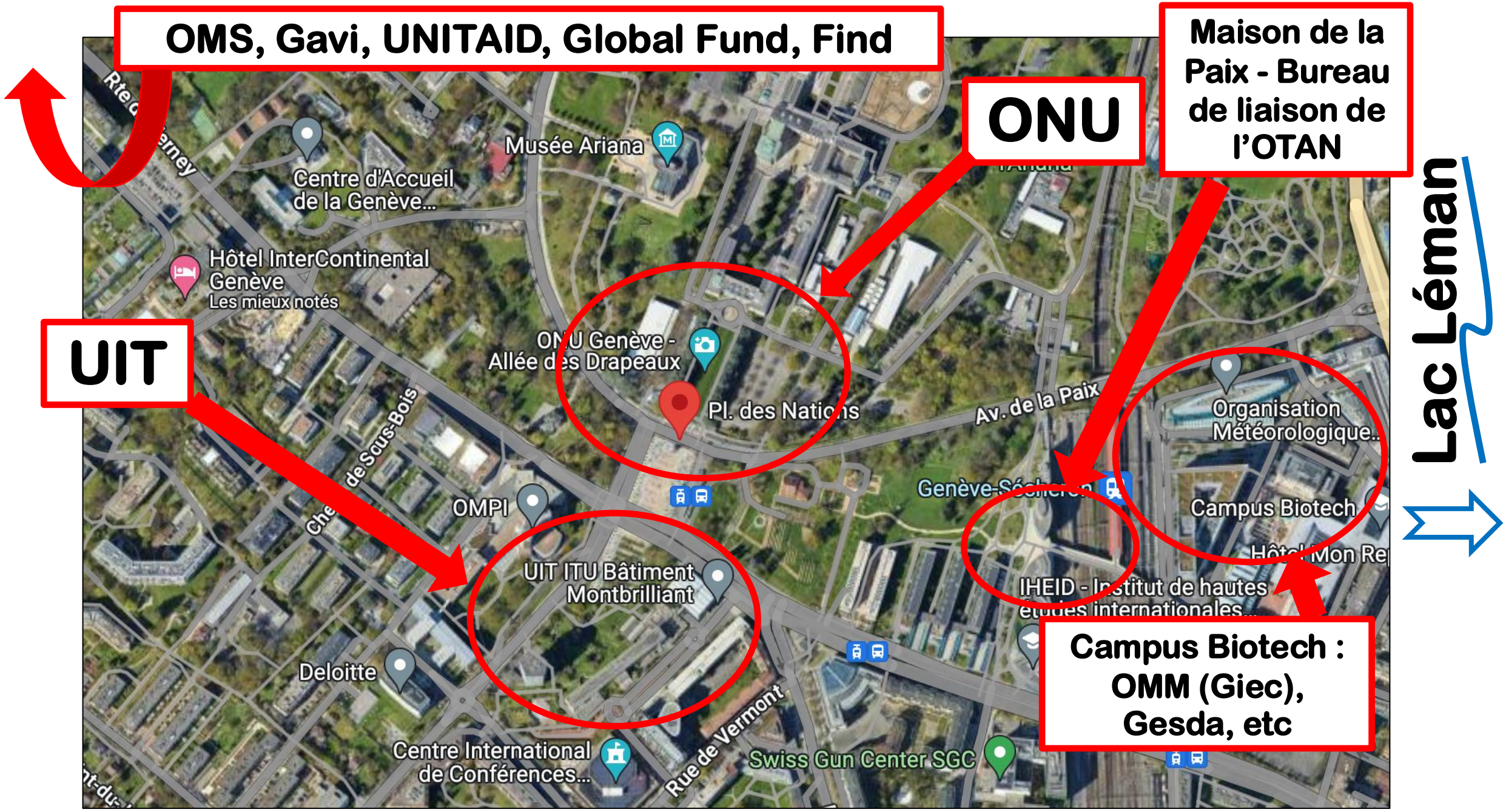
Bureau de liaison à Genève depuis



Maison de la Paix

Berne, 15.7.2024 - L'OTAN ouvre un **bureau de liaison multilatéral à Genève pour collaborer avec les organisations internationales et non gouvernementales qui y sont basées.**

NB : La Suisse n'est pas membre de l'OTAN, elle a signé le PPP (Partenariat pour la paix)
avec l'OTAN en 1996

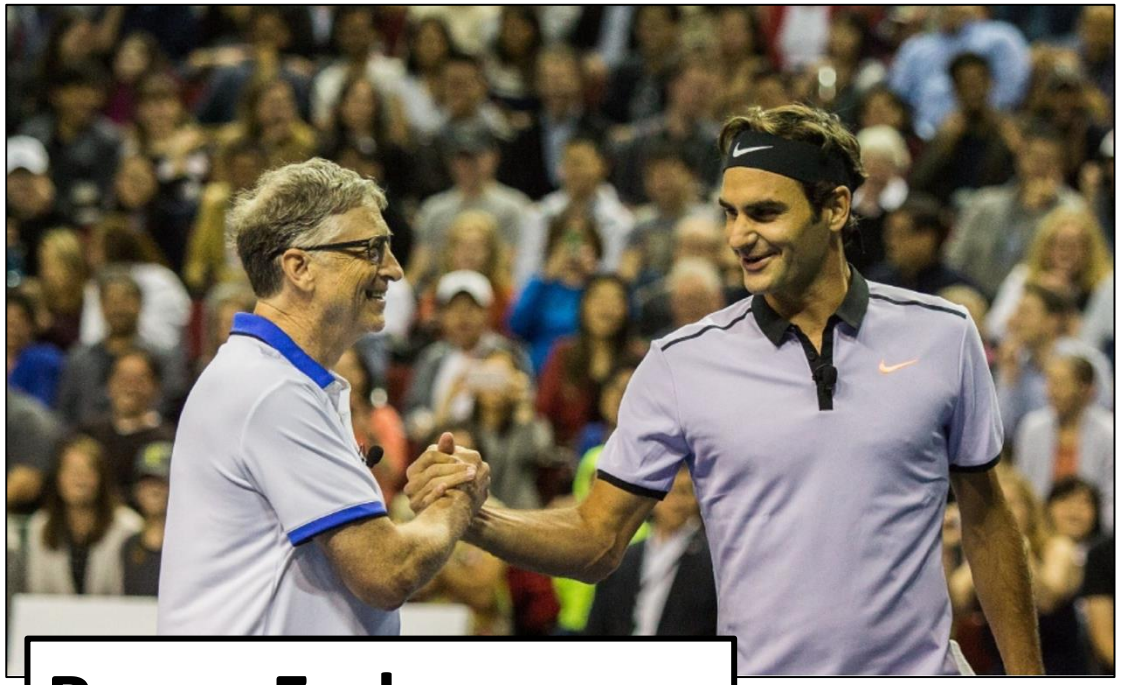

OMS, Gavi, UNITAID, Global Fund, Find
ONU
Maison de la Paix - Bureau de liaison de l'OTAN
UIT
Lac Léman
Musée Ariana
Centre d'Accueil de la Genève...
Hôtel InterContinental Genève
Les mieux notés
ONU Genève - Allée des Drapeaux
Pl. des Nations
Av. de la Paix
Organisation Météorologique...
Campus Biotech
OMPI
UIT ITU Bâtiment Montbrilliant
IHEID - Institut de hautes études internationales...
Deloitte
Centre International de Conférences...
Rue de Vermont
Swiss Gun Center SGC
Campus Biotech : OMM (Giec), Gesda, etc

Pour finir, quelques membres du Forum économique mondial



WORLD ECONOMIC FORUM

D’autres Global Leaders de Klaus Schwab en Suisse



Roger Federer
Champion mondial de tennis 1998-2022 - YGL 2010



Pierre Maudet
Président de l’Etat de Genève 2018, Conseiller d’Etat depuis 2012, maire de Genève 2011 - YGL 2013



Guillaume Barazzone
~~Maire de Genève 2017~~
YGL 2015

Qui co-dirige le WEF depuis 2025 ?



Larry Fink

Coprésident ad interim du WEF
Co-fondateur et Président de BlackRock depuis 1988



Membre du Conseil d'administration de 2019 à 2025



Qui co-dirige le WEF depuis 2025 ?



André Hoffmann

Coprésident ad interim du WEF depuis août 2025

Vice-président de Roche Holding AG,
le plus important groupe pharmaceutique

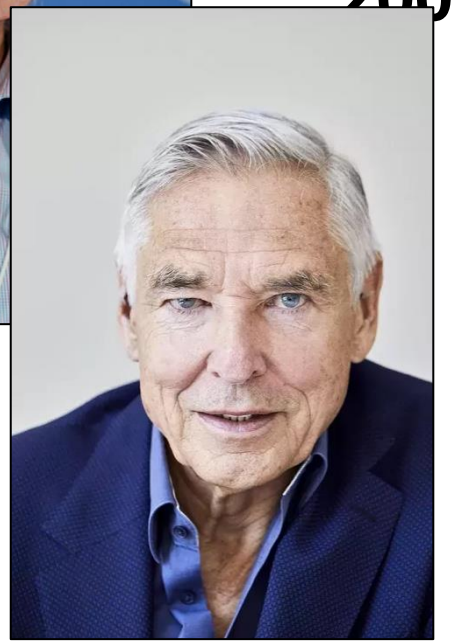
Chiffres d'affaires pour l'année 2024 :
66,6 milliards $ selon PHARMAPRO



Membre du Comité d'administration depuis août 2017

Les membres du Conseil d'administration





WORLD ECONOMIC FORUM

Peter Brabeck



- Président de Gesda
- Ex-Président de Nestlé
- Membre de la Commission Attali en 2007

En 2005 : ***« La question est de savoir s'il faut privatiser l'alimentation en eau »***

En place au moins depuis 2016
… jusqu'à août 2025.

Les membres du Conseil d'administration





Christine Lagarde

- Présidente de la **Banque centrale européenne** depuis 2019 jusqu'au 7 février 2027
- Ex-Présidente du **FMI** (2011-2019)

En place au moins depuis 2016



Les membres du Conseil d'administration





WORLD ECONOMIC FORUM

Fabiola Gianotti

Directrice générale du CERN

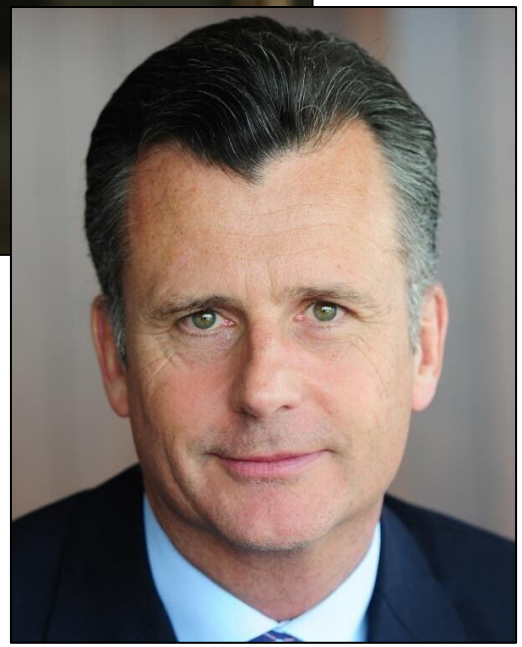
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026



Les membres du Conseil d'administration



WORLD ECONOMIC FORUM



Philipp Hildebrand

- Vice-Président de BlackRock
- Ex-Président de la Banque nationale Suisse

Un petit nouveau !
Il entre dans *le club*
en mai 2025 !



Les membres du Conseil d'administration

Ngozi Okonjo-Iweala



- Directrice générale de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) depuis 2021
- Ex-directrice générale de la Banque Mondiale
- Ex-présidente du Conseil d'Administration de Gavi (2016-2020)



WORLD ECONOMIC FORUM

2021
2022
2023

2024
2025
2026



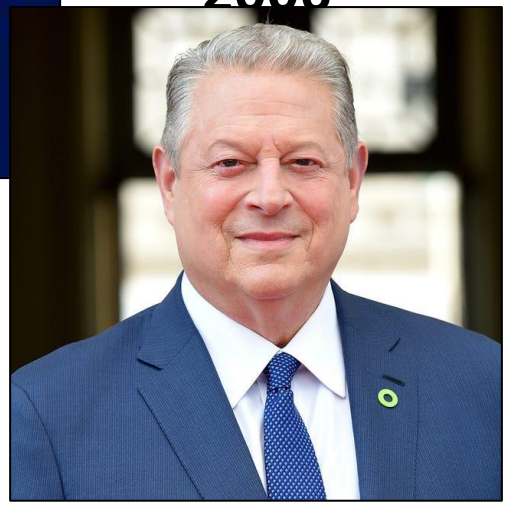
Les membres du Conseil d'administration



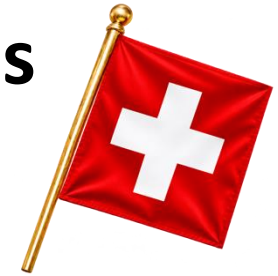
WORLD ECONOMIC FORUM

Al(bert) Gore

- Vice-président des États-Unis (1993-2001)
- Président et co-fondateur de GIM (Generation Investment Management, qui investit dans le *durable*)
- Personnage principal du film *Une vérité qui dérange* (sur le « réchauffement climatique »), 2006



En place au moins depuis 2016



Les membres du Conseil d'administration

Julie Sweet





PDG de Accenture depuis 2019
(Membre fondateur de ID2020, avec Gav
Microsoft, Fondation Rockefeller, Ideo)

Site du WEF :
« Classée par Forbes comme l'une des 100 femmes les plus puissantes du monde »

En place depuis le 5 février 2020

Epilogue : La Suisse,

bientôt sous tutelle de l’Union européenne ?



Le 3ème paquet d'accord est

En marche

! Pour une Suisse sous la tutelle de l'UE …





Suisse-UE

Guy Parmelin et Ursula von der Leyen ont signé un accord bilatéral

Le président de la Confédération et la présidente de la Commission européenne ont paraphé lundi les nouveaux textes qui encadrent les relations entre Berne et l'UE.

Publié: 02.03.2026, 12h22





Le paquet d'accord Suisse-UE est signé depuis mars 2026

Les étapes récentes :

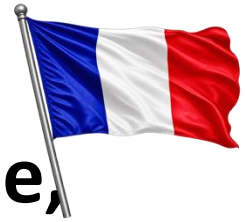
- **Signature des accords : 2 mars 2026**
- Transmission au Parlement : 13 mars 2026
- Conseil des États Septembre–octobre 2026 : 1ère partie approuvée
- **Conseil national 2026–2027 : Examen en cours**
- **Votation populaire 2028 envisagée : À confirmer**
- **Entrée en vigueur complète : Indéterminée**

Référendum en 2028 ?

- **Le Conseil des États** souhaite soumettre la partie centrale des accords au **référendum obligatoire, nécessitant la double majorité du peuple et des cantons.**

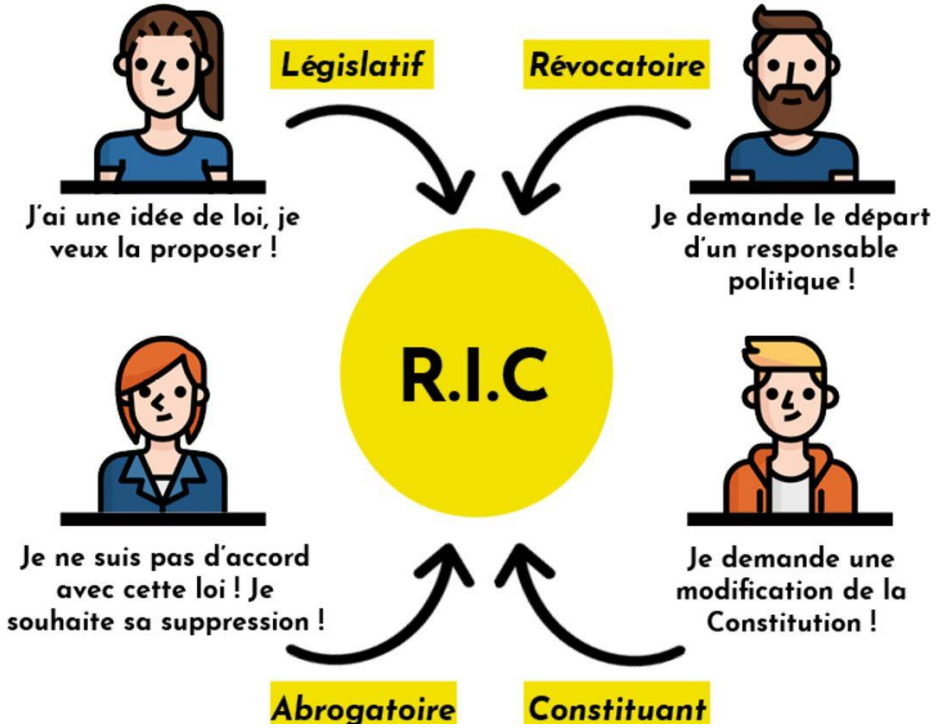
- **Le Conseil fédéral, lui, défend le référendum facultatif, qui ne nécessite que la majorité populaire si un vote est demandé.**

Conclusion :



En France comme en Suisse, la « démocratie », on n'y est pas encore…





Le modèle suisse peut sembler inspirant, mais avec quelques améliorations…

… Par exemple avec un vrai RIC (Référendum d'initiative populaire) en toutes matières, des recours contre la fraude et surtout des institutions indépendantes !



MERCI
pour votre attention

Pour en savoir plus, tout est dans mon livre : lasuisseaucoeur.ch